

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

La Concurrence Pénitentiaire

en France

(TRAVAIL DES PRISONS — TRAVAIL LIBRE)

ÉTUDE D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE

« Protéger le travail sous toutes ses formes, c'est en atténuer le caractère douloureux, c'est obéir aux leçons de l'expérience, aux injonctions de la Science sociale, c'est d'un mot, étendre autant qu'il est en nous le domaine de la justice ».

H. LAMBERT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 28 Novembre 1904, à 2 heures du soir

PAR

René COLOMBAIN

Avocat à la Cour d'appel de Lyon

Président : M. P. PIC, professeur

*Suffragants : { MM. R. GARRAUD, professeur
J. APPLETON, professeur*

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

1904

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER (E.), C. ✱, C. ✚, I. ✚; Doyen, professeur de Droit civil, correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✱, I. ✚, professeur honoraire.

GARRAUD, I. ✚, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ✚, professeur de Droit romain.

FLURER, I. ✚, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

THALLER, I. ✚, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. ✚, professeur honoraire.

COHENDY, ✱, I. ✚, professeur de Droit commercial.

PIC, I. ✚, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), A. ✚, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. ✚, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, A. ✚, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, A. ✚, professeur d'Histoire du Droit public.

JOSSERAND, A. ✚, professeur de Droit civil.

BROUILHET, A. ✚, professeur d'Economie politique.

HUVELIN, professeur de Droit romain.

LÉVY, A. ✚, agrégé (Droit privé et Droit criminel).

GONNARD, agrégé (Sciences économiques).

BECQ (J.) ✚, I. secrétaire.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

La Concurrence Pénitentiaire

en France

(TRAVAIL DES PRISONS — TRAVAIL LIBRE)

ÉTUDE D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE

« Protéger le travail sous toutes ses formes, c'est en atténuer le caractère douloureux, c'est obéir aux leçons de l'expérience, aux injonctions de la Science sociale, c'est d'un mot, étendre autant qu'il est en nous le domaine de la justice ».

H. LAMBERT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 28 Novembre 1904, à 2 heures du soir

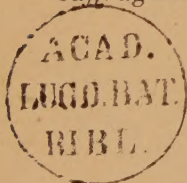
PAR

René COLOMBAIN

Avocat à la Cour d'appel de Lyon

Président : M. P. PIC, professeur

*Suffragants : { MM. R. GARRAUD, professeur
J. APPLETON, professeur*



PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

1904

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MONSIEUR PAUL PIC

Respectueusement.

R. C.

ERRATA

Bibliographie (Ouvrages spéciaux) :

Blanqui.... Musée social, n° 4504.

Laborde.... lisez : Cours de droit criminel (Paris), 2^e éd.
1898.

Saleilles et non Saleille.

Vidal.... 2^e éd., 1901.

Périodiques :

Annales de l'Université de Grenoble.... pages 297 ; 545
et 99.

Lettre du Ministère de la Guerre :....

N.-B. 2^e ligne, lisez :... limites de notre sujet.

Page 70, 16^e ligne, supprimez : l'Etat abdiquait, etc....

Page 110, dernière ligne, lisez :... il est intéressant.

Page 115, dernière ligne, supprimez... pénitencier.

Page 129, 2^e ligne, lisez : ses dernières limites.

Pages 137..; lisez : ne saurait suffire.

Page 165 (table) N° 80, lisez... lois du 27 mai 1885 et
8 décembre 1897.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux, recueils, etc...

Actes des congrès pénitentiaires internationaux (Rome, 1885, Tome I ; Saint-Petersbourg, volumes I et III ; Bruxelles, 1900).

Ancien Moniteur (Gazette Nationale ou le Moniteur universel).

Archives parlementaires (Cahiers des Etats généraux).

Code Pénal de 1765 en L titres. (Paris, chez Saillant et Desaint).

Code des prisons, Tomes I à XV. Spécialement V^{is} Budget ; Cahier des charges ; Cellulaire (système) ; Concurrence ; Construction ; Emprisonnement ; Femmes ; Imprimerie Administrative ; Main-d'œuvre ; Pénitenciers ; Prévenus et accusés ; Prisons ; Quartiers ; Réduction ; Suppression ; Tarifs ; Travail ; Vannerie ; etc...)

Congrès de Paris, de Lyon et de Marseille, 1876-1878-1880.

Dictionnaire des Sciences philosophiques de Vacherot, V^o Pénalité.

Enquête parlementaire sur le régime et les établissements pénitentiaires. Rapport d'Haussonville, 1875.

Grande Encyclopédie.

Grand Larousse.

Journal officiel. — Débats et documents parlementaires.

Ministère de l'Intérieur. — Statistique pénitentiaire 1895-1900.
4 vol.

Nouveau commentaire sur l'ordonnance criminelle du mois
d'août 1670, Paris, 1763.

Répertoire Dalloz, V^o Prisons.

Nouveau Répertoire général de droit français, V^o Régime pénit-
entiaire.

Ordonnances, lois, décrets, arrêtés, instructions concernant les
services pénitentiaires, etc...

Ouvrages spéciaux.

BARBÉ-MARBOIS. — Rapport sur l'état actuel des prisons, 1824.

BEAUMONT (De) et De TOCQUEVILLE. — Le système pénitentiaire
aux Etats-Unis et son application en France, 1845.

BLANC (Louis). — Histoire de la Révolution de 1848.

BLANQUI. — Des classes ouvrières en France pendant l'année
1848, 13^e et 14^e livraisons de l'Académie des Scien-
ces morales et politiques.

BRUNOT (Charles). — Rapport présenté à la Société générale
des prisons (Le Travail dans les prisons), 22 mai 1901.

CAUWÈS. — Cours d'Economie politique. Tome II.

DESCHAMPS. — Histoire des doctrines économiques (Cours
professé à la Faculté de Droit de l'Université de
Paris, 1900-1901).

DESMAZES (Ch.). — Les pénalités anciennes. Supplices, prisons
et grâce (Paris, Plon, 1866).

D'HAUSSONVILLE. — Les établissements pénitentiaires en France
et aux colonies (Paris, 1875).

Dictées pénitentiaires choisies.

DREYFUS (Ferdinand). — Etudes et discours.

DUPONT-WHITE. — L'Individu et l'Etat (1861).

Enquête de l'Office du travail (Salaires et durée du travail
dans l'industrie française).

FERRUS: — Des prisonniers et des prisons (1850).

GARRAUD. — Traité théorique et pratique du droit pénal fran-
çais, 1898-1902, 2^e édition.

HERBETTE (Louis). — 1^o L'œuvre pénitentiaire, étude sur la
question pénale et les services pénitentiaires.

— 2^o Note sur l'organisation du travail dans les établis-
sements pénitentiaires de la France et sur les ques-
tions qu'elle peut soulever, spécialement en ce qui
concerne la concurrence à l'industrie libre (1885).

— 3^o Notes et renseignements concernant le travail des
détenus. Melun 2^e semestre 1888.

HOUQUES-FOURCADE. — Cours d'économie politique, Toulouse,
1897-1898.

JOLY (H). — La France criminelle, 3^e édition.

JOUSSE. — Traité de la justice criminelle en France, 1771.

LABORDE. — Cours élémentaire de droit criminel (Paris).

LEROY-BEAULIEU (Paul). — 1^o L'Etat moderne et ses fonctions;
2^o Le travail des femmes au XIX^e siècle.

LOISELEUR. — Les crimes et les peines dans l'antiquité et dans
les temps modernes (Hachette, 1863).

MAISTRE (de). — Les soirées de Saint-Pétersbourg.

MARQUET-VASSELLOT. — Examen critique des diverses théories pénitentiaires (1835).

MICHEL (Henry). — L'idée de l'Etat.

MOREAU-CHRISTOPHE. — De l'état actuel des prisons en France.

ORTOLAN. — Eléments de droit pénal.

PIC (Paul). — Traité élémentaire de Législation industrielle — Les Lois ouvrières, 2^e Ed. (1902).

PRINS. — Criminalité et répression.

PROAL. — Le crime et la peine.

ROSSI. — Droit pénal, 4^e Ed. (1872).

SALEILLE. — L'individualisation de la peine (Cours professé à l'Ecole Libre des Sciences politiques).

SIMON (Jules). — L'Ouvrière.

TARDE. — 1^o Philosophie pénale.

— 2^o Etudes pénales et sociales.

TISSOT. — 1^o Introduction philosophique à l'étude du droit pénal et de la réforme pénitentiaire.

— 2^o Le droit pénal étudié dans ses principes.

VIDAL. — Cours de droit criminel et de Science pénitentiaire.

VILFREDO PARETO. — Cours d'Economie politique professé à l'université de Lausanne, 2. vol. Paris, Pichon (1896).

Thèses.

BARTHÈS (Léon). — Du rôle de l'Etat dans les Industries pénitentiaires. (Paris, Jouve, 1903).

BERTHET (Lucien). — Le travail dans les prisons (Grenoble); Reynaud, 1903).

MAGNOL (Joseph). — De l'administration pénitentiaire dans ses rapports avec l'autorité judiciaire et de son ratta-

chement au ministère de la Justice (Toulouse, Riviere, 1900).

ROUX (Roger). — Le travail dans les prisons (Paris, 1901).

TISSEIRE (François). — Histoire des systèmes sur le fondement du droit de punir et théorie de la pénalité (Toulouse, 1890).

VULLIEZ (Paul). — La moralisation dans les prisons (Paris).

Périodiques

Annales de l'Université de Grenoble, 1901. Article de P. Cuhe :

La Science pénitentiaire. Son domaine. Sa méthode.

Annuaire de législation étrangère. Année 1898, p. 65 et 845.

Bulletin de la Commission pénitentiaire internationale.

Economiste français (L'), Séance du 9 janvier 1886, pages 40-41.

Journal Le Droit. N° des Lundi et Mardi 28-29 janvier 1878, (art. de M. Desportes).

Journal La Petite République, N° du 8 avril 1898.

Le Musée Social. Année 1899.

1^o Conf. Ch. Gide : Concurrence et coopération (n° de Mars).

2^o Conf. Souchon : La situation des ouvriers en France à la fin du XIX^e siècle (N° d'août).

La Réforme Sociale : Henry Clément : La criminalité en France et le régime pénitentiaire. 2 art., 16 août et 1^{er} nov. 1890. Tome II, pp. 425-439 et 517-525. — Le travail dans les prisons (Compte rendu, R. Roux), 1902. Tome II, p. 604.

La Révolution française. Année 1902, 1, page 297. seq. Art. de
A. Brette : La réforme de la législation criminelle et
le projet de Le Peletier de Saint-Fargeau.
Revue générale du droit et de la jurisprudence. Année 1877,
p. 86-90.

Revue pénitentiaire :

BERTHÉLEMY. — Substitution des travaux publics coloniaux à
l'emprisonnement. An. 1896, p. 1209.
IX^e Congrès corporatif de Toulouse. An. 1897, p. 1434.
Congrès socialiste de Bruxelles. An. 1902, p. 152.
RIVIÈRE (Albert). — Le travail dans les prisons. An. 1890,
p. 360-367.
SKOUSÈS. — Le travail des détenus à Rome (Etude sur les pri-
sons d'Italie). An. 1882, p. 749-762.
Statistique pénitentiaire, 1874-1899. An. 1878-1902.

PRÉFACE

Chaque jour, les notions morales qui servent d'assises à la conscience humaine, se transforment pour rester en harmonie avec les découvertes et les nécessités de la vie contemporaine.

Plus conscients de l'état d'interdépendance dans lequel ils se trouvent les uns vis-à-vis des autres, les hommes marchent à la réalisation progressive de l'accord pour la vie. Grâce à la Loi, la réunion, l'association devient possible, licite.

La solidarité apparaît comme l'idéal social à l'avènement duquel la Pénalité entend contribuer, puissamment ; elle veut aider à la sauvegarde de la vie et du progrès.

Sans être une chose bonne en soi, la pénalité trouve sa justification dans son utilité même. Après avoir successivement répondu à un besoin de vengeance, à une idée religieuse, à une idée politique, la Peine se légitime aujourd'hui par son but utilitaire.

Cette légitimité a pour mesure la nécessité sociale. Pour que l'application en soit admissible, il ne suf-

fit point qu'une peine soit nécessaire ; il faut encore qu'elle soit juste et proportionnée au délit.

Devant les exigences nouvelles de la conscience et du cœur humain, qui réclament tour à tour l'intimidation, l'amendement, l'élimination du délinquant, l'expérience a fait subir à la peine des transformations profondes.

Produit de la civilisation, des mœurs, des croyances, des traditions, des mouvements d'opinion, des *idées*, les peines marquent les étapes de la vie des peuples. Et si parfois, dans le dédale de l'histoire de la pénalité, l'intelligence se heurte à des procédures déconcertantes, à d'inexplicables tortures, à d'odieux supplices, et se refuse à croire, à comprendre, c'est qu'elle ne tient pas compte de l'esprit d'une époque disparue.

A moins d'un siècle de distance, il arrive qu'un acte qualifié crime et puni comme tel, n'est plus considéré que comme un délit qu'une peine dérisoire suffit à sanctionner. L'adoucissement de la peine n'est souvent que la conséquence de l'affaiblissement de certaines vertus morales, de certaines croyances, de certains partis politiques...

Quelles que soient les transformations subies par la pénalité au cours des siècles, quelles que soient les singularités qu'on y puisse relever, il n'en reste pas moins à peu près démontré que, jusqu'à la fin du

xvii^e siècle deux principes étayèrent presque partout l'œuvre pénale : la vengeance et la terreur.

A vrai dire, l'Ancien Droit n'a pas eu de Code pénal (1). Il n'y eut guère qu'un système de répression laissé à l'arbitraire des juges. « C'est du trône qu'émane la justice, et les rois peuvent en diviser les rayons de la manière qui leur plaît » (2).

La plasticité de l'appareil judiciaire était la conséquence logique du principe : « la justice est propriété royale ».

La justice d'alors répond mal à l'idée qu'on s'en fait aujourd'hui. « La justice criminelle — lit-on dans l'ordonnance de 1670 qui constitue le dernier état de la législation criminelle antérieurement à la révolution de 1789 — assure le repos public et contient, par la cruauté des châtiments, ceux qui ne sont pas retenus par la considération de leurs devoirs ».

Dans la lutte entreprise au xvii^e siècle contre l'ordre social tout entier, des coups mortels devaient

1. Dès 1670 l'ancienne France avait eu un code de procédure. A la date de 1765 on trouve bien un *Code Pénal* avec en sous-titre : *Recueil des principales ordonnances édits et déclarations sur les crimes et délits*, en 50 (L) titres. (A Paris chez Sallant et Desaint, rue Saint-Jean de Beauvais). Mais il n'a aucun des caractères d'un code régissant dans un lieu déterminé, à une époque donnée, une collectivité d'hommes organisés.

2. Mémoire joint aux cahiers du tiers état d'Angoulême, cité par A. Brette (*La Révolution Française*, année 1902. T. I).

être portés à des institutions pénales arbitraires, barbares, surannées.

Les hommes de la Révolution voudront, avec leur amour de l'aphorisme, « préserver la société en moralisant le coupable ».

Engagée dans une voie rationnelle, l'œuvre pénale deviendra, peu à peu, la science pénitentiaire.

Guidée par l'empirisme et l'élite intellectuelle du monde civilisé, allégée de tout le poids mort des anciens supplices, la science pénitentiaire essaiera de réaliser son noble rêve d'amélioration sociale.

Traitant le condamné plus en malade qu'en coupable, elle le soumettra à un véritable système d'éducation physique et morale où le travail occupera la première place. Pour conserver un de ses caractères essentiels, ce travail sera productif.... Alors, se posera une question : le détenu, le travailleur servile ne va-t-il pas préjudicier à l'ouvrier, au travailleur libre ? Le producteur libre, patron, fabricant, entrepreneur ne sera-t-il pas, en même temps que ses ouvriers, frustré de tout le travail donné à exécuter dans les prisons ? (1). Si les produits manufacturés dans tel ou tel atelier pénitentiaire sont établis à un prix de revient inférieur au prix de revient pour les mêmes objets de l'industrie libre, — étant donné que, sur un même marché, un seul prix tend

1. C'est ce que l'on a désigné sous le nom de *concurrence de quantité* ou encore *concurrence de production*.

très vite à s'établir — pour écouler ses produits, l'industrie libre ne devra-t-elle pas abaisser son prix de vente ?

Contraint d'abaisser son prix de vente, le producteur libre, patron, ne sera-t-il pas invinciblement amené à réduire ses frais généraux, à diminuer son prix de revient en accordant à ses ouvriers des salaires plus faibles ? (1). S'il s'agit d'un ouvrier travaillant à son compte, d'un petit ébéniste, d'un « trôleur » du faubourg Saint-Antoine, par exemple, dans quelle situation se trouvera-t-il, s'il est obligé, pour lutter contre la maison centrale de Poissy, de vendre ses cadres et ses boîtes à pendules bien moins cher qu'autrefois ? Est-il possible de remédier à ces tristes conséquences du travail des prisons ? Si oui, à qui revient l'honneur de s'être engagé dans la voie des réformes heureuses, protectrices de l'industrie libre ?

L'utilisation industrielle de la main-d'œuvre pénitentiaire soulève bien d'autres questions.

En France, le problème de la concurrence du travail pénal a provoqué assez d'études pour qu'on lui puisse appliquer une expression empruntée au langage parlementaire : il est « mûr » ; c'est une des raisons pour lesquelles il fait l'objet de ce très modeste travail.

La Mure d'Isère, 28 avril 1904.

1. C'est la *concurrence de prix*.

N. B. — Le travail des soldats prisonniers rentrait dans les limites de notre travail. La lettre que nous publions ci-après expliquera au lecteur notre silence :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE LA GUERRE

Paris, le 18 juillet 1904,

Direction
DU CONTENTIEUX
et de la
JUSTICE MILITAIRE

Le Ministre de la Guerre à M... etc...

Bureau
de la
JUSTICE MILITAIRE

Monsieur, j'ai l'honneur de vous informer, en réponse à votre lettre du 4 juillet courant, qu'il n'y a pas dans les établissements militaires de travaux industriels proprement dits, c'est-à-dire comprenant l'usage de moteurs à vapeur, à gaz, etc...

Enregistré
N° 5322. I

10

Effectif des
détenus militaires
employés à des
travaux industriels.

Les seuls travaux assimilables aux travaux industriels consistent dans l'emploi de la main-d'œuvre des détenus aux ouvrages de cordonnerie, brosserie, sparterie, corderie, et autres travaux analogues n'exigeant qu'une aptitude professionnelle assez restreinte.

En général ces travaux s'exécutent dans les prisons militaires de France et il n'est pas tenu de statistique à ce sujet.

Par suite, l'effectif des détenus qui y sont employés ne saurait être déterminé d'une façon rigoureusement exacte.

On peut toutefois, d'après les relevés effectués au Bureau de la Justice Militaire, évaluer cet effectif à 400 détenus environ pour chacune des trois dernières années.

Il convient en outre de remarquer que les dernières lois relatives à l'amnistie et à la réduction des peines ont amené en 1904 une diminution assez sensible dans l'effectif des détenus, que cette diminution peut aller en s'accroissant à l'avenir et qu'elle aura fatalement sa répercussion sur le chiffre indiqué ci-dessus.

Recevez, etc...

Pour le Ministre et par son ordre,

LE DIRECTEUR.

La Concurrence Pénitentiaire en France

(TRAVAIL DES PRISONS, TRAVAIL LIBRE)

ÉTUDE D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE.

INTRODUCTION

Depuis un siècle, mais surtout depuis la Commune, les questions pénitentiaires sont à l'ordre du jour. L'étude de la pénalité a donné naissance à des théories nouvelles, hardies. De nos jours, on se préoccupe moins, en punissant, « de satisfaire à la justice absolue, dans la mesure possible à l'humanité » (1), que de corriger le coupable. La régénération — une des formes de l'idée chrétienne — est l'œuvre à laquelle la science pénitentiaire travaille, inlassablement. La moralisation du délinquant est devenue plus

1. J. Tissot. *Introduction philosophique à l'étude du droit pénal*, p. 337.

qu'un problème, mieux qu'une théorie : c'est un système connu de tous, partout accepté ; c'est le système pénitentiaire. L'emprisonnement est à la base de ce système, car les peines simplement privatives de liberté apparaissent aujourd'hui comme les plus logiques et les plus justes. « Cette peine, écrivait M. J. Tissot (1) en songeant à l'emprisonnement, qui peut atteindre tout le monde, de même nature pour tous, comme privation de la liberté du moins, possède autant que possible toutes les autres qualités désirables dans une peine : elle est juste, personnelle, appréciable, exemplaire, rassurante pour la société, approuvée par la conscience publique, divisible, réparable et compatible avec l'amendement du condamné ».

Sans se laisser impressionner par cette phrase épithétique et laudative, il est permis de penser que l'emprisonnement tel qu'il est pratiqué de nos jours, constitue un heureux progrès. Aussi longtemps que la peine a répondu à une préoccupation de vengeance (2), d'exemplarité ou d'expiation, la barbarie l'a disputé à l'insanité. La diversité des peines, loin de réaliser une échelle logique de pénalité favorisait la confusion, l'immoralité et l'arbitraire. « Punir

1. *Op. cit.* page 346.

2. « Dans la procédure criminelle, l'état de la question est de venger l'ordre troublé *Code pénal, op. cit.* p. V).

était une affaire plus physique que morale, plus mathématique que philosophique » (1).

Les descriptions du monde des prisons laissées par les auteurs du xvi^e siècle dans leur langue pittoresque et riche entre toutes, provoquent tour à tour le dégoût et la pitié : « Au lieu de prisons humaines, écrit un commentateur de l'ordonnance d'Orléans de 1560, on fait des cachots, des tasnières, cavernes, fosses et spélunques plus horribles, obscures et hideuses que celles des plus venimeuses et farouches bestes brutes où on les fait roidir de froid, enrager de malefaim, hanner de soif et pourir de vermines et povreté ; tellement que si par pitié quelqu'un les va voir, on les voit lever de la terre humoureuse et froide comme les ours des tasnières, vermoulus, basanez, amboufiz, si chétifs, maigres et desfaits qu'ils n'ont que le bec et les ongles » (2).

Le délinquant était considéré comme un patient qu'il importait de laisser ou de faire souffrir. La société bornait son rôle à bien châtier. Rabelais et Montaigne en témoignent ; la rude satire de l'un, l'amertume profonde de l'autre protestèrent (3).

1. J. Tissot, *op. cit.* p. 349.

2. Loiseleur, *Les crimes et les peines dans l'antiquité et dans les temps modernes*. Hachette, 1863. p. 265.

3. « C'est une dangereuse invention que celle des gênes, il semble que ce soit plutôt un essai de patience que de vérité ». Montaigne. *Essais*.

Aucune préoccupation de miséricordieuse prévoyance ne semble hanter la Royauté, la Noblesse, le Clergé. On ignore l'amendement ou l'on désespère du condamné avant le temps voulu pour une moralisation possible. La peine subie, le délinquant commet-il une nouvelle faute ? on le châtie plus sévèrement encore, puisque la première fois, pense-t-on, il n'a pas été frappé assez durement ; et c'est le bûcher, la décapitation, l'exposition du corps sur la claie, la pendaison qui viennent compléter le bannissement, l'essorillement, la marque au fer chaud, le pilori, le poing coupé ou le ridicule supplice du mugil, du raifort...

La sévérité des ordonnances, des édits, des déclarations, des coutumes était heureusement tempérée par le droit de grâce et les privilèges accordés à certaines personnes. Les magistrats — notamment au Châtelet et à la Tournelle — surent se rappeler qu'ils étaient des hommes et que « la pauvreté et le jeune âge, dans bien des cas, devaient être pris en considération » (1).

En dépit de ces atténuations, on trouve encore à la date du 15 mars 1790 un jugement en dernier ressort, rendu publiquement à l'audience du parc civil du Châtelet de Paris qui prouve, en même temps

1. Cité par Desmazes. *Les Pénalités anciennes, supplices, prisons et grâce*, p. 4.

que l'énergie de la défense désespérée de la Royauté, la justesse des attaques dirigées contre l'œuvre pénale d'alors (1).

A proprement parler l'emprisonnement n'est pas une peine (2). La prison en principe, ne sert pas à punir les délinquants, mais à garder les prévenus et accusés pendant l'instruction, les condamnés avant leur supplice. La jurisprudence toutefois, admet que l'emprisonnement peut être prononcé, dans certains cas, à titre de peine (commutation — après grâce du Prince — de la peine de mort ou des galères en celle de la détention perpétuelle dans une maison de force (3) ; — détention, dans une maison de force, prononcée par les juges pour sauver l'honneur d'une

1. « ... Condamne Pierre Curé à faire amende honorable devant la principale porte de l'église de Paris, où il sera conduit par l'exécuteur de la haute justice, dans un tombereau, ayant écriteaux devant et derrière, portant ces mots : Séditieux, perturbateur de l'ordre public ; à trois jours de carcan, à être battu nu, fustigé de verges, marqué des lettres GAL sur les deux épaules et aux galères à perpétuité, pour avoir proféré publiquement des propos incendiaires et séditieux, comme aussi d'avoir proféré contre la Reine des propos criminels, attentatoires au respect dû à Sa Majesté ». Desmazes, *op. cit.*, p. 215.

2. Dans l'ordonnance de 1670, au titre des peines (Tit. XXV) la peine d'emprisonnement n'est pas mentionnée.

3. C'était dans les maisons de force qu'on enfermait les femmes condamnées pour les crimes qui entraînaient, pour les hommes, la peine des galères.

famille; — détention arbitraire par lettre de cachet)(1). Avant tout, les prisons sont préventives.

Dans les prisons royales, seigneuriales ou ecclésiastiques, on ignore, peut-on dire, l'emploi du travail. Exceptionnellement, on l'inflige à titre de punition. Jusqu'à la fin du xvii^e siècle, l'idée d'aider au relèvement, à l'hygiène morale et physique du condamné, de rendre — à la sortie de prison — son reclassement possible, ne préoccupe pas le pouvoir. Montesquieu, Servan, Diderot, le Président Dupaty, Rousseau, Voltaire, les Encyclopédistes, trouveront dans l'incurie pénitentiaire quelques-unes de leurs meilleures armes contre un régime chancelant.

Traduit par l'abbé Morellet, commenté par Voltaire, annoté par Diderot, un livre se chargea de résumer les griefs d'une époque tout imprégnée de philosophie généreuse; il venait à son heure. « C'était un de ces moments, où pour la poursuite d'une réforme, le talent ressemble à du génie, et le courage à du talent. Qui prenait la parole était sûr de se concilier l'estime, voire même l'admiration de ses contemporains. Beccaria fit dans le *Traité des délits et des peines* (Naples, 1764), non un livre scientifique, mais un pamphlet chaleureux qui satisfait la juste effervescence de l'opinion; ce fut comme une péti-

1. Dans ce cas, aucun jugement n'intervenant il est bien difficile d'admettre qu'il y ait une peine véritable.

tion dont se servit l'Europe pour la présenter aux Souverains » (1).

Plusieurs comprirent. Catherine II, Frédéric II, Léopold II, réalisèrent des réformes dont la plupart parurent trop hardies à Louis XVI en dépit de « son amour pour son peuple » et de sa « clémence naturelle », en dépit surtout des réclamations unanimes que nous trouverons consignées plus tard dans les cahiers des Etats généraux (2).

Vers la même époque, John Howard publie l'*Etat des prisons, des hôpitaux et des maisons de force* (1777).

A la veille de la Révolution, la différence entre le droit de défense sociale et l'idée de châtiment ne semble pas établie ; « Une cruauté superstitieuse et despotique semble avoir dicté les codes criminels », écrit Condorcet dans un de ses mémoires publié par M. Léon Cahen dans la revue *La Révolution française* (1902, Tome I).

La Révolution éclate.

Pour répondre aux vœux formulés par un grand nombre d'assemblées paroissiales, l'Assemblée Nationale, devenue l'Assemblée Constituante, tenta un remaniement des lois criminelles. Dès le 8 octo-

1. Lermnier. *Introduction à l'histoire générale du Droit*.

2. Les cahiers sont presque unanimes à demander la réforme du code criminel. Elle figure dans tous ceux que nous avons pu parcourir.

bre 1789 elle accorde des garanties à l'accusé (abolition de la question définitive et de la sellette — droit de choisir des conseils et d'appeler des témoins ; — publicité de l'instruction ; — obligation pour le juge de motiver sa sentence, etc...)

Après s'être occupé du prévenu, de l'accusé, la Constituante s'occupe du condamné.

Au principe, moins platonique qu'on ne le pense généralement de *l'égalité des peines* (21 janv. 1790)(1),

1. L'égalité des peines était notamment réclamée par la Noblesse de : Aval, Dôle, Péronne, Senlis.

Le clergé de : Amont, Besançon.

Le tiers état de : Angoumois, Boulonnais, Châtillon-sur-Seine, Comminges, Auxonne, Etampes, Evreux, Forez, Gien, Tulle, Bas-Limousin, Bruyères, Nîmes, Nivernais, Meudon, Versailles, Paris-hors-les-murs, Paris, Péronne, Provins et Montereau, Rouen, Elbeuf, Pont-de-l'Arche, Nivernais, Saumur, Toulon, Yannes.

Villes de : Gravelines, Vienne, Dijon, Mâcon, Nantes, Valenciennes.

Paroisses de : Arcueil, Bagnolet, Belleville, Bièvre-le-Châtel, la Madeleine-lès-Tournan, Loges, Luzarches, Magny, Lessart, Montgeron, Pantin, Triel, Verrières, Choisy-le-Roy, Clichy-la-Garenne, Ermont, Garges-Gonesse, Jaignes, Jouy-en-Josas, La Villette.

Sénéchaussée de : Quimper.

Bailliage de : Mohon.

Communautés de : Aubagne, Ventabres (*Archives parlementaires, Cahiers des Etats généraux*).

Antérieurement au 21 janvier 1790, le sort des prisonniers variait selon la classe sociale à laquelle ils appartenaient ; sui-

la Constituante ajoute celui de la *légalité des peines* (1).

Par le décret du 25 septembre-6 octobre 1791, elle introduit dans le régime pénitentiaire l'obligation au travail.

Le vote de la loi fut précédé d'un rapport fort intéressant d'un des membres du comité de législation criminelle (2) institué par le décret du 14 septembre 1789. Le Peletier de Saint-Fargeau, dans son rapport sur le projet de Code pénal (3) présenté le 22 et le 23 mai 1791, émit des idées profondes et surprenantes par leur quasi nouveauté. Il demande à ce qu'il y ait « des rapports exacts entre la nature du délit et la nature

avant qu'ils pouvaient ou non s'offrir une chambre, un lit, manger ou non à la table du geôlier, etc... (*Code Pénal, op. cit.* page 367. Tit. LI). Il est vrai que nous connaissons encore le régime de faveur accordé aux condamnés politiques, grâce à l'habileté, au sens politique d'un ministre (Voy. *infra* page 25) et les scandales de la cantine...

1. La légalité des peines était demandée par la Noblesse du Perche et la paroisse de Pantin et Vernouillet-sur-Seine (*Archives parlementaires. Cahiers des États généraux*).

2. La nomination d'une commission de magistrats pour la révision des lois civiles et criminelles et de la coutume était réclamée notamment par la noblesse de : Caen, Bordeaux, Blois, Limoges ; le clergé de Dijon ; le tiers état de Draguignan ; la ville de Vienne (*Archives parlementaires. Cahiers des États généraux*).

3. Voir l'article d'Armand Brette, dans *La Révolution française*, 1902. T. I, p. 297 et suiv.

de la punition » (1). Il faut, dit-il, « punir le coupable et le rendre meilleur ». Dans la partie essentielle de son rapport, Le Peletier de Saint-Fargeau examine « si la peine de mort formera ou non l'un des éléments de notre législation criminelle. » Il propose de substituer à la peine capitale la *détention*. Prononcée pour une durée de 12 à 24 ans, elle comprendrait deux périodes que différencierait le temps consacré au *travail* : deux jours par semaine, durant la première période, trois jours durant la seconde. « Ces jours-là le condamné quitterait l'obscurité du cachot pour voir la lumière du jour, il pourrait joindre au pain et à l'eau, sa nourriture habituelle, quelques aliments plus substantiels payés sur le produit de son travail ».

Ce principe de « l'obligation au travail » (2) qu'on

1. La gradation proportionnelle dans les peines fut demandée notamment par le clergé de Vermandois ; le tiers état de : Forcalquier, Forez, Paris, Le Puy, Saint-Quentin, Saintes, Senlis, Troyes, Soissons ; les villes de : Valenciennes, Martigues ; la sénéchaussée d'Auray ; la communauté de Mirabeau. (*Archives parlementaires. Cahiers des Etats généraux*).

2. L'emploi du travail dans les prisons était demandé notamment par : la noblesse de Soule (*Archives parlementaires*, 1^e S. Tome V, page 777) ; le tiers état de Paris. La ville de Valenciennes demande « la conversion des bannissements en réclusion dans des maisons où le travail des condamnés puisse contourner aux besoins de l'Etat (*Archives parlementaires*, Tome VI, p. 102). Le tiers état de la Principauté de Dombes demande.... « que les prisons qui sont trop resserrées, trop

trouve également formulé, vers la même époque, par Mirabeau dans son *Rapport à l'Assemblée Nationale sur la suppression des lettres de cachet* et par l'avocat Doublet dans son *Mémoire sur la réforme des prisons*, ce principe allait transformer les institutions pénales, améliorer le sort des détenus, calmer un peu les légitimes angoisses de l'opinion, autoriser de beaux rêves d'amélioration sociale puisque, logiquement, le relèvement du coupable devenait possible.

Le rapport de Le Peletier ne vint en discussion que le 29 mai. Il fut combattu par les autoritaires et, en dépit de l'article 8 de la Déclaration des droits de l'Homme portant que « la loi ne peut établir que des peines strictement et évidemment nécessaires » l'Assemblée décréta le maintien de la peine de mort (1^{er} juin 1791).

Par contre, le principe de l'obligation au travail fut accepté et appliqué aux condamnés correctionnels par le décret des 16-22 juillet suivants. La obscures et trop malsaines et qui ressemblent à des tombeaux. soient converties en de vastes édifices où l'on occupera ceux qui sont détenus au lieu de les laisser dévorer par l'ennui qui suit toujours l'oisiveté ;... que l'on emploie aussi aux travaux publics les malheureux qui servent d'inutiles galères. » (*Archives parlementaires. Cahiers de la Sénéchaussée de Trévoux. Tome VI, p. 70*). La paroisse de Bonneuil-sur-Marne, demande l'établissement, dans les prisons publiques, d'ateliers ou manufactures pour les hommes et pour les femmes. (*Archives parlementaires. Cahiers, Tome VI, p. 364*).

mesure fut étendue aux condamnés pour crime, par le décret du 25 septembre-6 octobre de la même année.

Acceptés par la Convention et le Directoire, ces deux décrets ne seront réellement mis en application que le jour où, dans les prisons, il y aura de véritables locaux industriels, des ateliers.

On s'est préoccupé ces années dernières de rechercher l'origine de l'emploi des détenus à des travaux d'industrie.

Longtemps on a cru que le mérite de l'invention remontait à l'Eglise. On cite l'exemple de saint Jean de Climaque qui, au VI^e siècle, avait créé une prison sur les flancs du Sinaï. Les religieux pénitents y étaient enfermés ; on mettait à leur disposition des feuilles de palmier pour fabriquer des corbeilles (1).

Une étude du Docteur von Hippel (*Zeitschrift für die gesammte Strafrechtswissenschaft*, t. XVIII, p. 419 et seq.) (2), tend à prouver que l'honneur de la réforme revient à la ville d'Amsterdam. En 1595, les bourgeois amstellodamois, qui déjà se proposaient dans leurs prisons d'hommes et de femmes de corriger les détenus, avaient recours au travail ; son influence moralisatrice ne leur avait, paraît-il, pas échappé. Afin d'éviter le chômage, on créa même, en

1. Léon Barthès. *Du rôle de l'Etat dans les Industries pénitentiaires*. Thèse Paris, H. Jouve, 1903 (page 22).

2. Cité par A. Roux, art. *Revue pénitentiaire*. Année 1898, p. 1243.

faveur de la prison, un véritable monopole, pour le polissage des bois du Brésil et des bois de couleur (1).

Brême, Hambourg, Munich, Francfort, aux xvi^e et xvii^e siècles; Rome, sous Clément XI (1700-1721) auraient eu des prisons où le travail était organisé; c'est du moins ce que l'on peut conclure d'un article (2) d'un ancien aumônier, M. Krauss, l'auteur de *Im Kerker vor und nach Christus*.

En France on ne saurait parler sérieusement de travail pénal avant 1801 (3). Cette année-là, deux arrêtés (23 nivôse et 8 pluviôse an IX) réglèrent l'organisation du travail dans les maisons centrales.

Cette création s'imposait; on l'avait promise, on l'attendait (4).

1. A la date du vendredi 27 février 1790, on trouve dans le n^o 57 de la *Gazette Nationale* ou *Moniteur universel* un article signé Reynier; il loue fort la maison de force d'Amsterdam (Ancien *Moniteur*, tome III, pages 460-461) où l'on pousse la condescendance à l'égard du prisonnier jusqu'à lui permettre, hebdomadairement, de recevoir... des femmes.

2. Suite à un article de A. Roux. *Revue pénitentiaire*, année 1898, p. 1243.

3. Howard écrivait cependant en 1784: « Les Français commencent à se préoccuper du mauvais état de leurs règlements qui confinent leurs prisonniers dans l'oisiveté. A cet effet, ils viennent d'instituer le travail à Bicêtre ».

4. A la date du 21 avril 1792 une pétition fut présentée par Lebrun, administrateur du Directoire du département de Seine-et-Oise. Elle se réfère à l'organisation des ateliers dans le château de Bourdon. L'examen en fut renvoyé au Comité de l'extraordinaire des Finances. (*Archiv. parlement.* Tome 42, 1^e S)

Elle devait, par la suite, soulever bien des discussions passionnées.... La violence des polémiques a peut-être été exagérée par suite d'un certain esprit dogmatique qu'on n'a point toujours su écarter des débats les plus scientifiquement approfondis. A côté de l'esprit de parti, d'école, de « petite chapelle », il arrive que l'on peut incriminer aussi une certaine inexactitude dans l'appréciation des faits économiques et sociaux qui, de tout temps, ont environné les plus humbles créations des hommes. L'étude de ces facteurs inobservés ou mal **vus** peut seule rendre aux institutions leur véritable **physionomie**.

Chemin faisant, il nous est apparu que les hommes de la Révolution avaient, en quelque sorte, répondu par avance à ceux qui depuis l'effort du « grand bûcheron », H. Taine, s'ingénient à démontrer que « la Révolution n'est qu'une expérience manquée », qu'un « faisceau de formules sonores sans rien derrière... »

Seule, une confusion entre l'histoire et l'art — puisque l'accusation de parti-pris est une injure que l'on ne doit plus pouvoir adresser aujourd'hui à l'Adversaire —, permet d'expliquer comment certains historiens refusent aux actes de l'époque révolutionnaire le caractère de réalité pratique immédiatement possible qui leur sied.

Si la Constituante, notamment, a obéi à des préoccupations d'application de principes théoriques, elle

a su éviter les erreurs du passé. « Si, — comme le disait Jules Ferry à un banquet de l'Union républicaine, — la Constituante a échoué dans son œuvre politique et n'a pu faire vivre une constitution après avoir mis au monde une Société, elle a laissé une œuvre sociale qui lui a survécu. Elle suffit à sa gloire ».

Depuis un siècle, l'œuvre sociale de la Constituante a été singulièrement modifiée, agrandie, déformée. La différence des milieux où les préoccupations sociales se sont développées ; la divergence des partis, des écoles qui se sont disputé la direction des majorités pour la conquête du pouvoir et le triomphe d'une doctrine ; le frein des difficultés financières expliquent la diversité des solutions proposées aux problèmes sociaux pour lesquels lutte une démocratie toujours grandissante.

La désagrégation des partis, la dispersion des écoles, les dures leçons de l'expérience ont fait perdre à chacun de sa superbe et de son intransigeance. Mutilé et déçu, même après ses plus explicables colères, le peuple semble s'écarter du recours aux solutions violentes. Il hésite à suivre ses anciens bergers. L'amélioration appréciable et immédiate que certaines lois ont apportée à sa très précaire existence ; l'intervention efficace de l'Etat lui offrent des garanties plus faciles et plus certaines que les conquêtes, si souvent éphémères, de sanglantes révolutions.

Et pourtant, le peuple hésite à s'engager résolûment dans la voie d'un socialisme qu'on a qualifié « d'opportuniste ».

Cette indécision provient autant de l'embarras du choix d'une méthode d'action, que d'affirmations théoriques contradictoires.

S'agit-il de la concurrence? — On ne s'entend pas plus sur sa définition, ses dangers ou ses avantages, que sur les remèdes qu'elle peut nécessiter. Cette absence d'entente, cette confusion est due en grande partie aux concessions que les écoles se sont réciproquement faites, au talent mis au service des idées, aux difficultés que présente l'invention d'un criterium de vérité, au syncrétisme vers lequel penche la génération actuelle... Il en résulte une douloureuse incertitude. Elle se traduit par les angoisses d'un malaise persistant et par une défiance croissante à l'égard des formules, des « systèmes ». Comme Littré, le peuple d'aujourd'hui « préfère aux promesses grandioses du communisme ou au droit au travail, le moindre grain de mil de l'expérience ».

Voilà pourquoi, il est permis de se demander si « le Progrès *n'est pas* plutôt la loi meilleure que la loi absente? » (1).

1. Dupont-White. *L'Individu et l'Etat*, p. 242.

PREMIÈRE PARTIE

Problème économique soulevé en France par l'introduction dans les lois répressives de la peine d'emprisonnement avec obligation au travail.

CHAPITRE I

**Organisation du travail dans les prisons.
Apparition de la concurrence pénitentiaire.
1791-1830**

1. — L'Assemblée Constituante fit de l'emprisonnement temporaire, peine à peu près inconnue de l'ancienne législation criminelle, la principale base de son code.

Cette nouvelle pénalité mit en œuvre un système pénal nouveau, fondé sur « l'amendement du coupable par le repentir de la faute commise et sur la possibi-

lité de la réparer par la réhabilitation après l'expiration de la peine subie » (1).

Cela cadrerait avec l'optimisme de l'époque, son culte pour la méthode, sa confiance dans le « vouloir humain » (2).

2. — L'Assemblée Constituante établit trois degrés de juridiction (tribunal de police municipale, tribunal correctionnel, tribunal criminel), auxquels correspondirent trois catégories de peines.

α — de simple police : 1° amende ; 2° détention de police municipale ;

β — correctionnelles : 1° amende ; 2° confiscation, en certains cas, de l'objet du délit ; 3° emprisonnement ;

γ — criminelles : 1° la mort ; 2° la privation de la liberté subie à divers degrés, sous les noms de fers, réclusion, gêne, détention.. ; 3° la déportation ; 4° la dégradation civique ; 5° le carcan. Selon la qualification du délit, la peine d'emprisonnement était subie dans les prisons pénales, par opposition aux prisons préventives (maisons d'arrêt et maisons de justice), et aux maisons de jeunes délinquants. Les prisons pénales étaient criminelles (maisons de force ; de gêne ; de détention) ou correctionnelles (maisons de correction).

1. Moreau Christophe, *Code des prisons*, Tome I. *Introduction*.

2. Voy. H. Michel, *L'idée de l'Etat*.

3. — 1° Les condamnés à la peine des fers devaient être employés à des travaux forcés au profit de l'Etat; soit dans l'intérieur des maisons de force soit dans les ports et arsenaux, soit pour l'extraction des mines, soit pour le dessèchement des marais, soit enfin pour tous autres ouvrages publics, qui sur la demande des départements, pouvaient être déterminés par le Corps législatif (Art. 6. Tit. I. Décret 25 septembre-6 octobre 1791).

2° Dans les maisons de force, les femmes et les filles devaient être employées dans l'enceinte des dites maisons, à des travaux forcés au profit de l'Etat, travaux qui devaient être déterminés par les corps administratifs (Art. 10 et 11 même décret).

3° Au condamné à la gêne — ... il sera procuré du travail à son choix dans le nombre des travaux qui seront autorisés par les administrateurs de la maison, (article 16).

4° La même disposition existait pour les condamnés des maisons de détention (art. 22), avec cette différence que les condamnés à la gêne étaient soumis au régime de la séparation individuelle permanente, alors que les condamnés à la détention pouvaient travailler ensemble ou séparément (art. 23).

Le travail était obligatoire pour les condamnés correctionnels (1). « Toute maison de correction sera

1. Sous le Code pénal de l'Empire, art. 40, le travail sera facultatif. Il redeviendra obligatoire avec l'ordonnance du 27 décembre 1843.

maison de travail. Il y sera établi par les conseils ou directoires de département divers genres de travaux communs ou particuliers, convenables aux personnes des deux sexes... » (Art. 5, titre II, décret des 19-22 juillet 1791).

4. — La Convention Nationale, au point de vue très spécial qui nous occupe, se contenta d'ajouter aux peines instituées par la Constituante la déportation (art. 602. *Code des délits et des peines*).

5. — Sous le Directoire, à la date du 5 fructidor an VI (22 août 1798), une instruction sur le travail des condamnés prouve les difficultés auxquelles on se heurta pour l'organiser (1).

6. — Au Consulat remontent les deux importants arrêtés des 23 nivôse et 8 pluviôse an IX (13-28 janvier 1801).

Le premier enjoint aux administrations locales de procurer aux détenus les moyens convenables pour que, par le travail, ils puissent améliorer leur sort (art. 2).

Le second charge les Préfets, créés en l'an VIII,

1. « presque tous les métiers exigent un long apprentissage, l'emploi de plusieurs outils, et sont tellement diversifiés, qu'il pourrait se faire que, parmi 100 hommes indistinctement choisis, il y eût 50 métiers différents, ce qui multiplierait les ateliers dans une proportion impossible à soutenir... tous les artisans de luxe, tous ceux qui font usage de matières chères ou précieuses, ne peuvent être utilement employés... » (Instruction du Ministre de l'Intérieur).

d'établir des ateliers de travail dans les prisons qui en seraient susceptibles.

Il indique les principales conditions des marchés à passer, à cet effet, avec les fabricants. L'arrêté du 8 pluviôse est presque tout entier à citer, car à l'injonction : « occupez vos détenus », il a joint des conseils, des indications pratiques (1).

L'auteur de l'arrêté, Chaptal, ajoutait dans une circulaire du même jour : « Cette mesure qui semble

1. Arrêté du 8 pluviôse an IX du ministre de l'Intérieur par intérim Chaptal.... Art. 2. Le genre de travail sera déterminé d'après la nature et les dispositions de la maison ; on donnera la préférence à celui qui exige le moins de soins, et qui aura pour objet une matière grossière et de peu de valeur.

Art. 3. Les Préfets prendront des mesures pour faciliter aux détenus l'exercice de leurs professions et métiers, autant que cette facilité pourra se concilier avec les intérêts de l'administration et la sûreté de l'établissement.

Art. 4. *L'administration ne fera travailler pour son compte qu'autant qu'il lui sera impossible de traiter avec des fabricants ou des compagnies qui se chargent de fournir du travail aux détenus.*

Art. 5. Les traités qui seront passés entre l'administration et le fabricant énonceront : 1^o le nombre de détenus qu'on s'engage à faire travailler ; 2^o la nature, le prix et les heures de travail ; 3^o la discipline que pourront exercer les fabricants sur les détenus.... Ces traités seront soumis à l'approbation du ministre de l'Intérieur.....

Art. 6.... Les malades, les infirmes, les vieillards, jugés incapables de travail par l'administration, jouiront de toutes les douceurs qui seront accordées aux meilleurs travailleurs.

n'avoir pour objet que de soulager le Trésor public, a été essentiellement déterminée par des vues de bienfaisance.... Des êtres devenus apathiques ou corrompus ne peuvent être rappelés à une vie active que par la crainte des privations. Cette crainte serait un supplice, si le détenu n'avait aucun moyen de s'y soustraire ; elle devient salulaire du moment que par le travail il peut l'écarter » (1).

7.— Le Code civil de 1810, excessif et réactionnaire, ne connaîtra guère ces « vues de bienfaisance ».... A l'apologie de l'individu il répondra par les soucis matériels supérieurs de la collectivité. Cette idée empruntée aux théocrates, apparaît nettement dans l'arrêté du comte Montalivet, en date du 20 octobre 1810, article 14 : « Il sera... établi dans les maisons de détention où le séjour des détenus doit être de quelque durée, des ateliers de travail dont le produit puisse *compenser, en partie, la dépense des détenus* ».

8. — Le ministre de l'Intérieur faisait allusion aux maisons centrales dont l'organisation avait été prescrite par le décret du 16 juin 1808 (2).

1. *Code des prisons*. Tome I, p. 431, en note.

2. « Art 1^{er}. Les départements désignés à l'état annexé au présent décret seront divisés en arrondissements, dans chacun desquels il sera formé une *maison centrale de détention* pour la réunion des condamnés par les tribunaux criminels de ces départements.

« Art. 2. Les condamnés par voie de police correctionnelle

L'article 14 de l'arrêté ministériel du 20 octobre 1810, ne prescrivait l'établissement d'ateliers que dans les maisons centrales où le *séjour* des détenus devait être de *quelque durée*...

Le 8 décembre 1812, le même ministre de l'Intérieur, comte Montalivet, dans une circulaire adressée aux préfets ajoutait : « il serait toujours avantageux d'avoir, dans une maison d'arrêt pour les prévenus, et dans une maison de justice pour les accusés, un local où l'on pourrait occuper les uns et les autres à quelque travail. Dans ces établissements on ne se proposerait, comme dans les autres, ni de faire apprendre un métier aux détenus... ni de les employer à des ateliers déjà en activité... » (1).

9. — Jusqu'ici, les obstacles mis à l'installation des ateliers pénitentiaires ou, plus exactement, à l'occupation industrielle des détenus, devaient être, en quelque sorte, des garanties données à l'industrie libre contre une concurrence possible.

Aussi longtemps qu'il y eut insuffisance de locaux, — encombrement des prisons départementales par les condamnés appartenant aux maisons centrales; — impossibilité matérielle d'employer les prévenus et les accusés; — lenteurs des formalités du transfère-

lorsque la peine à subir ne sera *pas moindre d'une année*, seront également transférés dans ces maisons, pour y être reclus dans des emplacements distincts et séparés des autres ».

1. *Code des prisons*, pages 61, 62. Tome I.

ment des condamnés ; — en un mot, tant qu'il n'exista pas d'équipes ouvrières facilement recrutées dans des contingents rigoureusement déterminés, la production pénitentiaire fut à peu près nulle, sauf à Rouen.

Là, dès juillet 1801, l'activité organisatrice du préfet comte Beugnot réussissait à faire fonctionner des ateliers de filature et de tissage.

10. — Quand, sous la Restauration, la composition des effectifs des divers établissements pénitentiaires fut définitivement arrêtée ; après qu'on eut — entre 1820 et 1826 — créé 6 maisons centrales destinées à renfermer les détenus qui n'avaient pu trouver place dans les 15 maisons (centrales) de détention que l'article premier de l'ordonnance royale du 2 avril 1817 avait constituées maisons de force (pour les condamnés criminels) et maison de correction (lorsque la peine était supérieure à un an), les résultats, au point de vue du rendement financier et de l'importance de la production, devaient changer ; ils ne changèrent pas...

11. — La cause du mauvais fonctionnement des ateliers pénitentiaires tenait-elle aux mille difficultés d'un début toujours plus compliqué que ne pouvaient l'imaginer les ministres, les préfets, les représentants des administrations locales ?

Se trouvait-on en face d'une de ces créations grotesquement généreuses comme il en éclôt toujours aux époques les plus troublées de l'histoire ? L'amendement du coupable demandé par les orateurs

de la Constituante n'avait-il été qu'un thème à verbeux développements ? C'est peu vraisemblable.

Il y eut autre chose. Sans doute, il fallut compter avec l'apathie et la sourde hostilité qui accueillent souvent les « choses nouvelles » ; en outre, on n'improvise pas du jour au lendemain un administrateur de la veille ingénieur et patron ; les hôtes des prisons ne se recrutent point précisément dans le milieu des bons ouvriers ; toute industrie, tout travail exige un apprentissage d'autant plus long que le souci du pain quotidien ne hante point le cerveau et ne pousse pas la main du débutant.

La fréquence des entrées et des sorties entraîne dans les ateliers de graves perturbations ; l'intensité du travail ne peut se concilier qu'avec un régime alimentaire suffisant ; or, la population pénitentiaire est mal nourrie.

Il fallut surtout trouver du travail et de l'argent... une matière à ouvrer et un bailleur de fonds ! Voilà, semble-t-il, les graves raisons qui, beaucoup plus que la résistance passive d'une administration à qui l'on imposait une charge nouvelle, plus même que les préoccupations primordiales de la France d'alors, expliquent les tâtonnements et les échecs de l'industrie pénitentiaire.

L'article 4 de l'arrêté du 8 pluviôse an IX en spécifiant que : « l'administration ne fera travailler pour son compte qu'autant qu'il lui sera impossible de

traiter avec des fabricants ou des compagnies qui se chargent de fournir du travail aux condamnés », avait formulé le principe de l'Entreprise ; l'administration pouvait donc, en se conformant à la lettre de l'arrêté, se décharger sur des « entrepreneurs » du soin d'assurer l'exploitation des ateliers industriels. Elle alla plus loin ; l'article 5 de l'arrêté du 8 pluviôse l'autorisant à passer des traités avec le fabricant pour la nourriture (1) des détenus, elle traita — moyennant un prix de journée, — avec des « entrepreneurs généraux » pour le régime alimentaire, la fourniture et l'entretien des vêtements, du couchage, etc...

Bientôt l'entrepreneur, le « fermier général » fournira le mobilier de l'administration et les armes des gardiens...

Hésitants, n'ayant pu évaluer d'une façon suffisamment approximative les bénéfices que laisseraient ces marchés, frustrés par certains, par crainte ou par calcul, les entrepreneurs ne répondirent pas partout aux offres, aux avances faites par l'administration. Dans plusieurs maisons centrales, l'Etat dut lui-même assurer les divers services (2), en dépit de l'hostilité qu'on marquait à la centralisation avec Royer-Collard.

1. Les traités... énonceront... 4° le genre de nourriture (art. 5, arrêté du 8 pluviôse an IX).

2. Notamment à Ensisheim, Eysses, Limoges, Montpellier.

Néanmoins, dans la plupart des établissements pénitentiaires pour condamnés criminels et correctionnels (à plus d'un an), on pouvait envisager le moment où, grâce aux entrepreneurs, l'Etat, l'administration et les départements allaient entrevoir une solution possible à un difficile problème : création et alimentation d'industries sans capitaux !

Le décret du 16 juin 1808 avait, en effet, mis les frais de premier établissement, les dépenses annuelles de consommation, d'entretien et d'administration dans les maisons centrales, à la charge des départements dans la proportion de leur population respective et par une addition au rôle de leur contribution.

Le même décret explique les lenteurs de certains transfèrements de condamnés : le nombre des journées de détention de chaque département était dressé par état trimestriel qui servait au calcul et au règlement des dépenses annuelles : le passage d'un détenu d'une prison à une autre allégeait un département et grevait l'autre.

A en juger par les résistances qui se manifestent de nos jours au sein de toutes les assemblées invitées à faire face à une dépense nouvelle, on imagine l'accueil qui dut être fait au décret du 16 juin 1808... Il fallut le modifier. L'ordonnance royale du 2 avril 1817, dans son article 5, conforme à l'article 53 de la loi du 25 mars 1817, porte que : « les dépenses des

maisons centrales de détention seront ordonnancées par notre ministre de l'Intérieur sur les centimes centralisés ».

Les dépenses d'entretien devaient être acquittées sur les mêmes centimes (art. 6).

Seul, le service du transport des condamnés resta (jusqu'en 1839) à la charge des départements.

Le ministre secrétaire d'Etat au département de l'Intérieur, Lainé, estimait à cette date, que chaque détenu coûterait 35 centimes par jour. (Circulaire du 19 mai 1818 sur les frais d'entretien des condamnés détenus dans les prisons départementales). Ce prix de journée oscillait entre 0 fr. 57 (1) et 0 fr. 30 (2).

Dans les établissements où l'Etat avait dû établir une « régie économique », les prix étaient à peu près les mêmes que dans les établissements où fonctionnait le système de l'entreprise (3); mais, faute de fonds disponibles, les administrateurs des établissements en régie étaient souvent dans l'impossibilité de « profiter » des bons marchés; M. de Laville, inspecteur général des maisons centrales, suivait trop bien les idées du jour pour ne pas être hostile à la

1. Eysses, 1816.

2. Loos, 1828.

3. A Ensisheim, en 1818, le prix de journée était de 0 fr. 49; il est vrai qu'à Limoges il était de 0 fr. 72.

régie ; deux raisons peu favorables au développement de ce système.

12. — A côté des prix de journée payés par l'Etat, l'entrepreneur touchait une part sur le produit du travail des détenus. Cette part, attribuée jusqu'ici à la prison, représentait le tiers du produit du travail ; on l'abandonna à l'entrepreneur.

L'entrepreneur eut une troisième source de revenus avec la cantine (1) qui lui servit à récupérer, sur

1. L'article 17, Décret 25 septembre-6 octobre 1791, faisait la répartition suivante : « Un tiers sera appliqué à la dépense commune de la maison ; sur une partie des autres tiers, il sera permis au condamné de se procurer une meilleure nourriture ; le surplus lui sera réservé pour lui être remis au moment de la sortie, après que le temps de sa peine sera expiré. »

Aux termes de l'article 41 du Code pénal, le salaire du détenu était divisé en trois parties.

L'article 12 de l'ordonnance du 2 avril 1817 attribua 1/3 à la maison, 1/3 au détenu. Le dernier 1/3 devait être tenu en réserve pour lui être remis à sa sortie à moins qu'il n'en soit autrement disposé à son profit, etc....

Ce dernier tiers fut employé à l'acquisition de rentes 5 o/o consolidés, article 1,8 septembre 1819, ordonnance concernant les *masses de réserve*.

Les scandales des cantines ne pourront-ils un jour être arrêtés par la constitution de petites coopératives de consommation qui trouveraient des directeurs intelligents et zélés en la personne des instituteurs de la maison ? Le travail des détenus servirait à alimenter et à garantir la coopérative. Le détenu serait initié aux difficultés de l'équilibre d'un budget modeste ; les résultats de l'ordre et du travail lui apparaîtraient d'une façon sensible....

le prisonnier, une grande partie des redevances qu'il payait à l'Etat....

Ce triple avantage devait attirer les entrepreneurs et faire disparaître les quelques établissements que l'Etat avait dû exploiter en régie, malgré lui.

13. — En dépit des décrets et des arrêtés ministériels, toute une catégorie d'établissements pénitentiaires de seconde importance continuait à offrir l'exemple d'une rare désorganisation. Les prisons départementales d'arrêt, de justice et de correction (condamnés à moins d'un an) contenaient, en 1818, en sus de leur population régulière (environ 17.000 détenus) 11.000 condamnés destinés aux maisons centrales. La création de 6 nouvelles maisons centrales fut la réponse aux divers rapports au Roi sur l'encombrement et l'insuffisance des locaux départementaux (1).

1. α Aussi longtemps que les prisons départementales seront encombrées par les condamnés appartenant aux maisons centrales, il ne sera guère possible d'y former des ateliers de travail, parce que la plupart n'offrent pas l'espace nécessaire.... Les condamnés qui attendent leur transfèrement n'ont pas le temps de faire un apprentissage, il en est de même de ceux qui n'ont qu'une courte détention à subir (25 novembre 1818. Dispositions règlement. extraites du Rapport de M. Lainé au roi. *Code des Prisons*, t. 1, p. 72).

β « A peu d'exception près, les maisons de justice, d'arrêt n'ont pas d'ateliers de travail.... » (Dispositions réglementaires extraites du Rapport de M. Decazes au roi..... *Code des Prisons*, t. I, p. 78).

Le ministre secrétaire d'Etat à l'Intérieur, président du Conseil, « de l'avis du Conseil général des prisons (1), et après discussion du rapport fait audit conseil par M. le comte Bigot de Préameneu », prescrit, dans son arrêté du 25 décembre 1819, art. 39 § V, « qu'il sera fourni par tous les moyens possibles du travail aux détenus, soit en les réunissant dans des ateliers, soit individuellement ».

« Les ouvrages à l'usage des gens des campagnes et des journaliers, tels que la fabrication des tissus de laine ou de chanvre ou des chaussures, seront, autant qu'on le pourra, le principal objet d'apprentissage pour les ouvriers de cette classe » (art. 40).

C'est encore l'idée qui avait présidé à la rédaction de l'article 2 de l'arrêté du 8 pluviôse an IX, recommandant de donner la préférence « au travail qui exige le moins de soins et qui a pour objet une matière grossière et de peu de valeur ». Longtemps même, les entrepreneurs se contenteront d'organiser des ateliers pour le battage et l'épluchement de la laine et du coton, la filature du lin et du chanvre, la fabrication des chapeaux de paille, le tissage et la confection de toiles de draps.

14. — Ces travaux devaient être organisés dans les prisons départementales par les « Commissions de sur-

1. Institué par l'ordonnance royale du 9 avril 1819 portant établissement d'une Société royale des prisons.

veillance » rétablies (1) par l'ordonnance du 9 avril 1819 (2). Elles étaient autorisées à passer les marchés de fournitures faits par soumission cachetée et sur échantillons, après approbation du préfet (art. 16. 3^e, Titre III, ordonnance du 9 avril 1819).

Ces commissions ne semblent pas avoir usé des pouvoirs que l'ordonnance leur conférait. Le fait que les fonctions des commissaires furent surtout honorifiques expliquerait, jusqu'à un certain point, que ceux-ci renoncèrent très vite à trouver des soumissionnaires et déclarèrent l'aide des concierges indispensable. Ils réussirent à le persuader au successeur de M. Lainé (3).

15. — Ces commissions eurent du moins le mérite de fournir une indication précieuse. Elles permettent de fixer d'une manière assez précise l'époque vers laquelle la *concurrence pénitentiaire* se manifesta.

Déjà en 1817, la circulaire du 5 avril jointe à l'ordonnance royale du 2, avait trahi les premiers symptômes du malaise de l'industrie libre en recomman-

1. Des commissions de cette espèce avaient été créées par l'arrêté du 20 octobre 1810, établissant des conseils gratuits et charitables de cinq membres.

2. . . . « Dans chacune des villes du Royaume où se trouvent une ou plusieurs prisons, maisons d'arrêt ou de détention, il sera formé une commission, composée de trois à sept membres sous le nom de « commission pour la prison de... » art. 13, titre III.

3. Rapport de M. Decazes au Roi, 21 décembre 1819.

dant « d'éviter, si cela est possible, d'établir entre les maisons centrales et les manufactures libres, une concurrence nécessairement ruineuse pour ces dernières. Tout travail pour le service intérieur de la prison, qui peut être exécuté par les détenus, doit leur être confié, quoique revenant un peu plus cher que s'il était fait au dehors ».

On allait s'apercevoir que, même des établissements mal organisés en vue de la production industrielle, pouvaient ruiner la petite industrie libre.

L'arrêté du 25 décembre 1819 enjoignit aux commissions « d'être attentives à ne pas léser, autant que faire se pourra, les intérêts de l'industrie locale soit à raison des genres d'ouvrages qui se feront dans la prison, soit à raison de leur prix » ; il visait les prisons départementales.

L'industrie avait donc élevé des plaintes contre le travail des prisons ; et les mots « autant que faire se pourra » semblent indiquer les difficultés qu'éprouvait l'administration à remédier à la concurrence pénitentiaire.

Cela, à une époque où le peu de rendement des industries était la conséquence logique de la préférence donnée aux travaux les plus grossiers.

A l'insuffisance du rendement, s'ajoutait l'insignifiance des salaires. En 1818, le prix moyen de la journée de travail, dans les maisons centrales d'hommes, variait entre 0.05 (Eysses, ouvriers en paille) et 0.55.

Il atteignait 0.15 dans les prisons départementales. Le travail des femmes n'était pas mieux rémunéré ; il était payé de 0. 35 à 0.50 au maximum (à Clermont, où fonctionnaient des ateliers de filature et de tissage de coton).

Le ministre Decazes oublia la circulaire du 5 avril 1817 prescrivant de faire travailler les détenus pour le service intérieur de la maison ; le remède eût été efficace, mais il avait été indiqué par un prédécesseur...

16. — M. Decazes, le 21 décembre 1819, dans son rapport au roi sur les prisons départementales, parlant des réclamations de l'industrie libre, s'exprimait ainsi... « la plus plausible des considérations que l'on fait valoir est que le nombre des ouvriers étant accru, sans que la demande du travail ou la consommation des objets fabriqués soit augmentée, le travail exécuté par les détenus est pris sur celui des ouvriers libres et qu'une partie de ceux-ci resteront oisifs, ou qu'ils auront à se partager une moindre quantité d'ouvrage, ce qui aura pour résultat de faire baisser les prix de journée ou de façon, de sorte qu'ils seront moins occupés et moins payés » (1).

Sur les indications du conseil général des prisons, M. Decazes prescrivit la variété des travaux ;

1. C'est ce que l'on a, depuis, appelé la « concurrence de quantité » et la « concurrence de prix ».

la suppression, dans la prison, de l'industrie propre à la contrée ; la fabrication des objets que la France est obligée d'exporter.

17. — Ce ne furent que des palliatifs.

S'il y eut peu de villes dotées de maisons centrales ou de prisons départementales qui joignirent leurs doléances aux ouvriers en rouennerie du petit chef-lieu de canton de l'Eure, Gaillon, c'est qu'il n'y avait encore, dans la plupart des établissements pénitentiaires, que des ateliers insuffisants, mal surveillés où « l'on perdait, volait, gaspillait la matière première ». Le nombre des détenus occupés n'atteignait souvent que le tiers de la population totale. Le reste était décimé par la maladie. La mortalité corrigeait la concurrence ! La séparation des sexes n'était point partout respectée. Les femmes enceintes ou nouvellement accouchées gisaient dans les salles communes. L'atelier servait de dortoir ; l'eau et le pain étaient la nourriture habituelle et exclusive du détenu, (il en fut ainsi au moins jusqu'à la circulaire du 3 septembre 1819). Les règles élémentaires de l'hygiène et de la salubrité (1) étaient violées au point qu'à Embrun, en la seule année 1817, sur une population totale de 720 condamnés il y eut 189 décès. Les

1. Le décret du 15 octobre 1810 et l'ordonnance du 14 janvier 1815 relatifs aux « établissements qui répandent une odeur insalubre ou incommode » ne s'occupaient guère des travailleurs libres ; ils ignoraient les prisonniers.

descriptions faites dans les rapports des directeurs des maisons centrales ou dans les instructions de l'époque, peuvent être rapprochées de celle du commentateur de l'ordonnance de 1560 (1), par les spectacles lamentables qu'elles évoquent.

Ce ne sont point là les seules raisons qui retardaient le bon fonctionnement des industries pénitentiaires en même temps que les manifestations de la concurrence faite à l'industrie libre. L'administration avait trop sollicité l'aide des entrepreneurs pour que ceux-ci ne la marchandassent pas ; ils soumission-

1. Des geôliers spéculent souvent sur tout ce qui environne le prisonnier... ils maltraitent les détenus, ne s'occupent pas assez de leur séparation, surtout de celle des jeunes accusés... ; ils négligent la propreté... il est nécessaire que la visite des prisons soit faite avec soin, *quelque répugnance* qu'on éprouve à la faire... » (Instruction du 22 mars 1816). « Les fournitures auxquelles les prisonniers ont droit sont : le pain, la soupe, la paille, le blanchissage et l'habillement... (Circulaire du 19 mai 1819)... »

« Je vous recommande... de faire supprimer les cachots et cabanons placés au-dessous du sol... lorsqu'ils seront insalubres... d'interdire aux geôliers l'usage des fers à moins que les prisonniers n'aient commis des violences... » (Circulaire du 3 septembre 1819).

« Des mesures seront prises pour garantir les dortoirs, et notamment ceux de *l'infirmerie*, de l'infection des fosses d'aisance (Arrêté 25 décembre 1819).

« Tout gardien, quel que soit son grade, qui aura eu des relations coupables avec les détenues sera destitué » (Règlement du 20 avril 1822).

naient (quand ils daignaient répondre aux offres des Directeurs ou des Commissions de surveillance) à des conditions différentes et souvent dérisoires, bien que les prix fussent calculés d'après les rapports des experts ou l'avis des chambres de commerce ; on oubliait d'en référer au ministre de l'Intérieur (art. 5-3^e de l'arrêté du 8 pluviôse an IX) pour la passation des marchés ; mal déterminées, les attributions des agents maintenaient chacun dans l'inaction et l'ignorance que prolongeait la lenteur des moyens de communication.

Si aux causes multiples qui contrariaient le développement des industries pénitentiaires :

Insuffisance de locaux et de personnel ;

Faible rendement de métiers trop rudimentaires ;

Grand nombre de détenus inoccupés ;

Manque de surveillance et de discipline ;

Elévation de la mortalité ;

Peu d'empressement des entrepreneurs à soumissionner ;

Diversité des règles du contrat de louage de la main-d'œuvre pénitentiaire ;

Absence de fixité dans les attributions des agents de l'administration ;

18. — Si à ces causes, on ajoute :

« L'état d'émiettement, d'isolement et de pulvérisation obligatoire » (1) dans lequel était alors main-

1. Voir, sur l'évolution historique de la Législation du tra-

tenu l'ouvrier, on comprend mieux la rareté et la timidité des plaintes soulevées chez les travailleurs libres, par la concurrence pénitentiaire — corollaire nécessaire de la productivité des prisonniers. Dans la joie ignorante de l'apprentissage de la liberté du travail, décrétée par une assemblée tour à tour individualiste et étatiste, les ouvriers affranchis de la rude tutelle corporative (loi des 2-17 mars 1791) ne comprirent point, dès l'abord, la concurrence qu'allaient leur faire les détenus. En admettant même que certains travailleurs aient eu conscience du danger que leur faisaient courir les prisons, en donnant à exécuter à vil prix une partie du travail réservé jusqu'ici aux ouvriers libres, quel moyen pratique avaient-ils de conjurer le péril ? L'union, la constitution d'une association, d'un comité pour la défense de leurs intérêts ? — Ce droit leur était refusé (1). Comment, dans

vail, Paul Pic, *Traité de Législation industrielle, lois ouvrières*, 2^e édition pages 81 et suiv. Voir en note la bibliographie très complète.

1. Article 4. — Si des citoyens attachés aux mêmes professions, arts et métiers, prenaient des délibérations, faisaient entre eux des conventions, tendant à refuser le concert ou à n'accorder qu'à un prix déterminé le secours de leur industrie ou de leurs travaux, les dites délibérations et conventions seront déclarées inconstitutionnelles etc... et de nul effet ; les corps administratifs et municipaux seront tenus de les déclarer telles. Les auteurs, chefs et instigateurs ... seront cités devant le tribunal de police à la requête du procureur, et condamnés chacun à 500 livres d'amende et sus-

ces conditions, un ouvrier aurait-il pu demander — assez haut pour être entendu — une réglementation du travail pénal protégeant son salaire ? Auprès de quelle assemblée, de quelle juridiction soucieuse du sort du travailleur, celui-ci aurait-il pu trouver assistance ? La Révolution s'occupait peu de « l'ouvrier » ; la Physiocratie encore puissante, assignait à l'Etat un rôle passif ; les juridictions arbitrales n'étaient pas répandues : qu'avait à espérer la masse ouvrière du Consulat ou du premier Empire ?

Lors de la création des chambres consultatives des arts et manufactures (loi du 22 germinal an XI), — elles

pendus pendant un an de l'exercice de tous droits de citoyen actif et de l'entrée dans les assemblées primaires.

Article 7. — Tous attroupements composés d'artisans ouvriers, compagnons, journaliers ou excités par eux contre le libre arbitre de l'industrie et du travail ou contre l'action de la police et l'exécution des jugements rendus en cette matière, ainsi que contre les enchères et les adjudications publiques de diverses entreprises, seront tenus pour attroupements séditieux et comme tels, ils seront dispersés par les dépositaires de la force publique, etc... (Loi Chapellier, 14 juin 1791).

Cet esprit de défiance vis-à-vis de tout groupement ouvrier devait subsister jusqu'en 1864 (Loi du 25 mai).

L'égalité de traitement entre le patron et l'ouvrier n'était qu'apparente. L'entente entre ouvriers se traduit par une agitation extérieure forcée, étant donné leur nombre. Comment frapper l'entente clandestine de 2 ou 3 patrons ? Il suffisait même d'un patron, pour rendre des plus précaires la situation de l'ouvrier ; pour vivre, ce dernier n'avait qu'à capituler pour ne pas recourir à l'Assistance, humiliante et parcimonieuse.

marquèrent sous la Restauration une constante hostilité aux groupements ouvriers — étant donné les conditions de leur recrutement, les ouvriers avaient été déçus ; l'avis qu'on demandait aux chambres de commerce pour la fixation des prix de main-d'œuvre ne pouvait pas être désintéressé. Le jour où les chambres de commerce et les chambres consultatives protesteront, ce sera dans l'intérêt à peu près exclusif du patron.

Les conseils de Prud'hommes, dont l'établissement s'était généralisé depuis que la loi du 18 mars 1806 en avait organisé un à Lyon, auraient pu obtenir quelque garantie pour le travailleur menacé par la concurrence pénitentiaire ; mais là encore, le mode de recrutement n'était guère favorable aux simples ouvriers (Voy. art. 1. Tit. I, décret du 11 juin 1809). D'ailleurs, l'article 2 du décret spécifiait que « les conseils de prud'hommes seront établis sur la demande motivée des chambres de commerce ou des chambres consultatives des manufactures. Cette demande sera d'abord communiquée au Préfet, qui examinera si elle est de nature à être accueillie. Il la transmettra ensuite à notre ministre de l'Intérieur qui, avant de nous en rendre compte, s'assurera *si l'industrie qui s'exerce dans la ville est assez importante pour faire autoriser la création du conseil de prud'hommes.* »

Or, le danger de la concurrence pénitentiaire est

d'autant plus grave que l'industrie locale emploie moins d'ouvriers.

L'article 11, section II, ajoutait : « La juridiction des conseils de prud'hommes s'étend sur tous les marchands-fabricants... ouvriers travaillant pour la fabrique du *lieu ou du canton* de la situation de la fabrique ». Il était donc à peu près impossible à l'ouvrier d'intéresser quelqu'un à une situation qui ne pouvait que s'aggraver avec les progrès d'une industrie encore à ses débuts.

CHAPITRE II

Réglementation des industries pénitentiaires 1830-1848

19. — Les dernières années de la Restauration avaient été marquées par une sollicitude constante pour les services pénitentiaires. La discipline, la surveillance, la police administrative, l'hygiène avaient sérieusement retenu l'attention du gouvernement.

Dans les dispositions réglementaires extraites des rapports de MM. de Martignac et de Monbel sur les maisons centrales (16 janvier 1829), il est dit que : « des ateliers sont ouverts aux détenus valides ; ils profitent des $\frac{2}{3}$ du produit de leur travail. La première moitié leur est payée tous les dimanches et l'autre est mise en réserve pour leur être comptée le jour de leur sortie (1).

1. Prescription qui occasionna de nombreux désordres et qu'on finit par modifier (Ord. royale, 27 décembre 1843).

Les entrepreneurs sont chargés de l'exploitation des ateliers, mais *aucun genre d'industrie ne peut être introduit ou supprimé sans l'autorisation des préfets*, et l'inspecteur de l'établissement intervient toujours pour le classement et le déclassement des ouvriers : les entrepreneurs n'en disposent pas à leur gré ».

Dans les maisons centrales, les prix de la main-d'œuvre étaient réglés par les préfets, soit à dire d'experts, soit sur l'avis des chambres de commerce ; mais le recours au préfet avait été autorisé dans le cas où l'entrepreneur ou les ouvriers se croyaient lésés (Dispositions réglementaires, 16 janvier 1829). Le système de l'entreprise et l'organisation des travaux industriels donnaient d'assez bons résultats pour qu'on pût leur attribuer « la diminution successive des dépenses ordinaires des maisons centrales ».

Voulant mettre en harmonie le mode de classement des condamnés à une année d'emprisonnement avec les dispositions de l'article 58 du Code Pénal (1) et de l'ordonnance royale du 2 avril 1817 « par

1. Article 58. Code Pénal (texte de 1810) : « Les coupables condamnés correctionnellement à un emprisonnement de plus d'une année, seront aussi, en cas de nouveau délit, condamnés au maximum de la peine portée par la loi, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double : ils seront de plus mis sous la surveillance spéciale du gouvernement pendant au moins cinq années, et dix ans au plus ».

laquelle les maisons centrales de détention ont été constituées à la fois maisons de force et maisons de correction » et qui, dans son dernier paragraphe portait que « les condamnés par voie correctionnelle seront enfermés dans les maisons centrales, lorsque la peine à subir ne sera pas moindre d'une année », une ordonnance du 6 juin 1830 (sur les condamnés qui doivent subir leurs peines dans les prisons départementales) fixa « qu'à l'avenir les individus des deux sexes condamnés correctionnellement à *plus d'un an* de prison seraient seuls envoyés dans les maisons centrales... »

La circulaire du 19 juillet vint préciser les termes de l'ordonnance du 6 juin et établir, enfin, un classement logique des condamnés (1). Désormais les réclu-

1. Ce classement n'établissait aucune distinction entre les condamnés ordinaires et les condamnés politiques. Il est curieux de rappeler les circonstances et les raisons peu juridiques de cette habile distinction : Circulaire du 7 août 1834, signée A. Thiers (*Code des Prisons*, p. 176-7. Tome I)... « Si le Code pénal modifié par la loi du 28 avril 1832 veut que les peines de la déportation et de la détention soient subies, l'une provisoirement, et l'autre définitivement, dans des prisons spéciales, il n'en est pas de même des peines de la réclusion et de l'emprisonnement de plus d'une année prononcées pour crimes ou délits politiques ; celles-ci doivent être subies dans les prisons ordinaires. Seulement le gouvernement a jugé qu'il était convenable et conforme à l'opinion publique de ne point confondre, dans aucun cas, les condamnés purement politiques avec les autres condamnés qui sont destinés aux maisons de force et de correction, et j'ai même

sionnaires, les condamnés à long terme, les récidivistes, les condamnés à un an et au-dessous, les prévenus, les accusés, les condamnés attendant leur transfert ne seront plus confondus ; une amélioration sensible dans le bon fonctionnement des ateliers plus régulièrement recrutés en devait résulter.

Cette séparation rationnelle des détenus allait surtout permettre aux préfets de traiter avec les fabricants pour assurer du travail aux condamnés à un an et au-dessous : il y aura de ce fait un changement considérable dans le régime des prisons départementales.

20. — Le gouvernement de Juillet, malgré l'individualisme de son guide, Benjamin Constant, après avoir eu l'honneur de doter la classe des travailleurs de la première loi ~~miséricordieuse et protectrice~~ (1), après avoir supprimé et adouci un certain nombre de peines et mis en œuvre le principe de leur individualisation (2), apporta, dans le domaine pénitentiaire, des perfectionnements nombreux et louables.

La période des tâtonnements qui accompagnent inévitablement et plus que d'autres, les tentatives

décidé qu'ils recevraient un meilleur régime alimentaire et *qu'ils ne seraient point astreints au travail* ».

1. Loi du 22 mars 1841, sur le travail des enfants dans les manufactures, usines et ateliers.

2. Voy. *L'individualisation de la peine* (Cours professé à l'école libre des sciences politiques, 1898, par R. Saleilles).

industrielles, touchait à sa fin ; une expérience coûteuse et lente avait instruit chacun, ministres, conseillers, préfets, agents pénitentiaires, entrepreneurs et détenus.

L'Etat n'avait plus besoin de recourir à des offres exagérées pour trouver des entrepreneurs. Le moment lui parut propice pour réaliser d'un coup plusieurs réformes depuis longtemps attendues. Après s'être entouré des avis les plus autorisés il fit procéder à la confection d'un cahier des charges qui devait servir « à l'entreprise générale du service des maisons centrales de force et de correction ».

Ce cahier des charges remédia d'abord au régime alimentaire débilitant des détenus (art. 3, 4, 5, 14. Extrait du cahier des charges, août 1830) ; — l'hygiène fut améliorée (art. 30) ; l'entrepreneur fut tenu de fournir de l'ouvrage « à tous les individus de l'un et de l'autre sexe en état de travailler ». Le nombre des inoccupés allait diminuer.

21. — L'entrepreneur dut établir des ateliers et des métiers et « employer les détenus à des travaux proportionnés à leur force, âge, sexe et capacité ». C'était l'abrogation de l'article 2 de la loi du 8 pluviôse an IX qui prescrivait l'emploi de matières grossières et de peu de valeur.

Le principe de l'effort à accomplir proportionné aux forces de l'agent était trop scientifique pour ne pas aussitôt produire de bons résultats ; on eut ainsi

des détenus de force physique et de capacité technique différentes, occupés à des travaux variés, en rapport avec leurs aptitudes :

22. — Filature de coton et toutes les préparations qui y sont relatives, telles que bobinage, tramage, dévidage, épiluchement, etc., — filature de la laine, de la soie, du lin et du chanvre, avec toutes les préparations ; — fabrication des toiles de coton, siamoises, mouchoirs, percales, mousselines, calicots, toiles de fil et de lin, des draps et de toutes autres étoffes de laine, châles, couvertures, tapis, etc... — ; la cordonnerie, la saboterie, la serrurerie, la menuiserie, le tricotage, la bonneterie, la broderie, la chapellerie ; — la confection de toutes sortes de vêtements et de linge ; — la confection de navettes ; — les ouvrages en cheveux, en crin, en paille, en osier ; la dentelle, la ganterie ; — etc...

23. — Tous les détenus valides étaient astreints au travail, à l'exception des septuagénaires.

Le préfet, article 60, avait seul le droit (sauf appel au ministre), d'autoriser ou d'empêcher tel ou tel genre de travail qu'il avait reconnu avantageux ou nuisible, soit à l'établissement, soit aux détenus ; (à noter qu'il n'est pas question de l'industrie libre).

La limitation du nombre de détenus appliqués à chaque espèce de travail, réservée au préfet, n'intervenait que dans l'intérêt des détenus (article 62).

Les heures de travail étaient fixées par l'administration.

Les prix de main-d'œuvre et de journées étaient réglés d'après un tarif renouvelable au besoin tous les ans sur l'avis de la chambre de commerce, ainsi que cela se passait sous la Restauration ; mais il était stipulé que les experts, au dire desquels il était loisible de recourir, devaient être choisis contradictoirement par le préfet et l'entrepreneur. Ces prix devaient être exactement établis *suivant ce que l'on paye dans les manufactures aux ouvriers libres*.

24. — Il était fait ensuite déduction d'un cinquième (1) pour indemniser l'entrepreneur des pertes de matières, fournitures de métiers, ustensiles, avances de fonds, etc.... ; à défaut de terme de comparaison, les tarifs étaient réglés sur les prix payés dans les pays de fabrique..... « ou sur le prix de journée qu'un ouvrier ordinaire pourra gagner pendant 12 heures de travail (2) » (art. 64).

25. — En cas de chômage provenant de la faute de l'entrepreneur, une indemnité journalière, déterminée par le directeur sur l'avis de l'inspecteur, était due par l'entrepreneur.

Le mode d'apprentissage, sa durée, le mode de

1. Les quatre autres cinquièmes formaient le salaire du dé tenu. Les réclamations des ouvriers, les critiques de certains inspecteurs porteront sur la déduction de ce 1/5.

2. Voy. Instruction du 20 avril 1844.

payement étaient fixés par le préfet, sur proposition du directeur après observations de l'entrepreneur, ou par experts ou d'après les tarifs des travaux des détenus-ouvriers. Les précautions que l'organisation de l'apprentissage avait nécessitées trahissaient déjà, semble-t-il, la source des conflits qu'il allait créer ; sa longueur (1) et la modicité des salaires paraissent fort exagérées ; le temps d'apprentissage se divisait en quatre périodes ; durant la première, la rétribution de l'apprenti équivalait au $1/5^e$ de celle du détenu-ouvrier (pour le même ouvrage) ; pendant la seconde, elle était du $1/4$; du $1/3$ durant la troisième ; de la $1/2$ à la fin de l'apprentissage.

A elle seule, la confection de ce cahier des charges remédiait à la plupart des causes de stagnation de l'industrie pénitentiaire ; les métiers trop rudimentaires d'autrefois avaient été remplacés par les nombreuses industries énumérées dans l'article 54 ; les détenus ne pouvaient plus être laissés inoccupés ; le refus de travailler opposé par le détenu se traduisait, immédiatement, par une nourriture insuffisante et un couchage sommaire, article 56 ; l'amélioration du régime alimentaire avait ramené la mortalité à des propositions moins anormales (1 sur 13, 85 chez les hommes , 1 sur 25, 36 chez les femmes).

26. — L'arrêté du 10 mai 1839 établit une discipline

1. Voy. page 39, *infra*.

plus sévère en prescrivant le silence ; le tabac fut interdit aux condamnés et l'article 8 astreignit « tout condamné à faire le travail journalier ou hebdomadaire qui lui a été imposé par l'administration de la maison ».

Ces « tâches de travail » exigeaient du condamné un travail soutenu qu'on essayera de récompenser en 1844, par l'allocation de gratifications, quand le minimum de gain fixé dans les maisons centrales sera atteint (1). Ce minimum était de 300 francs à Poissy, Melun, Gaillon ; 210 francs pour les autres maisons d'hommes ; 150 francs à Clermont ; 110 francs pour les autres maisons de femmes (2).

27. — Dès lors, la productivité du travail augmenta dans des proportions considérables ; le produit du travail qui était de 1.200.000 francs en 1830, fut de 1.796.157 francs en 1838 et de 2.195.155 en 1843 ; soit une différence entre les deux années, de 398.998 francs.

La maison centrale de Gaillon, à elle seule, en 1843, avait produit 205.140 francs.

La maison de Clermont (femmes) 106.151 francs.

28. — Le prix moyen gagné par chaque condamné était, en 1843, de 34,03 chez les hommes, de 21,35 chez les femmes.

1. Circulaire du 8 avril 1844. *Code des prisons*. Tome I, p. 447.

2. Note annexée à ladite circulaire.

29. — La population moyenne était passée de 17.343 en 1838, à 19.013 en 1843.

Certains ateliers employaient à une seule et même industrie 426 ouvriers (Nîmes, cardeurs de frisons). Rennes occupait à la filature du chanvre 217 femmes détenues.

À la veille de la Révolution de 1848, le nombre des détenus atteindra 18.000. Si à ce chiffre, dans lequel n'entrent que les effectifs des maisons centrales, on ajoutait les 28.000 détenus⁽¹⁾ qui légalement, appartenaient aux prisons départementales et les jeunes détenus employés à de véritables travaux industriels, on arriverait à un chiffre d'ouvriers détenus imposant et susceptible d'alarmer les ouvriers libres. Pourtant, les réclamations de l'époque ne visent guère les effectifs des prisons départementales ou militaires ;

30. — Dans les premières, on continuait à multiplier, en vain, les circulaires, les instructions et les règlements sur la « nécessité d'occuper les détenus ».

« Pour écarter dans les prisons départementales les deux obstacles provenant de la faiblesse de la

1. Nous ne parlons pas des militaires, car jusque vers 1857, l'excessive sévérité du code du 21 brumaire an V qui avait remplacé celui du 12 mai 1793, ne souleva point précisément la question de concurrence faite par le travail servile. (Voy. *Répertoire de droit administratif. Législation de l'armée française*, par Paul Dislère, pages 45 et q. q. Paris, Paul Dupont, 1884).

population, de la brièveté des séjours et du fractionnement des correctionnels en condamnés au-dessous et au-dessus d'un an, deux mesures seraient à prendre : exiger la centralisation, dans la maison départementale, des correctionnels à un an et au-dessous, au lieu de les disséminer, et élever la durée des peines correctionnelles en rapportant l'ordonnance du 6 juin 1830 » (1).

« J'apprendrai avec une vive satisfaction que vous êtes parvenu à introduire le travail dans les prisons qui sont placées sous votre autorité », écrit aux préfets le ministre secrétaire d'Etat à l'Intérieur, M. Montalivet, le 20 juin 1838 (2).

« L'Administration n'est pas encore partout, en mesure de faire travailler les condamnés des prisons départementales », constate M. Duchatel (3).

Le 30 octobre suivant, le même ministre répète qu'« il est vivement à désirer qu'il soit pris partout des mesures pour donner du travail aux détenus » (4).

1. Dispositions réglementaires extraites du Rapport de M. de Gasparin au Roi sur les prisons départementales, 1^{er} février 1837.

2. Circulaire sur les visites et rapports à faire, et sur les mesures d'ordre et de discipline à introduire dans les prisons départementales (*Code des Prisons*, Tome I, p. 222).

3. 10 février 1841. Instruction. *Code des prisons*, Tome I, p. 291.

4. Instruction sur le Règlement général pour les prisons départementales.

— L'article 85, chapitre III du Règlement (2), porte que des travaux seront organisés dans chaque prison, de manière à ne laisser aucun condamné oisif.

En cas de refus de travail, mise du détenu au pain et à l'eau, « sans préjudice des autres punitions s'il y a lieu ».

(Il n'est plus question, d'employer le détenu à des travaux *selon son choix* ! ainsi qu'en disposait l'article 40 du Code pénal).

La mesure dut être efficace puisque, jusqu'à la chute de Louis-Philippe, l'impatience ministérielle cessa de se traduire dans de platoniques exhortations aux préfets.

Les réclamations de l'industrie libre portèrent moins encore sur le travail des jeunes détenus et des militaires condamnés.

31. — Elles visèrent de préférence l'établissement des prix de tarifs et les conditions de l'apprentissage. Elles émanent des chambres de commerce, des chambres consultatives des arts et manufactures, et des fabricants.

La différence des prix payés pour une même marchandise, en un même lieu, suivant qu'elle est livrée par l'atelier pénitentiaire ou l'atelier libre n'employant que des travailleurs libres, soulève l'indignation des fabricants de Marseille et de Nîmes

1. Règlement général, etc., du 30 octobre 1841.

menacés par les maisons centrales de Nîmes et d'Embrun. La différence entre les salaires (d'hommes) des détenus et des ouvriers ordinaires était de 1 fr. 25.

En vertu des règles qui fixent l'établissement des prix, les ouvriers libres étaient condamnés à voir leur salaire baisser très sensiblement.

La réduction du 1/5 accordée à l'entrepreneur par le cahier des charges d'août 1830 fut peut-être (1), contre toute vraisemblance, incriminée par certains entrepreneurs : (il est bon de rappeler que dans nombre de maisons centrales, les entrepreneurs s'étaient substitué des sous-traitants qui, eux, assumaient tous les risques qu'ils essayaient de pallier à l'aide de procédés analogues à ceux que l'on a flétris sous le nom de « sweating system »).

À Troyes, la Chambre de commerce reprochait aux entrepreneurs de Clairvaux d'exagérer la durée de l'apprentissage (2) au point qu'un condamné restait six mois à apprendre à tourner la manivelle d'un métier à tricots...

Autant pour répondre aux plaintes du patronat que pour alléger un peu ses charges budgétaires, le gouvernement de Juillet prit une série de dispositions dont certaines eurent l'heur de lui survivre.

1. M. Ch. Lucas attaquait cette diminution de 20 o/o. M. Roux Carbonnel la défendra, après M. Duchâtel ministre.

2. Même reproche adressé par la Chambre des arts et manufactures de Cholet,

32. — A cette époque, des différences considérables existaient dans la moyenne des prix de journée. M. Duchatel à ce sujet s'exprimait ainsi (1) : « Il se peut que ces différences proviennent en partie de ce que les tâches de travail ne sont pas déterminées par les directeurs, d'après les mêmes considérations d'âge, d'habileté et de force ; de ce que les détenus travaillent plus longtemps dans une maison que dans une autre ; de ce que l'apprentissage est plus ou moins prolongé ; mais il se peut encore, et je suis disposé à le croire, que ces différences tiennent en partie aussi à ce que les tarifs ne sont pas préparés, débattus et arrêtés d'après des bases uniformes, et quelquefois avec un soin suffisant... Je me suis réservé par l'article 3 le règlement *définitif* de tous les tarifs... Je demande des tarifs vrais, également protecteurs des intérêts de l'entrepreneur, de ceux de l'industrie libre et de ceux du trésor ».

Cette tentative de « centralisation » — qui cadre pourtant mal avec les habitudes du gouvernement de Juillet — allait permettre au ministre qui se substituait aux préfets, de remédier aux écarts qui existaient entre les tarifs établis pour un même genre de travail. Dans le même but, le ministre voulut également « connaître du mode d'apprentissage et des indemnités de chômage ».

1. Instruction du 20 avril 1844 jointe à l'ordonnance.

33. — Comme par le passé, la diminution de 20 0/0 sur les prix gagnés par les ouvriers libres fut maintenue et longuement « expliquée ». L'entrepreneur vit même ses bénéfices s'accroître de quelques nouvelles portions du salaire du détenu (1) :

1° Quand le détenu était un récidiviste ;

2° En cas d'insuffisance de travail (une retenue était opérée au profit de l'entrepreneur (ou du fabricant) et de l'Etat ($\frac{1}{2}$ à l'un, $\frac{1}{2}$ à l'autre).

3° A titre de punition individuelle (une nouvelle retenue pouvait être prononcée).

4° Pour réparer le préjudice causé.

1. Depuis l'ordonnance du 2 avril 1817, qui avait fait 3 parts du salaire du détenu, une modification avait été introduite dans l'affectation des parts. En 1829 (16 janvier, dispositions réglementaires) le détenu se vit accorder les $\frac{2}{3}$ du produit de son travail ; l'ordonnance du 27 décembre 1843 fractionna le produit du travail en dixièmes :

« A partir du 1^{er} avril 1844 (article 1^{er} de l'Ordonnance) la portion accordée sur le produit de leur travail aux condamnés détenus dans les maisons centrales de force et de correction, sera, savoir :

De $\frac{3}{10}$ pour les condamnés aux travaux forcés détenus conformément aux articles 16 et 17 du Code pénal.

De $\frac{4}{10}$ pour les condamnés à la réclusion.

De $\frac{5}{10}$ pour les condamnés à l'emprisonnement de plus d'un an (Code des prisons).

Les récidivistes ne touchaient que de 1 à $\frac{3}{10}$ selon la gravité de la peine antérieurement prononcée (art. 2) ; et, cette portion du produit du travail était diminuée d' $\frac{1}{10}$ pour chaque condamnation qui suivait ».

5° Quand il y avait lieu pour l'administration de consentir une remise pour malfaçon.

Il arriva que nombre de détenus ne touchèrent qu'1/10, limite imposée par l'ordonnance à l'absorption progressive du produit du travail pénitentiaire par les entrepreneurs et l'Etat ; celui-ci profita seul, désormais, des indemnités de chômage que touchaient en partie, antérieurement à l'ordonnance du 20 avril 1844 (art. 4-2°, *in fine*), les détenus ouvriers.

34. — En vain l'on chercherait dans ces dispositions une mesure de protection pour l'ouvrier libre dont la situation n'avait fait que s'aggraver (1) avec le développement du machinisme augmentant à son origine, par la réduction du travail fait à la main, le nombre des « sans travail » ; exagérant la concurrence entre les salariés dont le nombre s'est accru des femmes et des enfants devenus aptes à surveiller un travail mécanique ; avilissant ainsi les salaires, malgré la multiplication des heures de travail qui permet au patron d'amortir rapidement ses capitaux immobilisés.

35. — On ne saurait considérer la tentative de « régie » qui fut faite alors (2), comme une marque de

1. Souchon. La situation des ouvriers en France à la fin du xiv^e siècle (Conf. Musée social, 1899, p. 417 et seq. (numéro du 8 août). Voy, aussi Buret, *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France*, Bruxelles, 1847.

2. 14 octobre 1842.

bienveillance—ou même de sympathie à l'égard des travailleurs — émanant d'un Gouvernement qui se flattait d'être « populaire ». Il faut plutôt voir dans l'exploitation en régie des services économiques de la maison de Melun, une réponse aux exigences croissantes des entrepreneurs ; une application de la grande loi d'imitation (1) ; un écho des critiques impressionnantes d'hommes comme Ch. Lucas, Tocqueville, de Tracy ; le désir pour l'Etat d'atténuer ses dépenses et peut-être, une réaction inconsciente contre l'hostilité marquée systématiquement à toute intervention de l'Etat. Cette intervention, Sismondi l'avait déjà réclamée ; Villeneuve-Bargemont, dès 1834, dans son *Histoire du Paupérisme* posait le « principe de l'intervention des Gouvernements » ; en matière de travaux publics, Blanqui était du même avis que Buret sans aller aussi loin que lui. Avant ces économistes dissidents, des socialistes, Saint-Simon et Cabet, avaient fait appel à l'Etat. La philosophie scientifique elle-même semblait vouloir effacer, avec Auguste Comte, l'opposition irréductible entre l'Etat et l'individu affirmée par les économistes orthodoxes comme J.-B. Say, Rossi, Bastiat.

A ces facteurs d'ordre psychologique et financier, s'ajoutait une circonstance bien faite pour encourager les tentatives de régie ; plusieurs marchés

1. La régie fonctionnait en Belgique depuis plusieurs années

d'entreprise générale arrivaient à expiration. La délicate question de résiliation avec indemnité n'avait donc pas à se poser.

36. — Dès la première année, les économies réalisées à Melun, se montèrent, paraît-il, à 80.000 francs. Le système qui fonctionnait à Melun fut étendu à la maison de Gaillon, en 1845, et à Fontevrault l'année suivante, où il donna les mêmes bons résultats.

La circulaire du 5 avril 1817, négligée par Decazes, reçut enfin son application ; l'administration fit procéder dans ses ateliers, sous sa direction, à la confection de certains objets pour l'usage des condamnés (toiles, étoffes d'habillement, etc.).

Elle n'osa pas ou ne voulut point aller jusqu'à introduire dans ses établissements en régie la fabrication d'objets susceptibles d'être utilisés par les départements de la guerre et de la marine. M. Levasseur, après M. de la Borde, réclama en vain l'entente entre ces deux ministères et l'Intérieur ; il ne put triompher des habitudes administratives.

37. — Cependant le rêve de Saint-Simon se réalisait ; l'importance prise par l'Industrie amenait la création d'une classe nouvelle que l'on ne songeait point (même pour l'explication d'un système) à qualifier de « stérile ». La concentration de forces productives sous forme de machines, d'hommes et de capitaux, augmentait chaque jour, sans qu'il en résultât

pour les classes ouvrières, l'amélioration réclamée par le grand seigneur philanthrope.

Les petits ébénistes du faubourg Saint-Antoine se plaignaient du voisinage de la maison centrale de Poissy où l'on avait introduit l'industrie du meuble. Une baisse de salaire en était résultée. Dans le même temps, Melun provoquait les récriminations du faubourg Saint-Victor occupé à la fabrication des molletons et des finettes. Depuis l'installation de métiers circulaires à Clairvaux, le salaire des tisserands de Troyes était peu à peu descendu à 2 francs, 1 fr. 50, 1 franc par jour.

Cela, au moment où les disciples de Saint-Simon tout comme Sismondi, Fourier et Proudhon outranciers individualistes, critiquaient « l'ordre naturel » vanté par les économistes libéraux, condamnaient la concurrence « qui pour quelques heureux laisse sur le carreau d'innombrables victimes ».

Avec le développement du machinisme, le paupérisme s'étendait ; les sociétés secrètes et le « prolétariat » s'agitaient ; un esprit de mécontentement et de philanthropie — qui se précisait à mesure que les réunions et les banquets devenaient plus nombreux — gagnait les sphères politiques...

Le 24 février la Révolution éclatait, point très farouche, hésitante faute d'entente, énervée par l'amour du beau langage, hantée d'idées humanitaires généreuses, souvent mal définies, imprudentes et naïves.

La République de 48 traduisit précipitamment son besoin d'amélioration sociale, de protection ouvrière ; le 29 février, elle décrétait la liberté d'association ; le 2 mars, elle abolissait le marchandage ; le 8 mars, elle supprimait les bureaux de placements rétribués et, avant de rétablir entre le patron et l'ouvrier l'égalité qu'on avait méconnue en instituant les conseils de prud'hommes, elle suspendait le travail dans les prisons, le 24 mars 1848.

CHAPITRE III

Histoire d'une révolution administrative 1848-1871.

Le Gouvernement provisoire n'avait point pour le guider dans la voie des réformes utiles, l'indication qui avait été fournie à la Constituante par les cahiers des Etats généraux.

Très vite l'éternelle erreur emporta la jeune République : elle oublia le but économique de la révolution, pour se consacrer aux réformes politiques.

Toutefois, la « question sociale » avait été mise à l'ordre du jour, avec l'arrivée au pouvoir des secrétaires du Gouvernement provisoire : Armand Marrast, Louis Blanc, Ferdinand Flocon, Albert.

Ne songeant pas à faire l'éducation sociale du Peuple en lui reconnaissant progressivement le droit de réunion, d'association, de coalition, de grève, le Gouvernement provisoire, le 25 février 1848 :

« s'engage à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail ;

« il s'engage à garantir du travail à tous les citoyens... »

Signé : Dupont (de l'Eure), Arago, Lamartine, Rollin, Marie, Garnier-Pagès, L. Blanc, A. Marrast, Ferdinand Flocon, Albert (ouvrier).

C'était prendre des engagements bien difficiles à tenir...

38. — Un mois plus tard, le Gouvernement provisoire « considérant que la spéculation s'est emparée du travail des prisonniers, lesquels sont nourris et entretenus aux frais de l'Etat, et qu'elle fait ainsi une concurrence désastreuse au travail libre et honnête ;

Considérant que les travaux d'aiguille ou de couture, organisés dans les prisons ou dans les établissements dits *de charité*, ont tellement avili le prix de la main-d'œuvre que les mères, les femmes et les filles des travailleurs, ne peuvent plus, malgré un labeur excessif et des privations sans nombre, faire face aux besoins de première nécessité ;

Considérant qu'il y aurait à la fois injustice et danger à tolérer plus longtemps un état de choses qui engendre la misère et provoque l'immoralité ;

Décète : (1)

1. Art. 2. Les marchés passés avec des entrepreneurs pour le travail des prisonniers seront résiliés immédiatement ; s'il y a lieu à indemnité, le montant en sera payé par l'Etat

Article 1^{er} — Le travail dans les prisons est suspendu ».

Il importe de bien souligner les termes du décret du 24 mars (trop souvent, dans un esprit de dénigrement systématique, on les cite d'une manière inexacte et incomplète).

Le décret dit :... Le travail est « suspendu », décelant ainsi l'intention qu'avaient les membres du gouvernement provisoire de le rétablir ; le décret vise non seulement le travail des prisons mais encore celui des établissements militaires, charitables, religieux (1). Le décret du 24 mars constitue un acte de

et réglé, soit de gré à gré entre les parties intéressées, soit par les tribunaux compétents, après rapport d'experts.

3. La même mesure s'applique aux travaux accomplis par les militaires en activité de service, ou recevant de l'État la solde, l'entretien, la nourriture et le logement.

4. A l'avenir, les travaux exécutés, soit dans les prisons, soit dans les établissements de charité ou dans les communautés religieuses, seront réglés de manière à ne pouvoir créer pour l'industrie libre aucune concurrence fâcheuse.

5. Le citoyen ministre de l'Intérieur, le citoyen ministre de la Guerre et le citoyen ministre de l'Instruction Publique et des Cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret et des règlements qui devront en assurer l'efficacité.

Fait à Paris en conseil de Gouvernement le 24 mars 1848.

Suivent les noms des membres du Gouvernement provisoire.

1. Les plaintes légitimes que ces derniers établissements ont soulevées dernièrement, permettent d'imaginer ce que pouvaient être les réclamations de la fin du règne de Louis-Philippe.

surérogation plutôt qu'une mesure « stupide et folle » ; Pour un temps, il allait calmer les angoisses et les colères des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Victor. A ce point de vue ce fut une mesure habile ; ce devait être une mesure excellente au point de vue sanitaire ; E. Ferrus, l'auteur : « *Des prisonniers et des prisons* » inspecteur général des prisons à l'époque, rappelle que le nombre des entrées à l'infirmerie, durant les cinq mois qui avaient précédé la suspension du travail, avait été de 478. Il tomba à 172 pendant les cinq mois qui suivirent ; les décès descendirent de 28 à 16 (ces derniers chiffres prouvent bien qu'il ne fallait pas attribuer au simple désir de se soustraire au travail, le nombre des détenus se présentant à la visite du médecin).

En fait, le décret du 24 mars ne fut que partiellement appliqué ; les compagnies hors rang visées par l'article 3, les établissements de charité et les communautés continuèrent à produire comme par le passé ; il n'y eut que suppression des ateliers des prisons militaires et suspension du travail dans les maisons centrales et les prisons départementales.

Cette suspension fut elle-même de très courte durée ; on prit prétexte de l'insurrection des détenus de la maison centrale de Clairvaux, pour rapporter la mesure prise le 24 mars. Avant tout, on voulait diminuer la somme des indemnités que l'Etat allait

avoir à payer aux fabricants à raison de la suspension des travaux industriels dans les prisons (1).

39. — « Vous examinerez — dit la Circulaire signée du secrétaire général, J. Favre et adressée le 21 avril aux citoyens commissaires — d'abord, quelles sont les industries qui pourraient être exercées sans préjudice pour celles du pays. Vous présenterez ensuite des tarifs pour la fixation du salaire des détenus ; vous établirez ces tarifs ainsi que le prescrit l'instruction du 20 avril 1844 (2) (rabais de 20 0/0 ; attribution à l'entrepreneur du 1/3 du produit de la main-d'œuvre pénale à charge pour lui de pourvoir à toutes dépenses générales ou personnelles du détenu moyennant un prix de journée ; etc...) d'après les propositions des entrepreneurs par genre de fabrication, en désignant approximativement le nombre des détenus qui pourront être affectés à chaque genre ; vous aurez soin d'y joindre les avis du directeur et de l'inspecteur, ainsi que celui de la Chambre de commerce et vos propres observations... »

C'était revenir à l'ancien état de choses en dépôt

1. Voy. Circulaire du ministre de l'Intérieur sur la réorganisation des travaux dans les maisons centrales, 21 avril 1848. *Code des Prisons*. Tome II, p. 156.

2. Voy. Instruction pour la formation des tarifs de main-d'œuvre, les tâches et les feuilles de travail, dans les maisons centrales de force et de correction. *Code des Prisons*. Tome, I p. 447.

de l'expression « nouvelles bases » qui figure à la dernière ligne du second alinéa de la circulaire.

40. — Le Gouvernement avait promis une réponse aux divers avis de ses commissaires. Elle fit l'objet de la loi du 9 janvier 1849 « sur le travail dans les prisons (1) ».

La discussion de la loi avait révélé de nouvelles plaintes de l'industrie libre (2) et la nécessité d'éviter la concurrence pénitentiaire. La population de Romilly-sur-Seine avait dû abandonner la fabrication des bas bleus (depuis qu'elle avait été introduite à Melun et à Fontevrault); la misère avait suivi l'arrêt des 13.000 métiers qui faisaient vivre 7.000 habitants.

Les fabricants de toile, à Rennes; les ouvriers en tissus de soie, à Nîmes; les tisseurs de linge de table et des toiles dites de ménage à Lille et à Riom; les chapeliers parisiens faisaient entendre les « mêmes plaintes », donnaient le spectacle des « mêmes misères ».

Deux projets étaient en présence : celui du gouvernement et celui de la commission.

Le premier, dans son désir de concilier les intérêts et sa crainte des difficultés, proposait de reconnaître

1. *Code des prisons*. Tome II, p. 169.

2. Assemblée Nationale, séance du 5 janvier 1849, discours de MM. Gayot, Schoelcher et Marcel Barthe.

aux Chambres de commerce le droit, dans certains cas, d'interdire le marché local aux produits de la prison ; il voulait qu'à l'avenir on n'introduisit plus dans la prison l'industrie déjà exploitée par les ouvriers de la ville, etc.

Le second, posait franchement le principe de la consommation des produits des maisons centrales par l'Etat.

41. — La commission l'emporta, mais avec une adjonction qui enlevait au principe de la consommation par l'Etat toute sa valeur.

L'article 3 modifié porte en effet que : « les produits du travail des détenus seront consommés par l'Etat, *autant que possible*, et conformément à un règlement d'administration publique » (1).

A l'avenir, les produits fabriqués dans les maisons centrales et les prisons départementales de la Seine, ne pourront pas être livrés sur le marché en concurrence avec ceux du travail libre (art. 2 et 6).

Dans le cas où le travail sera fait à l'entreprise, les objets laissés pour compte à l'entrepreneur par l'Etat, ne pourront être livrés sur le marché qu'après une autorisation du tribunal de commerce (art. 4.)

Seuls les produits des condamnés avancés en âge

1. L'article 1^{er} avait abrogé le décret du 24 mars suspendant le travail dans les prisons à l'égard des militaires en activité de service.

ou infirmes pourront être exportés ou vendus à l'intérieur (Art. 5).

Ces dispositions ne devaient être exécutoires, dans les maisons soumises à l'entreprise, qu'à l'expiration ou à la résiliation des engagements contractés par l'Etat (Art. 6).

Cette substitution de l'Etat aux entrepreneurs, dans l'esprit des membres de la commission, devait avoir pour but de remédier à ce que Rouher, le rapporteur, appelait la « concurrence sur les salaires, sur le prix vénal des marchandises », puisque « les produits des deux genres de manufactures (industries libres, maisons centrales) ne pourront plus se rencontrer sur le même marché ».

La « concurrence de quantité » due au grand nombre de détenus *devenus* des ouvriers, subsistait fatalement.

42. — La perspective des « laissés pour compte » ouverte par l'article 4, effraya les entrepreneurs et les fabricants. Ils résilièrent leurs marchés et entamèrent des procès ; ce qui se solda par une perte approximative de 1.908.010 francs (708. 010, fr. 50 de procès ; plus 300.000 francs d'indemnité pour le matériel repris par l'Etat, plus 900.000 de déficit, environ, dans le pécule des condamnés) (1).

Au point de vue financier, le décret du 24 mars et

1. Barthès, *op. cit.*, page 123.

la loi du 9 janvier 1849 n'eurent point précisément d'heureux résultats (1).

Les difficultés auxquelles donna lieu l'organisation de la « régie directe » — conséquence de la loi du 9 janvier 1849 — apparurent bientôt comme insurmontables.

J. Baroche, le ministre de l'Intérieur, dans une circulaire du 20 août 1850 « relative à l'exécution de la loi du 9 janvier concernant le travail dans les prisons (2), reconnaît que « jusqu'à ce jour, il a été impossible d'en régler l'exécution par suite de la difficulté de trouver dans les conditions déterminées par la loi, c'est-à-dire dans le cercle des services publics, des débouchés qui assurent l'écoulement des produits du travail ».

1. Mais qu'est cela à côté des dépenses de capitaux et des pertes résultant de l'inutilisation de la main-d'œuvre pénale, de l'absence de tout système, de plan, lors de la construction des maisons centrales ! Pourquoi si longtemps ne s'être occupé que des condamnés à long terme ? — « Si avant de dépenser des millions en construction, disait M. Ch. Lucas, dans son allocution lors de la première séance de la Société générale des prisons, le 7 juin 1877, on se fût préoccupé de savoir sur quel plan et d'après quel programme on construirait, jugez où en serait aujourd'hui la réforme ! On n'aurait pas rencontré d'obstacles financiers, puisqu'il y avait un budget qui n'était pas obéré, ni d'obstacles résultant de constructions préexistantes ». — *Bulletin de la Société générale des prisons*, I. 1877, p. 28.

2. *Code des prisons*. Tome II, page 207-8.

43. — Le ministre songea à recourir aux hospices et aux établissements de bienfaisance. Ces établissements eussent effectué dans les prisons, des achats « qui présenteraient ce double avantage, qu'en se rendant utiles à l'Etat, ces établissements se procureraient *au prix de revient* des objets nécessaires à leurs services ». En second lieu, on eût accordé à ces établissements non plus des subventions en argent mais des secours en nature.

Le premier de ces deux procédés exigeait l'assentiment et le concours des administrations charitables, car il s'agissait là d'actes de gestion dont l'initiative leur appartenait exclusivement.

Le second était d'un emploi plus facile : les subventions accordées par l'Etat à ces établissements « étant purement bénévoles et facultatives », les établissements secourus « n'auraient pas été fondés à se plaindre du mode d'assistance qu'ils auraient reçu ».

Restait la question de savoir si les difficultés d'exécution allaient être nombreuses, et surtout, si la consommation résultant de l'intervention des hospices et des bureaux de bienfaisance, constituerait un débouché suffisant pour absorber les produits du travail dans les prisons.

44. — Un an ne s'était pas écoulé que la moitié des condamnés étaient en chômage. Les commandes attendues de la Guerre et de la Marine n'étaient point venues ; les établissements de bienfaisance

faisaient la sourde oreille : seule l'Administration pénitentiaire avait eu recours aux produits qu'on fabriquait dans ses prisons ; à elle seule, elle ne parvenait pas à tout consommer. L'Etat, l'Administration concurrent à leur tour la surproduction.

La consommation par l'Etat, « la régie directe » avait eu le même sort que le « droit au travail »... On s'aperçut qu'il ne suffisait pas de la décréter « comme autrefois la Convention décrétait la victoire ».

45. — On se rendit compte que l'éducation industrielle de l'Etat n'était pas faite ; on constata, une fois encore, que l'organisation politique d'une République n'entraînait point nécessairement l'organisation économique, seule susceptible d'apaiser les plus graves conflits sociaux. — Le cœur ne remplace pas le cerveau.

L'habileté audacieuse de Louis Napoléon appuyée sur le dévouement et la complicité de son entourage n'eut point de peine à triompher de l'apathie populaire vainement surexcitée par des actes individuels superbes de désespoir ; et, ce que l'on a appelé « le rêve des hommes de 1848 » s'évanouit devant l'héritage glorieux du Prince Président.

Les apôtres de la liberté, Tocqueville, Lamartine, s'étaient rencontrés avec les représentants du socialisme autoritaire comme Louis Blanc ou Cabet pour admettre, pour réclamer l'intervention de l'Etat au

profit de l'individu ; mais, tous avaient été avides du pouvoir, du pouvoir politique ; tous avaient songé à réaliser leur idéal d'amélioration sociale par des créations qui voulaient être un démenti à la décevante et vieille formule : « On ne supprime guère que ce que l'on remplace ».

46. — En matière pénitentiaire spécialement, les orateurs de 1848 avaient agi avec trop de précipitation ; ils avaient pourtant donné au peuple un enseignement utile, en substituant aux palliatifs administratifs imaginés pour la garantie des seuls intérêts patronaux, une réforme véritable, réalisée par une loi ouvrière. Vingt ans plus tard, on aura recours au même instrument de réforme : la Loi. Devant les idées interventionnistes qui se seront précisées en France et fortifiées dans les universités d'Allemagne, l'individualisme dogmatique, alourdi et discrédité par une inaction coupable, reculera ; discipliné par la méthode historique, l'Interventionnisme s'imposera à une société que l'optimisme béat des Libéraux laissait incrédule et que le bouleversement social, réclamé par certains socialistes, faisait trembler et réfléchir.

47. — Le gouvernement du Prince-Président et le second Empire sapèrent vivement l'édifice social de la République de 1848 — au moins jusqu'en 1860, époque à laquelle s'ouvrira une « ère libérale » (1).

1. Emile Ollivier. *L'Empire libéral*.

Dans les prisons, la tentative de régie se heurtait non seulement à l'hostilité d'un gouvernement qui avait la haine des hommes et des institutions de 1848, mais encore à des difficultés d'ordre financier. En présence de l'« impossibilité d'une consommation par l'Etat des produits pénitentiaires » dénoncée par J. Baroche dès le mois d'août 1850, il parut naturel de recourir aux entrepreneurs.

Le 25 février 1852, Louis-Napoléon, « considérant que l'état de choses créé par l'article 3 de la loi du 9 janvier 1849 (consommation par l'Etat du produit du travail des détenus) offensait la morale et était contraire aux articles 31 et 40 du Code pénal » décrète l'abrogation de la loi du 9 janvier 1849. Pour la première fois figure dans un décret une affirmation hypocrite par sa vraisemblance et l'altération qu'elle faisait subir aux données du problème de la concurrence : « ... le travail des détenus, réduit à une appréciation exacte, ne présente que des *résultats tout à fait insignifiants, relativement à la masse générale de la production* ».

48. — M. de Persigny, le ministre de l'Intérieur, dans la circulaire du 8 mars suivant, relative à l'exécution du décret du 25 février 1852, reprendra la formule en la colorant : « Si les condamnés avaient demandé leur pain au travail au lieu de le demander au crime, ils auraient fait une concurrence beaucoup plus forte aux ouvriers »... « Expliquez — continue

le même M. de Persigny, — M. le Préfet, que le préjugé qui existe contre le travail dans les prisons ne repose sur aucun fondement.... que si les maisons centrales renferment une population d'environ 17.000 détenus des deux sexes, il faut en défalquer d'abord environ 2.200 pour la moyenne des malades, des vieillards et des individus en punition, puis, plus de 2.000 employés aux travaux du service intérieur. Il reste donc seulement 12.800 condamnés occupés aux industries,... or, les relevés des produits manufacturés démontrent que les condamnés produisent *moitié* moins que le même nombre d'ouvriers libres ; il en résulte que les 12.800 détenus travailleurs des maisons centrales équivalent à moins de 6.000 ouvriers... Tout se réduit au travail de 6000 ou (!) 12.000 ouvriers occupés à plus de 60 industries différentes mis en regard du travail de plusieurs millions d'ouvriers libres.... Ainsi en prenant le tissage du coton, qui est incontestablement l'industrie la plus considérable des maisons centrales.... et en comparant le nombre des détenus de l'ancienne province de Normandie occupés, avec celui des tisseurs des cinq départements de cette province.... on trouve 400 détenus pour 200.000 ouvriers libres, soit 2 pour 1.000 » (1).

En dépit de la longueur de la citation, il importait

1. *Code des Prisons*, tome II, p. 236 et seq.

de reproduire les affirmations et les erreurs volontaires du ministre ; elles empruntent à la personnalité de leur auteur une saveur spéciale et reflètent assez bien l'esprit du gouvernement.

Le décret du 25 février sur le travail des prisons, tout en maintenant le principe de la consommation par l'Etat « autant que possible », autorisait l'emploi des détenus à « des travaux d'industrie privée. »

49. — Le ministre de l'Intérieur, M. de Persigny, à qui incombait le soin de l'exécution du décret du 25 février, prit, à la date du 1^{er} mars, un arrêté sur l'exploitation des diverses industries qui pourront être exercées dans les maisons centrales et les prisons de la Seine ; il se borna à reproduire sans changement appréciable (1) les dispositions de l'arrêté du 20 avril 1844. La seule modification importante portait sur le rabais uniforme de 20 o/o que l'arrêté du 20 avril avait établi ; l'arrêté du 1^{er} mars 1852 l'indiqua comme un *maximum*. Au reste, pour qu'aucun changement ne vint surprendre les entrepreneurs, la circulaire du 8 mars stipula « que l'arrêté du 1^{er} ne pouvait s'appliquer quant à présent, aux maisons centrales où le travail des détenus est concédé à un entrepreneur unique ou à divers fabricants. Ce ne sera qu'à l'expiration des traités qu'il recevra son exécution... »

1. Comp. Arrêté du 20 avril 1844. *Code des prisons*. Tome I, p. 452 et seq. Arrêté du 1^{er} mars 1852. *Code des prisons*. Tome II, p. 231-232.

50. — Les entrepreneurs adoptèrent alors l'attitude qu'ils avaient eu au moment de l'organisation du travail dans les prisons, vers 1830 ; ils ne se hâtèrent point de répondre aux offres empressées de l'Administration ; et voilà pourquoi, dans l'instant même où le gouvernement décrétait le retour à l'entreprise, il organisait des régies.

Les offres des entrepreneurs avaient paru inacceptables, même à M. de Persigny ; cinq maisons centrales étaient, coup sur coup, mises en régie et, à la fin de 1852, l'entreprise ne fonctionnait plus que dans huit maisons centrales ; treize étaient en régie (1).

La consommation par l'Administration et les services pénitentiaires constituait toujours le seul débouché à la production des prisons. La menace de la surproduction interdisait d'occuper tous les détenus. Cependant, la suppression de l'obligation pour les soumissionnaires (à un marché de fournitures pour une maison en régie) d'un dépôt provisoire, préalablement à l'adjudication, restait vaine ; ils ne se présentaient qu'en très petit nombre. Résultat : l'Administration passait des marchés de fournitures très onéreux pour elle — pour le contribuable — et d'autre part, elle était dans l'impossibilité d'alléger

1. Beaulieu, Cadillac, Clairvaux, Embrun, Eysses, Fontevault, Gaillon, Haguenau, Loos, Melun, Mont-Saint-Michel, Nîmes, Vannes.

ses charges (1) par une production abondante, les débouchés faisant défaut, même depuis qu'un arrêté du 26 décembre 1851, avait substitué la fourniture d'un trousseau en nature à la prestation de 70 francs destinée à pourvoir aux frais d'habillement des jeunes détenus.

Au 25 mars 1854, M. de Persigny, dans une nouvelle circulaire (2), constatait que le 1/3 de la population des maisons centrales (dont il fixe cette fois le chiffre à 21.000), était inoccupé ; — Il n'est plus question de 17.000 comme dans la circulaire du 8 mars 1852 — (en réalité, la population des maisons centrales était en 1852 de 27.000 ; en 1854, de 28.000 ; à la même époque, les détenus des prisons

1. Cet état de choses vraiment précaire ne fut pas sans influence sur l'avenir des prisons départementales qui devaient être organisées conformément aux règles du système cellulaire. Le 17 août 1853, M. de Persigny, écrivait dans une « circulaire relative à la construction et à l'appropriation des prisons départementales » : « les conditions dispendieuses qu'entraîne l'application du système cellulaire, l'impossibilité absolue pour le plus grand nombre des départements d'y pourvoir avec leurs seules ressources ont fait ajourner des améliorations indispensables. Aujourd'hui, le gouvernement renonce à l'application de ce régime d'emprisonnement, pour s'en tenir à celui de la séparation par quartiers... » (*Code des prisons*, Tome II, page 285).

2. *Code des prisons*. Tome II, p. 332 et seq..

départementales étaient au nombre de 20.000, 1852 ; et de 22.000, 1854) (1).

Non-seulement, la production était réduite au strict minimum, mais les livraisons de « matières » effectuées par l'administration paraissent avoir donné lieu à des règlements de comptes trop compliqués pour qu'on n'en puisse pas déduire l'insolvabilité ou le refus de paiement des acquéreurs ; (circulaire du 7 juin 1855, relative aux créances arriérées des maisons centrales — signée Bilhaut, ministre. *Code des Prisons*. Tome III. Supplément à l'année 1855, page 23).

On accepta les conditions des entrepreneurs.

51. — Dans sa « hâte d'en finir » avec les complications et les responsabilités qu'entraînait le système de la régie, impatient de voir la production reprise et accélérée, le Gouvernement ne se contenta pas de rétablir les entrepreneurs dans les maisons centrales ; profitant des dispositions de la loi des finances du 5 mars 1855 qui mettait à la charge du budget de l'Etat les dépenses des maisons d'arrêt, de justice et de correction, il voulut « établir un régime uniforme pour toutes les prisons de l'Empire » (Circulaire du 14 décembre 1855).

L'article 34 de la circulaire fut ainsi formulé :

1. Voy. le graphique dressé par M. Léon Barthès, contrôleur de la maison centrale de Poissy, inséré dans son ouvrage, p. 333.

« L'exploitation du travail dans les prisons est accordée à l'entrepreneur ».

C'était l'adoption, à l'exclusion de tous autres procédés d'exploitation, de l'entreprise. Elle fut rétablie dans 15 maisons centrales dans la seule année 1855. Quatre ans plus tard, en principe, la régie n'existera plus ; en 1864, le seul établissement où il puisse être question de régie, la maison centrale de Clairvaux, avec ses marchés passés avec onze fabricants différents pour l'emploi d'un nombre déterminé de détenus, n'avait rien d'une régie directe : elle se contentait de verser au Trésor la portion du produit du travail non attribuée au pécule. Partout ailleurs l'entreprise fonctionnait au mieux des intérêts des habiles concessionnaires. La faiblesse de l'Etat alla jusqu'à leur abandonner tous les dixièmes concessibles et finalement la totalité des dixièmes laissés à sa disposition : (6/10^e environ).

52. — Il pourrait presque être posé en principe que, sous le régime de l'entreprise, la productivité du travail dans les prisons a été en raison directe des avantages concédés aux entrepreneurs généraux. A la suite de l'abandon par l'Etat de tous les dixièmes disponibles, la production devint bientôt intensive. Le montant des produits de la main-d'œuvre — pour les seules maisons centrales — passa de 1.497,349 fr. 01, en 1852, à 2,290.030 fr. 55 en 1855, pour atteindre

3,323,753 fr. 78 en 1860 ; 3.470,334 fr. 79 en 1865 (1).

Dans les prisons départementales, bien avant la lettre du 18 avril 1869 qui accompagne le nouveau cahier des charges portant entre autres innovations « l'obligation pour les entrepreneurs de fournir du travail aux détenus à peine pour eux de se voir infliger une amende », il avait suffi de la présence des entrepreneurs généraux « encouragés par l'abandon de quelques dixièmes » pour faire cesser l'inaction lamentable de la plus grande partie des détenus. En 1852 aucune industrie ne fonctionnait dans 274 établissements.

Graduellement, le nombre des inoccupés diminua : 57 o/o en 1861, 38 o/o en 1864.

Le montant des produits de la main-d'œuvre sauta de 263.152 fr. 79, en 1855, à 1,194,045 fr. 06 en 1860, soit une différence de 930.892 fr. 27 centimes.

53. — Cette productivité croissante, constatée dans les maisons centrales et les prisons départementales s'accompagna chez les entrepreneurs généraux de bénéfices escomptés. Certains s'enrichirent, dont les petits-fils paraphraseront le mot amer de M. de Curel : « l'égoïsme qui produit est la meilleure de toutes les formes de la charité ».

Les bénéfices, qui s'élevèrent fréquemment à 100.000 francs par an, ne diminuèrent un instant,

qu'avec le nombre des compétiteurs désireux — lorsque l'occasion d'une soumission se présentait plus ou moins fortuitement — d'être à leur tour, « des agents dévoués de l'administration pénitentiaire... » La concurrence, dont on faisait si bon marché lorsqu'il s'agissait des intérêts des travailleurs modestes, apporta son rude régulateur ; le nombre des soumissionnaires ramena les prétentions exagérées du lendemain de l'abandon de la régie, à des proportions acceptables pour le gouvernement... jusqu'au jour où l'entente se fit entre les entrepreneurs généraux, rassurés par la sympathie que leur témoignait le gouvernement et l'indifférence parlementaire.

Trente ans, les entrepreneurs généraux connurent « l'âge d'or ». L'Etat leur accorda des prix de journée plus élevés presque à chaque nouvelle passation de marché. Si l'on excepte : 1^o la maison centrale d'Embrun, où le prix de journée passa de 0,51, en 1875, à 0,49, en 1880, et à 0,46, en 1885, pour remonter et se maintenir à 0,529 ;

2^o La maison de Landerneau où il y eut de 1890 à 1893, un écart de 0,036 (0,484 en 1890 et 0,448 en 1893) ;

3^o La maison de Loos où se produisit en 1880 un fléchissement de 0,02 (0,34 en 1875, 0,32 en 1880) ;

4^o Nîmes qui accuse en 1880, un prix de journée de 0,369, puis de 0,365 en 1885 et de 0,364 en 1893 ;

5° Poissy adjugé à 0,31 en 1885 et à 0,29 en 1890 ;

6° Thouars où en 1880 fut payé le prix le plus élevé connu, 0,574, qui tomba à 0,34 en 1885, remonta à 0,39 en 1890 et à 0,538 en 1893 ;

Si l'on excepte ces six maisons centrales, dans les autres (comme dans celles-ci à toutes les époques que nous n'avons pas relevées), de 1870 à 1893, la hausse des prix de journée fut constamment progressive.

La moyenne du produit des journées de travail avait suivi une marche parallèle et s'était rapidement élevée ; en 1875, dans les maisons centrales d'hommes, la moyenne était de 0,805 ; de 0,949 pour les femmes ; en 1899 la moyenne (hommes) avait atteint 1,262 et pour les femmes 0,950.

Dans les prisons départementales elles-mêmes, la hausse avait été de 0,06 (0,49 en 1870 ; 0,55 en 1895).

Les événements de 1870-1871 avaient pourtant eu leur répercussion sur les industries pénitenciaires.

CHAPITRE IV

Interventionnisme et Régie (1871-1893).

54. — La Guerre, la Commune avaient dévoré les énergies, orienté les passions violentes et, logiquement, abaissé la criminalité normale du temps de paix, d'une partie de la profondeur de leurs charniers.

De 21.000, en 1869, la population des maisons centrales s'abaissa à 15.000 pour remonter *un* an plus tard, en 1871, à 22.000.

Le même phénomène se reproduisit dans les prisons départementales. Le nombre des prisonniers descendit à 15.000, pour sauter à 18.000 en quelques mois.

A la diminution des effectifs vinrent s'ajouter les difficultés des approvisionnements ; le pays était réquisitionné et occupé.

Cela créa une situation difficile pour les entrepreneurs généraux. Le gouvernement crut devoir les encourager en leur accordant des suppléments de prix

de journées (1). Certains entrepreneurs délaissèrent leurs marchés.

55. — Pour la troisième fois, l'Etat eut recours à la régie, mais point absolument pour les mêmes motifs qu'en 1842, lors de l'essai de régie économique fait à Melun.

Trente ans s'étaient écoulés ; les exigences des entrepreneurs ne s'étaient pas ralenties ; la loi d'imposition n'avait rien perdu de sa vertu agissante ; les critiques de *Ch. Lucas*, *Béranger*, de *Bonneville*, de *Tocqueville*, de *Tracy*, subsistaient ; l'entrepreneur continuait à se soucier uniquement de l'augmentation de ses bénéfices ; les prisonniers étaient toujours des « instruments de travail » ; l'extrême division du travail continuait à être tout aussi préjudiciable au reclassement du libéré ; l'Etat abdiquait, etc... L'Etat abdiquait une partie de ses droits et manquait à ses obligations sociales comme par le passé ; les préoccupations financières étaient plus graves ; ces raisons qui, vers 1840, militaient en faveur de la régie, subsistaient entières. Et pourtant quelque chose était changé.

La réaction contre l'individualisme jusqu'ici invariablement hostile à l'Etat, n'était plus inconsciente. Elle était devenue le signe de ralliement de toute une

1. Voy. circulaire du secrétaire général du ministère de l'Intérieur, Jules Cazot (*Code des prisons*, tome V, page 78-79).

école homogène, disciplinée, aussi éloignée des vaines promesses du socialisme utopique que des formules glaciales des libéraux.

Dans l'introduction à son livre, *L'Individu et l'Etat*, paru en 1857, Dupont-White avait conclu à l'extension croissante des fonctions de l'Etat depuis qu'il était l'émanation de la collectivité entière, grâce à l'avènement de la souveraineté nationale.

Dupont-White, se faisait de l'Etat une très haute idée : c'est le « le pouvoir de la raison exprimé par la loi ».

Pour lui, l'Etat est cette forme d'autorité qui se déploie contre l'abus de la force. L'Etat « libère et soutient ». L'Etat est le gage de la liberté. « La liberté et l'Etat sont fonctions l'un de l'autre », ne peuvent se développer l'un sans l'autre. « L'Etat, concluait Dupont-White, doit être l'initiateur du progrès ».

Cette pensée interventionniste se retrouve trois ans plus tard dans l'ouvrage de Vacherot, *La Démocratie* (1860) : « Les interventions de l'Etat sont justifiées partout où elles assurent à ceux qui n'en jouiraient pas sans cela, leurs droits individuels ».

Vers la même époque, un manifeste ouvrier réclamait le droit pour les travailleurs de figurer dans la représentation nationale ; Proud'hon légitimait la prétention ouvrière en publiant : *De la capacité des classes ouvrières*.

L'exposition anglaise de 1862 rapprochait les tra-

vailleurs français et anglais. Le délégué ouvrier Tolain jetait les premières bases de l'*Internationale* qui devait accueillir avec enthousiasme les idées de Proudhon sur la coopération, idées auxquelles Louis Napoléon croira prudent de sacrifier.

Au congrès de l'« Internationale » tenu à Genève, allait succéder celui des jeunes professeurs allemands impressionnés par les critiques de Marx, de Lassalle, et hantés par la Commune.

A Eisenach, dans le discours d'ouverture (octobre 1872), Schmoller reconnaissait l'existence d'une question sociale. On éleva des doutes sur les bienfaits de la liberté absolue du travail, la suppression de toute réglementation dans l'industrie ; on reconnut la nécessité d'un régime procédant par évolution ; Brentano vanta la législation ouvrière, Schmoller les tradades-unions.

En France, l'école libérale — avec Laboulaye, Jules Simon, Prévost-Paradol, — qui s'était appliquée à limiter les fonctions de l'Etat, avait perdu de son prestige. Les idées de Comte et de Littré avaient reçu, à l'heure trouble de la guerre civile, une consécration définitive. Les ouvriers comprenaient enfin l'utilité des œuvres de prévoyance et la nécessité de prendre et de garder, si possible, « la direction de leur propre destinée ».

Benoit Malon adjurait la bourgeoisie de répondre par « la justice et la fraternité, aux justes mécontente-

ments et aux haines aveuglantes ». Pour éviter « les conflits sanglants », l'excellent Malon s'appliquait à décourager l'éternel vaincu, le prolétaire, de « l'action révolutionnaire. Il lui vantait « l'intervention réformiste ». Le travailleur reprenait confiance depuis que l'on avait eu pitié de ses enfants (loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie).

La « tutelle de l'Etat » apparut comme une chose bonne, immédiatement utile, d'une application facile. C'est ainsi que l'ouvrier fut amené — à mesure qu'il prenait conscience de lui-même et s'organisait, — à regarder l'Etat comme une force bienfaisante, capable de faire taire les égoïsmes ; d'assurer à la liberté individuelle — sans déclaration de principes absolus, — un développement plus complet. L'ouvrier pressentait que cette force bienfaisante pourrait un jour, — le jour où la démocratie organisée économiquement et politiquement triompherait — émaner, irradier de lui-même. L'ouvrier, dans cet espoir, travaillait, s'instruisait ; son sens de la justice et de la vie pratique aiguisé et éduqué par les publications, les réunions et les congrès, saisit très vite l'importance du rôle de l'Etat, du législateur. Les premières manifestations interventionnistes avaient procuré à toute la classe ouvrière un soulagement appréciable ; elle ne pouvait l'oublier.

Les travailleurs prirent l'habitude de préciser leur

pensée afin de la faire mieux saisir, pour la défendre, à ceux qui voulaient se dévouer à leur cause ; c'est ainsi, qu'ils firent imprimer des « mémoires » (1) où se trouvent succinctement exposés leurs revendications, leurs espoirs et leurs appréciations des doctrines et des partis. Des questions précises, préalablement arrêtées dans un programme élaboré par la commission d'organisation, furent discutées dans les Congrès qui, débarrassés par l'Interventionnisme des questions de méthode et d'application, purent faire œuvre critique souvent utile.

56. — Dès 1875, le premier congrès de Gotha votait la suppression du travail dans les prisons. Le même vœu fut émis, l'année suivante, par le congrès ouvrier tenu à Paris.

La même année 1876, le premier congrès de Lyon s'occupa de la question du travail pénitentiaire à propos du travail des femmes et des crises industrielles.

Le congrès ouvrier socialiste de France, tenu en 1879, à Marseille, dans une déclaration de principes vraiment trop simples, trancha la question en votant la suppression des prisons...

Les congressistes de Bordeaux, plus pratiques, réclamèrent, en 1882, la substitution des travaux agricoles au travail industriel des prisons.

1. Voy. le *Mémoire français des délégués au congrès de Genève*. (Bruxelles, 1866).

Cette mise à l'ordre du jour de la question du travail pénitentiaire, dans les congrès ouvriers, coïncidait, semble-t-il, avec le réveil et l'expansion de l'« idée d'association » (1).

Les groupements mutualistes et commerciaux ouvriers, encouragés par le gouvernement se multipliaient.

Dans une pensée de haute philanthropie, la Société générale des prisons venait de se constituer et d'ouvrir ses séances (2).

Elle avait pris prétexte, pour sa fondation, de la loi du 5 juin 1875 sur le régime de l'emprisonnement individuel dans les prisons départementales. Les travaux pénitentiaires commencés en 1869 par une commission instituée sur l'initiative de l'Administration, continués par la Commission d'enquête parlementaire nommée par l'Assemblée Nationale, suspendus en 1870-1871 et repris en 1873, allaient être singulièrement étendus, fouillés et mis au point par une élite de pœnologues qui, légitimement, avaient réussi à faire « leurs », les problèmes pénitentiaires.

57. — C'est au milieu de ce réveil général de l'activité sociale française qu'avaient été organisées les régies économiques de Melun, Gaillon et Fontevault entre 1871 et 1873. En 1883, les résultats de la régie

1. Les comptes-rendus des divers congrès ouvriers français se trouvent notamment à la Bibliothèque du Musée Social.

2. 7 juin 1877.

des services économiques ayant été satisfaisants, « l'actualité » des questions pénitentiaires persistant, une imprimerie administrative fut créée à Melun : la *régie directe* fonctionna.

En attendant que l'on pût généraliser le système de la régie — après qu'il aurait fait l'objet, chez toutes les nations, d'études approfondies, et qu'il aurait été mis en tête du programme du congrès pénitentiaire international de Saint-Petersbourg en 1890 (1) — on apporta au système de l'entreprise, qui continuait à fonctionner dans les autres maisons centrales et dans toutes les prisons départementales, certaines modifications.

Constituaient-elles pour l'industrie libre, des garanties suffisantes ? Devait-on continuer à s'incliner devant l'opinion du Conseil supérieur des prisons pour qui, « grâce à une sage réglementation »... 1^o la concurrence pénitentiaire ne pesait pas sur le travail libre ; 2^o les plaintes légitimes pouvaient recevoir prompt satisfaction ?

A première vue les propositions du Conseil supérieur des prisons s'excluaient l'une l'autre ; ceci détruisait cela. La concurrence est ou n'est pas ; si la concurrence pénitentiaire ne pèse pas sur le travail libre, il ne doit pas être question d'accorder satisfac-

1. Voy. *Les Actes du congrès*. Volume III, p. 7 à 54. Pour la France, voy. le rapport de M. L. Herbette, p. 37 à 54.

tion à des plaintes légitimes. Si des plaintes se font entendre et reçoivent satisfaction, c'est que la concurrence pénitentiaire pèse sur le travail libre.

58. — Pour rassurer l'industrie libre, l'intervention du législateur et de l'administration devait porter sur tous les facteurs susceptibles d'exagérer la concurrence faite par les ateliers pénitentiaires. Ces facteurs peuvent se ramener, prétendit longtemps l'Administration (1) à quatre principaux :

1^o La nature des travaux ;

2^o Le nombre des détenus affectés aux divers ateliers ;

3^o L'établissement des tarifs de main-d'œuvre applicables à chaque industrie pénitentiaire ;

4^o Le taux des salaires payés aux détenus ;

L'Administration songe « aux patrons industriels et entrepreneurs libres » (2). Les ouvriers sont sous-entendus ?

Les modifications les plus importantes résultèrent de l'arrêté du 15 avril 1882, pris par René Goblet (3).

Son prédécesseur, M. Constans, dans une circulaire du 11 avril 1881, signée du sous-secrétaire

1. Voyez notamment la brochure : *Notes et renseignements concernant le travail des détenus*. (Documents pénitentiaires 2^e semestre 1888. N^o 2. Melun).

2. Voy. même brochure page 7, 16^e ligne.

3. Voy. *Code des Prisons*. Tome VIII, p. 245 à 266.

d'Etat A. Fallières (1) et adressée aux Inspecteurs généraux, leur avait recommandé « de la façon la plus instante d'examiner si les tâches journalières ou hebdomadaires sont déterminées de manière à obtenir des détenus le maximum de travail qu'on peut leur demander.... et..... si les industries, dans chaque maison, sont bien choisies, *eu égard aux circonstances locales* et aux aptitudes des détenus, *et si l'effectif de certains ateliers n'est pas trop considérable* ».

Il est regrettable que M. R. Gobelet ait repris pour son compte certaines des affirmations étranges du ministre du Second Empire, M. de Persigny.

L'arrêté du 15 avril 1882 a une portée générale ; les dispositions relatives à la formation des tarifs de main-d'œuvre sont applicables quel que soit le système d'exploitation employé, régie ou entreprise ; elles peuvent être étendues aux prisons départementales en vertu de décisions spéciales (art. 23). Leur emploi est indiqué pour la formation de tous les tarifs, qu'il s'agisse de produits destinés à la consommation des établissements pénitentiaires ou à la vente aux particuliers.

Mais il y a lieu de distinguer lorsque les détenus sont employés à des travaux de bâtiments, aux services économiques ou agricoles et aux travaux de

1. *Code des Prisons*. Tome VIII. p. 157-165.

culture et autres travaux analogues (art. 19 et 20).

Pour tous les autres travaux, — les travaux industriels proprement dits, — l'arrêté du 15 avril édicte une série de dispositions qui visent : l'introduction de nouvelles industries dans les établissements pénitentiaires ; la durée de la période d'essai de l'industrie ; l'introduction d'articles nouveaux pendant la période d'essai, l'établissement des prix de main-d'œuvre ; les types des principaux objets à fabriquer ou à confectionner ; les renseignements à prendre auprès des différents corps de l'industrie ; l'établissement des tarifs définitifs, leur révision ; les malfaçons et dommages, etc...

59. — Les innovations essentielles (au point de vue de la concurrence s'entend), consistent : 1^o dans les formalités nombreuses, complexes, minutieuses auxquelles l'entrepreneur et l'administration sont assujettis pour la détermination des prix de main-d'œuvre.

2^o Dans l'avis recueilli auprès des patrons et des ouvriers et non plus seulement auprès des Chambres de commerce ou des Chambres consultatives des arts et manufactures ; mais, pour prendre cet avis, le directeur doit, au préalable, en référer au ministre et recevoir son approbation. C'en est pas moins une amélioration équitable (1).

1. Les travailleurs les plus intéressants ne se trouvaient pas nécessairement dans le ressort d'une Chambre de commerce.

Le rabais de 20 o/o représentatif du surcroît de charges inhérent au travail pénitentiaire, indiqué comme un maximum par l'arrêté du 1^{er} mars 1852, apparut comme un « procédé trop sommaire ». L'établissement du prix et en même temps de la différence qui doit être consentie à l'entrepreneur, dut résulter d'une simple opération mathématique : « en premier lieu il faut rechercher pour chaque genre de travail quel est, dans l'industrie libre, le montant du salaire payé aux ouvriers, et quel est le chiffre des frais généraux correspondants ; en second lieu, évaluer pour le même genre de travail exécuté par des détenus, le chiffre des frais généraux afférents à ce travail. En retranchant du salaire payé aux ouvriers dans l'industrie libre, la différence entre le taux des frais généraux qui s'y rapportent et celui des frais généraux de l'industrie pénitentiaire, *il est clair* qu'on obtiendra exactement le prix à payer pour l'emploi des détenus »...

Cette confiance ne surprend plus, après la lecture des calculs ingénieux auxquels se livre l'auteur de l'arrêté, pour démontrer que le rendement des maisons centrales (elles comptaient alors 25.000 détenus) équivalait à celui de 8860 travailleurs libres (1),

1. Barthès, *op. cit.*, page 155.... « Nous n'hésitons même pas à dire, que dans ces établissements, où la discipline est sévère, où les tâches sont attentivement fixées et exigées, la

après surtout, qu'on a vu poser dans les Instructions qui accompagnent l'arrêté du 15 avril, *le principe du rabais*, étant donné que « les frais généraux sont *toujours forcément* plus élevés pour le travail pénitentiaire que pour le travail libre ».

60. — La détermination des prix de main-d'œuvre dans l'industrie libre, est faite par l'entrepreneur, qui remet au directeur un tableau indiquant pour chaque objet et pour chaque division séparée du travail — ce sont là les propres expressions de l'arrêté (art. 6) — :

1° Le prix de façon payé dans les localités où il propose de chercher les termes de comparaison ;

2° Le montant des frais à payer par les ouvriers libres sur ces prix de main-d'œuvre pour usure d'outils et menues fournitures ;

3° Le nombre minimum et maximum des détenus qui devront être employés à l'industrie qu'il s'agit de tarifier ;

4° Les conditions de l'apprentissage ;

5° La nomenclature et le prix des outils et des menues fournitures ;

moyenne du rendement est supérieure à celle du travail libre ».

M. Charles Brunot écrit à ce sujet : « Je piquerais cependant une réserve sur cette affirmation de la page 155..... Je crains que l'auteur n'ait négligé ici un facteur important, le recrutement même de l'atelier... » Compte-rendu, thèse Barthès, contrôleur, maison centrale, Poissy, par Ch. Brunot, inspecteur général. *Revue pénitentiaire*, février 1903, p. 234.

6° L'indication approximative de la durée desdits outils et de la quantité desdites fournitures consommées pour une quantité déterminée d'ouvrage rendu.

L'entrepreneur joint à ce tableau :

1° Une note contenant des renseignements sur le mode de division du travail, les procédés employés, la nature, la quantité et l'état de préparation des matières premières, etc..., dans l'atelier dont l'exploitation lui est concédée;

2° Un état donnant, avec toutes les explications nécessaires, l'évaluation du montant des salaires que représenterait, pendant une année, la production d'un nombre d'ouvriers libres, d'habileté moyenne, égal à la moyenne entre le minimum et le maximum de détenus qu'il propose d'employer, et faisant connaître les frais généraux afférents à cette production.

Ces frais généraux comprennent l'intérêt et l'amortissement de la valeur du matériel à la charge du fabricant dans l'industrie libre ; les émoluments des commis, contremaîtres, hommes de peine, etc... ; les dépenses d'éclairage, chauffage, loyer et entretien des locaux servant de magasins, bureaux et ateliers ; et toutes fournitures ou dépenses accessoires de fabrication non supportées par les ouvriers.

A l'appui de ces pièces, sont fournis des types des principaux objets à fabriquer ou à confectionner.

Ces pièces et types revêtus du cachet de la direction, sont soumis à l'examen du corps consultatif du

commerce ou de l'industrie dans la circonscription duquel est situé l'établissement pénitentiaire.

Les avis recueillis auprès de ces corps ou, avec l'autorisation ministérielle, auprès des patrons et des ouvriers exerçant la même industrie, sont réunis entre les mains du directeur.

Si les avis sont concordants, la première opération — l'enquête sur le travail libre — est terminée. Dans le cas contraire, ou, si le Directeur ne croit point devoir admettre les renseignements fournis par la Chambre consultée, sur l'avis de l'Inspecteur, on recommence...

On procède ensuite à une enquête sur le travail pénitentiaire (évaluation du rendement d'un nombre de détenus d'habileté moyenne, des frais généraux, etc.) ;

Enfin, troisième opération : Calcul du taux proportionnel des frais généraux.

La différence entre les frais généraux « qui sont toujours plus élevés dans l'industrie pénitentiaire » représente le rabais à consentir à l'entrepreneur.

61. — Le résultat de la « substitution de la constatation directe des faits aux procédés trop sommaires de l'arrêté du 1^{er} mars 1852 » fut tel, qu'en 1888, M. Millerand dénoncera à la Chambre 52 tarifs qui n'ont pas été révisés depuis 1882, dont certains remontent à 1860.

La faute en était à l'esprit de l'arrêté du 15 avril

1882 d'apparente simplicité mathématique, trop théorique et compliqué pour être d'une application rapide et sûre.

Par suite des intérêts mis en jeu, il est extrêmement difficile d'arriver à une évaluation même approximative des prix véritables qui doivent servir de bases ; afin d'obtenir plus facilement un rabais considérable, les entrepreneurs sont naturellement portés à diminuer les prix payés dans l'industrie libre ; par contre, les corps ou les personnalités auprès desquels l'administration se renseigne, espèrent protéger l'industrie libre en exagérant les prix : plus le prix (payé dans l'industrie libre) qui servira de base aura été majoré, moins le rabais consenti à l'entrepreneur menacera l'industrie libre ; ce sera, en quelque manière, un rabais fictif. Les évaluations présentent parfois entre elles d'invraisemblables écarts. Déconcertée, l'administration recommence son enquête. Ce pendant, les détenus restent oisifs.

62. — De l'arrêté du 15 avril 1882, résultent néanmoins certaines garanties pour l'industrie libre :

Les articles 1 et 2 reconnaissent au ministre seul le droit d'autoriser l'introduction d'une industrie nouvelle, même durant les 6 mois que dure la période d'essai. La même autorisation est requise pour toute modification essentielle, soit « dans les procédés employés, soit dans la nature des matières premières mises en œuvre, soit dans l'espèce de produits fabri-

qués; telle serait la substitution du clouage à la couture pour la cordonnerie, de la nacre à la corne pour la boutonnerie, de la vannerie fine à la grosse vannerie (1) » ;

Les directeurs devaient avoir soin de « préciser le nombre de détenus que l'on avait l'intention d'occuper ».

Le ministre interdisait aux directeurs de dépasser, en ce qui concerne l'effectif de l'atelier, le maximum qu'il aurait lui-même fixé.

L'arrêté autorisait la révision des tarifs après un délai d'un an, à partir de leur mise en vigueur. Il exigeait, préalablement à toute fixation définitive de tarifs, l'indication par l'entrepreneur, de la durée, des conditions de l'apprentissage (2) ; il permettait d'atténuer la concurrence pénitentiaire par une habile répartition des détenus entre les ateliers des diverses industries (on comptait à cette époque environ 70 métiers différents) (3). A lui seul, l'arrêté du

1. Voy. Instructions, arrêté 15 avril 1882. *Code des prisons*, tome VIII, p. 249.

2. Voyez page 39, *supra*.

3. Voy. page 32, quelques exemples de métiers.

En 1899, dans les maisons centrales d'hommes, non compris le service intérieur agricole et économique, il y avait 47 industries différentes, plus 8 sortes de travaux industriels en régie directe. Dans les maisons centrales de femmes, à côté du service intérieur et économique, on exploitait sept sortes de métiers.

Voy. *Statistique pénitentiaire*. Année 1899, p. 133 et seq.

15 avril 1882 réalisait presque la panacée dont l'Administration avait donné la formule :

1° Diversifier les travaux.

2° Surveiller le nombre des détenus occupés à une même industrie.

3° Etablir des tarifs sincères.

4° Déterminer « exactement » les salaires qui doivent être payés aux détenus.

Cette détermination était difficile entre toutes et, pour expliquer le taux plutôt faible des salaires payés aux détenus, il n'avait fallu rien moins que l'affirmation : « les frais généraux sont toujours forcément plus élevés pour le travail pénitentiaire, etc... » (1).

Dans l'esprit de son auteur, le nouvel arrêté devait faire considérer comme nulle la concurrence de quantité (2) ; quant à la concurrence de prix, elle devait s'évanouir puisqu'elle « ne peut exister qu'autant que les tarifs ne sont pas établis avec toute l'exactitude nécessaire, et que l'application n'en est pas rigoureusement surveillée » (3). Nous avons vu ce qu'il fallait penser de cette exactitude.

63. — L'arrêté Goblet est encore en vigueur. Avec l'ordonnance du 27 décembre 1843 ; le décret du 23

1. Voy, page 81, *supra*.

2. C'est dans ce but que l'arrêté avait produit des affirmations et des chiffres ramenant à rien l'importance du travail des détenus comparativement à la masse des travailleurs libres.

3. *Code des prisons*, Tome VIII, p. 250. Instructions.

novembre 1893 (sur la répartition du produit du travail dans les maisons centrales et les prisons départementales) ; et les divers cahiers des charges (1) où sont énumérées les obligations de l'Etat, des entrepreneurs, des confectionnaires (2), il constitue le dernier état de la réglementation des industries pénitenciaires dans les maisons centrales.

Les prisons de courtes peines affectées à l'emprisonnement en commun (maisons d'arrêt, de justice et de correction) sont régies par le décret du 11 novembre 1885 (3) d'Allain Targé.

L'organisation du travail dans les prisons fait l'objet des dispositions de l'article 70 (4). L'article 71

1. α. Cahier des charges pour l'entreprise des travaux industriels, 17 mars 1873.

β. Cahier des charges pour l'entreprise générale des services économiques et des travaux industriels dans les maisons centrales, mars 1890.

γ. Cahier des charges pour l'entreprise générale des travaux industriels, novembre 1892.

Pour l'analyse de ces cahiers voy. Barthès, *op. cit.*, p. 156-164.

2. Dans le système dit des confectionnaires, l'Etat concède *directement* la main d'œuvre pénitentiaire à *des intermédiaires*.

3. *Code des prisons*. Tome X, p. 241 à 268.

4. Art. 70. *Code des prisons*, tome X, p. 261. « Des travaux sont organisés dans chaque prison, de manière à ne laisser oisif aucun condamné.

L'entrepreneur est tenu de procurer du travail à tous les

mentionne les diverses précautions destinées à protéger l'industrie libre. Les droits que le ministre s'est réservés quand il s'agit des maisons centrales sont, pour la plupart, abandonnés aux préfets ou aux sous-préfets. « Aucun genre de travail ne pourra être mis en activité, avant qu'il ait été préalablement autorisé par le préfet ou le sous-préfet en cas d'urgence, sur la demande de l'entrepreneur, l'avis du gardien-chef et la proposition du directeur.

« Les tarifs de main-d'œuvre sont réglés dans les mêmes formes (autorisation préfectorale);

« Toutefois l'administration peut exiger, dans

condamnés de l'un et de l'autre sexe ; à son défaut l'administration peut y pourvoir d'office.

Les détenus pourront continuer dans la prison l'exercice de leur métier ou profession s'il se concilie avec l'hygiène, l'ordre, la sûreté et la discipline.

Si l'industrie qu'ils exerçaient est organisée dans la prison, ils y seront employés aux conditions fixées par le tarif. Dans le cas contraire, le salaire de ceux qui seraient occupés par des maîtres-ouvriers du dehors, sera versé entre les mains de l'agent faisant les fonctions de comptable ou de l'entrepreneur général des travaux, pour être réparti entre le pécule de l'ayant-droit et le trésor ou ledit entrepreneur, suivant le mode de gestion des services de l'établissement.

Les condamnés qui travailleront pour leur propre compte seront tenus de payer une redevance équivalant à la somme dont le trésor ou l'entreprise aurait profité s'ils avaient été employés à des travaux dans la prison ; cette redevance sera fixée par le préfet, sur l'avis de la commission de surveillance et la proposition du directeur, l'entrepreneur entendu ».

les maisons de correction dont l'effectif dépasse cent condamnés, que ces tarifs soient préparés et arrêtés suivant les règlements en vigueur dans les maisons centrales ;

« Les tarifs des prix de main-d'œuvre doivent toujours rester affichés dans les ateliers ».

La réglementation des tarifs de main-d'œuvre était trop minutieuse et compliquée dans les maisons centrales ; on serait tenté d'adresser aux prisons de courtes peines le reproche inverse. La réglementation est vraiment trop rudimentaire ; et, si l'industrie libre est beaucoup mieux protégée contre le travail des prisons de courtes peines que contre celui des maisons centrales il n'en faut point chercher la raison dans des mesures de garantie plus efficaces ici que là. Le recrutement des condamnés laissés dans les prisons, la courte durée des peines qu'ils ont à accomplir, le mauvais aménagement des locaux industriels, l'impossibilité de fournir à tous les prisonniers du travail, l'application du régime cellulaire, s'opposent au développement d'une concurrence abusive que ne suffirait pas à enrayer le décret du 11 novembre 1885 qui, avec le cahier des charges du mois de mars 1893 (1), assure le fonctionne-

1. « Cahier des charges pour l'entreprise générale des services économiques et des travaux industriels des maisons d'arrêt, de justice et de correction ».

ment des divers services pénitentiaires dans les prisons départementales.

64. — Après 1882, les résultats que les ministres et l'Administration supérieure escomptaient à la suite d'une réglementation plus étroite des industries pénitentiaires, ne répondirent pas à leur attente.

La question de la concurrence soulevée par le travail des prisons n'était point tranchée. Elle devait renaître du feu des discussions comme le phénix de la légende. Elle détermina par la suite, nombre de résolutions parlementaires, sollicita la plume des publicistes, passionna les pénologues, anima les Congrès, indigna la petite industrie, l'ouvrier, qui, par l'organe de ses mandataires, protesta fréquemment. A l'heure actuelle, et bien que — pour des raisons qu'il conviendra d'indiquer — cette question ait perdu de son acuité et de son importance, elle reste ouverte. Sa discussion théorique n'a point encore trouvé un terrain d'entente librement accepté où puissent se réconcilier les partis, les écoles, l'administration, les ministres des finances, et le public. A elle seule, la question de concurrence pénitentiaire met en jeu trop de principes opposés, trop d'articles de programmes politiques contraires, pour que les divers groupes qui se disputent la direction de la pensée française puissent conserver la mesure et l'impartialité nécessaires à l'invention d'une solution exacte.

Le problème de la concurrence pénitentiaire entrechoque en effet des croyances économiques différentes ; sa solution dépend en grande partie du triomphe d'une politique : l'Interventionnisme. De plus, la concurrence pénitentiaire a des aspects multiples ; elle ressemble à ces idoles grossièrement sculptées par les peuplades du centre-africain ; selon l'angle sous lequel on les considère, leur forme et leur signification se modifient.

L'homme politique, l'économiste, le sociologue, l'administrateur, le criminaliste, le publiciste, le patron, l'ouvrier, le contribuable, envisagent tous le travail des prisons — avec son corollaire, la concurrence pénitentiaire — à un point de vue spécial souvent égoïste. De la diversité de ces points de vue sont nés d'ingénieux systèmes destinés à modifier les conditions ou les conséquences du travail pénal. La plupart de ces systèmes sont morts, le budget n'ayant pu assurer leur existence. — Plus que jamais, les considérations budgétaires priment toutes les autres. — Tant que le législateur français n'a pas accordé des crédits destinés à modifier le fonctionnement des industries pénitentiaires, la question soulevée par le travail des prisons, pratiquement, dans la réalité, aux regards surtout de l'industrie libre, n'a point fait un pas.

En 1893, M. Henry Boucher réussit à faire voter un crédit de 500.000 francs. Ce fut le point de départ

d'une transformation profonde dans le régime du travail pénitentiaire. Les conséquences de cette modification furent heureuses ; elle résultait de dix années d'études, d'enquêtes, de discussions où « la question d'argent » l'avait tour à tour emporté sur la logique, la morale, la pitié et la justice. Le débat s'était engagé entre l'administration, le législateur et les représentants les plus en vue des théories d'économie sociale contemporaines.

DEUXIÈME PARTIE

Analyse du problème de la concurrence pénitentiaire.

CHAPITRE V

Discussions théoriques soulevées par le tra- vail des prisons envisagé dans ses rapports avec le travail libre.

65. — Encouragée par les affirmations et les calculs tendancieux produits sous tous les gouvernements, fortifiée par les résultats que donnaient les industries pénitentiaires telles qu'elles fonctionnaient avec la généralisation du système de l'entreprise, affectant un scepticisme tranquille depuis qu'« elle avait pu, chiffres en main », démontrer l'inexactitude de cer-

taines réclamations (1), l'Administration supérieure des prisons n'admettait pas facilement qu'il y eût « une question du travail pénitentiaire ».

En 1877, pour limiter les recherches au régime actuel, le Conseil supérieur des prisons émettait un avis, dans sa séance du 6 janvier, empreint d'un bel optimisme.

Puisque l'obligation au travail prend sa source dans le quadruple intérêt de l'amendement du condamné, le maintien de la discipline, la protection des finances publiques, et la garantie de la sécurité publique, « qu'il serait d'ailleurs contraire au principe de l'économie politique de réduire arbitrairement la production générale en supprimant le travail de la population, malheureusement trop considérable, que l'expiation maintient habituellement dans nos prisons... » (2), le Conseil supérieur des prisons considérait : 1^o l'inégalité de salaire (entre l'ouvrier libre et le détenu) « comme une compensation naturelle pour rétablir l'égalité dans les conditions du travail » ; 2^o il estimait « qu'une concurrence

1. En 1848, les tailleurs de Paris, les selliers en 1877, en 1866, les tisseurs de Limoges, s'étaient plaints de la concurrence pénitentiaire. L'Administration prouva que le nombre des détenus employés aux industries d'où partaient les réclamations était infime par rapport au nombre des ouvriers libres. La question n'était pas là.

2. Voy. *Revue générale du Droit, de la Législation et de la Jurisprudence*. Année 1877, pages 86-90.

anormale ne se rencontre pas davantage dans la quantité des produits fabriqués ».

C'était nier la « concurrence de quantité » et la « concurrence de prix » après avoir répété le *credo* de l'Ecole libérale.

Au nom du principe de la liberté du travail, le Conseil supérieur des prisons voyait dans l'exploitation de travaux industriels par les détenus, le simple usage d'un droit appartenant à l'Etat.

66. — Ce droit, au dire du Conseil supérieur, s'exerçait normalement. L'Etat ne faisait pas travailler à perte pour vendre à vil prix et il n'encombrait pas imprudemment le marché de ses produits. La différence entre les salaires de l'industrie libre et les salaires payés aux détenus lui paraissait « pleinement justifiée par la différence des situations ». Le travail libre est plus productif, plus habile et dégagé des charges inhérentes au travail des prisons : état flottant de la population ; nécessités d'un apprentissage ; sujétion aux règles disciplinaires ; obligation d'éviter le chômage et souvent de subvenir aux « dépenses diverses » de la prison.....

L'écart entre les salaires se justifiait donc ; de plus, il était soigneusement déterminé, réglé, par les arrêtés et décrets des 20 avril 1844, 25 février et 1^{er} mars 1852 obligeant l'administration à prendre l'avis des Chambres de commerce « défenseurs éclairés de l'industrie libre ».

Les tarifs, révisables tous les ans, permettaient de faire « sans cesse droit aux réclamations ». Le Conseil supérieur contestait que la vente des produits fabriqués ait lieu « habituellement » à des prix inférieurs à ceux demandés par l'industrie libre.

Le Conseil concluait, dans ces conditions, à l'impossibilité d'une concurrence *anormale* de prix.

67. — La quantité des produits fabriqués ne constituait pas davantage une concurrence *anormale* de production, car le travail n'était organisé que dans les maisons centrales et les prisons de quelques grandes villes. D'ailleurs, l'emprisonnement ne changeait presque rien aux conditions générales de la production : « parmi les détenus, un grand nombre eût été employé à l'état libre par l'industrie privée ; » la variété des travaux était une nouvelle garantie contre la concurrence dont les effets étaient encore atténués par la situation des maisons centrales placées presque toutes en dehors des grands centres de production ; l'administration surveillait les effectifs des ateliers ; dans la plupart des maisons de correction, il n'y avait pas, à proprement parler, de métiers industriels ; là, les travaux avaient le caractère de « simples occupations manuelles ».

Par suite de cet ensemble de précautions « les plaintes sincères, fondées sur des faits appréciables, — concluait le Conseil supérieur des prisons — ont

été fort rares et n'ont jamais donné lieu à de sérieuses difficultés ».

Dix ans plus tard, l'opinion du conseil des prisons s'était peu modifiée (1). Après avoir insisté sur l'obligation absolue de fournir du travail aux détenus et la nécessité d'un travail productif sous des formes variées, le conseil estimait qu'il suffisait (2) « pour empêcher la concurrence de devenir abusive » ; 1^o de surveiller la répartition des détenus dans les divers ateliers ; 2^o d'éviter qu'un « système de protection, de privilège ou même de *monopole* » soit institué au profit des entrepreneurs, fabricants, confectionnaires grâce aux « avantages résultant des salaires et des prix de main d'œuvre, combinés avec les profits et les charges ».

68. — Au Congrès de Saint-Pétersbourg, par deux fois, le Directeur de l'Administration pénitentiaire en France, M. Louis Herbette, exprima son avis sur la concurrence pénitentiaire (3) : « Dans l'organisation des travaux pénitentiaires, et particulièrement dans le système en régie, il est désirable que les avantages de la main-d'œuvre pénitentiaire soient réservés à l'Etat, et l'on peut émet-

1. Voy. Note sur les questions intéressant le travail des détenus. Conseil supérieur des prisons, 2^e session de 1888. Melun. *Documents pénitentiaires*, 2^e semestre 1888. N^o 2.

2. Le Conseil supérieur espérait beaucoup de l'arrêté si minutieux du 15 avril 1882,

3. Voy. Actes du Congrès. Volume III, p. 53 et 201 à 207.

tre le vœu que l'Etat soit, en conséquence, dans la mesure du possible, à la fois producteur et consommateur des objets confectionnés par la main-d'œuvre pénale ». Il reproduisit sur la fixation des effectifs, le choix, la variété, le remplacement des industries, la détermination des salaires et des tarifs, les idées exprimées par le Conseil supérieur en 1877 et en 1888. Mais l'utilisation de la main-d'œuvre des détenus « aux besoins mêmes de la vie des détenus et du fonctionnement des prisons » — voire la consommation par d'autres services publics des objets confectionnés par la main-d'œuvre pénale — était une idée nouvelle, nouvelle comme l'opinion de M. Louis Herbette en matière de régie (1).

69. — En 1901, l'Inspecteur général des prisons, M. Charles Brunot, à la séance de la Société générale des prisons du 22 mai (2), s'exprimait ainsi dans son rapport sur le travail dans les prisons : «... Si le contribuable est nombreux, il est patient et timide... Il en est tout autrement d'une autre catégorie de tiers, aussi bruyante que peu nombreuse, je veux parler des producteurs qui se prétendent concurrencés par le travail des prisons... qu'il y ait concurrence cela n'est pas niable, tout travail fait concurrence à un travail similaire. Mais on peut affirmer que la

1. *Actes du Congrès de Rome*, 1885. Tome I, p. 439.

2. *Bulletin de la Société. Revue pénitentiaire*, 1901. Tome 25, p. 937 et seq.

concurrence pénitentiaire est presque toujours négligeable... »

A l'appui de cette affirmation, M. Ch. Brunot cite le mot de Cavour (1) ; — l'exemple d'industriels occupant dans la vie libre plus de 30.000 ouvriers entreprenant une campagne contre la concurrence de moins de 50 détenus ! — la remarque de Maurice Block (2)... — Ces arguments ne sauraient conduire à une solution exacte. Ils entretiennent le malentendu sur lequel ont si souvent reposé les discussions soulevées par le travail des prisons; ils propagent l'erreur en empêchant de bien poser la question de la concurrence pénitentiaire.

70. — Il ne s'agit pas de savoir si la population délinquante employée à des travaux industriels représente $1/2$ pour 100 de la population industrielle libre de France; il importerait même peu que le rabais consenti aux entrepreneurs trouvât sa justification. La véritable question est celle-ci : *Oui ou non, les*

1. « Le condamné avant son incarcération était ou eût dû être un ouvrier travaillant comme tout le monde. Si on l'enferme, sa concurrence en tant qu'ouvrier libre disparaît et est remplacée par la concurrence qu'il fait comme ouvrier détenu et c'est tout ».

2. «... Les hommes politiques qui s'élèvent le plus contre la concurrence restreinte de nos 30.000 détenus sont quelquefois ceux-là mêmes qui réclament la suppression des armées permanentes et appellent ainsi la concurrence formidable de 500.000 hommes ».

conditions dans lesquelles fonctionnent nos ateliers pénitentiaires sont-elles susceptibles d'influencer le marché économique, ne présentent-elles rien d'anormal ? (1)

Seule l'économie politique permet de donner à cette question la solution qu'elle comporte, car il est indispensable que l'on fasse appel à la théorie de la valeur, spécialement à la théorie de l'établissement du prix.

71. — A vouloir ramener le problème de la concurrence pénitentiaire, à la boutade, au paradoxe facile de Cavour, on abaisse la question ; on en fait un jeu de mots ridicule. Que l'on ne vienne pas dire que seul l'habitat du travailleur a changé ; que de la modeste chambre qu'il occupait à un cinquième, avant son emprisonnement, l'ouvrier est passé dans un atelier pénitentiaire ou dans une cellule ! L'emprisonnement n'entraîne pas un simple changement de local industriel ou de centre de production ; il y a création d'agent productif, en même temps que bouleversement du marché.

Antérieurement à leur incarcération, les détenus employés à tel travail, dans telle maison centrale,

1. Voy. Berthélemy. *Revue pénitentiaire*. 1901, p. 974.

Gustave Rouanet. *Revue Socialiste*, 1888, p. 11.

Discours Dupuy, 26 février 1888.

D'Haussonville. « *Les Etablissements pénitentiaires en France et aux Colonies*, p. 241.

n'étaient point tous fixés dans la ville, dans la région, où se trouve l'établissement pénitentiaire qui les renferme aujourd'hui ; le nombre des ouvriers n'est donc pas resté constant. De plus, dans la libre vie privée la grande majorité des individus devenus des condamnés astreints au travail, n'exerçaient pas le métier qu'on leur donne, qu'on leur impose souvent, en prison ; combien appartenaient à cette triste catégorie sociale qui vit d'expédients et profite de la prostitution ?

Quand l'Administration, d'accord en cela avec l'Ecole libérale, vient affirmer que l'emprisonnement n'entraîne qu'un « déplacement », qu'une transformation de travail, non une « création » elle s'abuse ; elle oublie aussi qu'une fraction importante des condamnés sort des classes rurales ; du jour au lendemain, elle s'efforce à transformer ces mauvais laboureurs en ouvriers chaisiers, brossiers, menuisiers, etc... Et non seulement elle improvise des menuisiers, des brossiers, des chaisiers, mais encore, favorisée par les règles de la procédure et les lois du domicile, il lui arrive de concentrer dans un même lieu, de réunir dans une seule maison centrale des individus venant de départements différents. D'importants centres de production peuvent ainsi être créés, brusquement. *Les conditions locales de travail* (1), selon la très heureuse expression

1. G. Rouanet. *Revue Socialiste*. Janvier 1888. *Le Travail des prisons*, p. 11 et seq.

de M. G. Rouanet, se trouvent changées. Des produits identiques à ceux que l'industrie locale fabriquait à des conditions moins avantageuses que celles qui sont réservées à l'entrepreneur pénitentiaire, peuvent arriver sur le marché et l'écraser.

72.— Pour que la concurrence de production et la concurrence de prix soient véritablement insensibles, pour qu'en présence des industries pénitentiaires on puisse esquisser le sourire et le geste du traditionnel « laisser-faire », il faudrait que, vis-à-vis de tous, partout, toujours, pour tout, les forces économiques demeurent en équilibre constant. Le jeu eurythmique de la loi de l'offre et de la demande — sur lequel l'Administration et l'Ecole libérale ont toujours fondé d'injustifiables espoirs — ne saurait pourvoir à tous les besoins de la vie économique. La loi de l'offre et de la demande est impuissante à faire de la production une harmonieuse répartition. Elle n'assure pas davantage une détermination rationnelle des prix, car *le marché économique n'est pas un*; il n'y a pas adaptation parfaite, immédiate, entre l'offre et la demande.

Il y a des écarts forcés entre l'offre et la demande; quelque tendance qu'ait le marché à devenir en quelque sorte unique, c'est-à-dire mondial, la compensation entre les offres et les demandes ne s'effectue point avec une rigueur automatique et immédiate. Des à-coups se produisent, entraînant des perturba-

tions profondes, durables. La loi de l'offre et de la demande aide à l'établissement des prix ; elle ne les fixe pas ; d'autres facteurs interviennent, à son insu, pour modifier la valeur, quand il s'agit d'objets susceptibles d'une reproduction illimitée ; c'est : la constance des besoins dans un état donné de civilisation ; la possibilité quasi permanente qu'ont la plupart des individus de les satisfaire ; c'est l'habitude à laquelle, inconsciemment, obéissent, consommateur et producteur ; c'est le coût de production...

73. — Le coût de production représente la somme des valeurs en richesses matérielles (ou immatérielles) dépensées pour produire la chose offerte, le bien économique.

Il tend à régulariser la valeur, en ce sens qu'il indique une limite de prix de vente au-dessous de laquelle tout profit disparaîtrait ; théoriquement, on ne produit que lorsque l'écart entre le prix de revient et le prix de vente est suffisant pour assurer un bénéfice appréciable.

Or, on sait que, pour un même produit, on a des coûts de production différents (1). Un exemple : on fabrique des lits et des meubles en fer à la maison centrale de Poissy ; à Paris la maison X ; à Boulo-

1. Vilfredo Pareto. *Cours d'économie politique professé à l'Université de Lausanne*. Tome I, page 44 et seq. (Paris, Pichon).

gne la Société Y et C^{ie} fabriquent des meubles identiques à des conditions différentes.

Si ces meubles arrivent sur un même marché, le coût de production a une importance capitale ; le producteur le plus favorisé, celui qui représente le *coût de production minimum*, peut rester seul maître du marché car, il peut vendre à un prix moins élevé que les concurrents ; pour cela, il suffit de supposer qu'à *lui seul*, il puisse satisfaire à *toutes* les demandes.

Le rabais qui est consenti à l'entrepreneur de Poissy n'autorise-t-il pas à supposer que Paris et Boulogne lutteront difficilement ? L'entrepreneur de Poissy payant aux détenus des salaires beaucoup plus faibles que dans l'industrie libre, se voit, de ce fait, concéder une sorte de monopole pour la vente du meuble en fer. S'il a un outillage perfectionné, s'il suffit à toutes les demandes, les fabricants de Paris et de Boulogne devront ou vendre à un prix peu rémunérateur — peut être à perte —, ou réduire leurs frais généraux en abaissant les salaires de leurs ouvriers ; ou abandonner le marché. Dans tous les cas, la lutte aura été désastreuse et la concurrence pénitenciaire évidente et meurtrière.

Les écarts constatés entre les salaires des ouvriers libres et des détenus, ne sont pas faits pour calmer les appréhensions des travailleurs.

En 1891-93 on évaluait à 3 fr. 90 les salaires payés dans l'industrie libre pour l'ensemble des hommes ; à

2 fr. 15 pour les femmes. Dans les maisons centrales, à la même époque, les salaires des détenus atteignaient 1 fr. 90 ; ceux des femmes 0,895.

74. — On se souvient que le coût de production *minimum* n'assure au fabricant un avantage décisif qu'autant qu'il parvient à satisfaire à toutes les demandes ; plus ses ouvriers seront nombreux, plus sa production sera intense, plus il aura de chances de concurrencer victorieusement les fabricants d'objets similaires.

S'il s'agit d'un atelier pénitentiaire, plus le nombre de détenus employés à une même industrie sera important, plus l'industrie similaire, libre, sera menacée ; elle ne pourra lutter avec quelque chance de succès qu'en réduisant ses frais généraux — à moins que la consommation n'augmente. — Dans cet ordre d'idées, l'exemple des vanniers est typique.

Après 1870, ne voulant plus recourir à l'Allemagne, nos fabricants de vannerie (1) pour répondre à la consommation entière du pays — le nombre des ouvriers croissant lentement — durent utiliser la main-d'œuvre pénitentiaire ; 1250 détenus (2) vin-

1. *Le travail dans les prisons et l'Industrie de la vannerie en France*, 1 broch. Vervins. Imprimerie du *Libéral* (Biblio. Musée Social).

Voy. Sur la même question. *Revue pénitentiaire*, 1898, p. 1330.

2. Sans compter 400 prisonniers militaires.

rent ainsi s'ajouter aux 5000 ouvriers libres qu'occupait la vannerie fine. En 1863, la production dépassa la consommation, et pour citer textuellement les termes de la brochure de l'époque « la situation s'aggrava au point qu'il n'y eut plus de discussion de prix entre l'ouvrier producteur et le commerçant acheteur (1). »

Les dangers que présentent les effectifs pénitentiaires importants se sont manifestés dans d'autres industries.

En 1896, 292 détenus étaient occupés à la fabrication des corsets, alors qu'on ne comptait dans cette branche de l'Industrie libre que 972 ouvriers.

236 femmes détenues étaient occupées à la confection des faux-cols, contre 531 ouvrières libres.

Les mêmes troubles se produiraient avec des industries plus importantes que celle de la vannerie, du corset ou du faux-col. Il suffit qu'il y ait, à un moment donné et malgré la prévoyance administrative, concentration sur le marché des produits pénitentiaires.

L'hypothèse sera d'autant plus vraisemblable que les détenus seront employés à la fabrication d'objets identiques à ceux que l'on produit et consomme dans la localité. Les frais divers qui frappent les produits

1. Créant un précédent peut-être dangereux, le Parlement fit supprimer, dans les établissements pénitentiaires, l'industrie de la vannerie fine (après la constitution d'un groupe sous la présidence de M. Denécheau).

des prisons, quand on les déplace, ne viennent pas rétablir — du moins en partie — l'équilibre rompu en faveur de l'industrie pénitentiaire.

75. — Le fléchissement des prix de vente et des salaires dû à la concurrence faite à l'industrie libre par la main-d'œuvre pénale est d'autant plus redoutable qu'il peut se prolonger indéfiniment. Du fait seul, que des prix et des salaires réduits, pour une industrie donnée, ont été payés à une époque et en un lieu déterminés, la *coutume* intervient, et, du précédent créé (1), de la baisse constatée, elle tire un argument en faveur du maintien des prix les plus bas

76. — La coutume est, ici, fort activement servie par l'existence des tarifs de main-d'œuvre. Ils comportent — a-t-on vu — un rabais en faveur de l'entrepreneur. Non-seulement ce rabais permet à l'entrepreneur de livrer des produits à plus bas prix que l'industrie libre, mais encore les salaires payés aux détenus — salaires inférieurs à ceux que reçoivent les ouvriers libres — étant mentionnés dans des pièces officielles, jouent le rôle des séries de prix.

De véritables barèmes sont ainsi créés. Le patron peut en faire usage vis-à-vis de ses ouvriers : « On donne 1 fr. 50 aux prisonniers pour tel travail, je vous embauche aux mêmes conditions pour un travail

1. Voy. Villey. *La question des salaires.*

identique ; si vous n'acceptez pas je m'adresserai à la prison ».

77. — La menace du patron a quelque efficacité, car une entente peut intervenir entre lui et l'entrepreneur pénitentiaire ; il peut même arriver à le remplacer ; ce jour-là il ne reste plus à l'ouvrier qu'à changer de métier, de « pays » ou à capituler.

78. — Jusqu'ici, on découvre malaisément les raisons de l'optimisme qu'afficha si volontiers, autrefois, l'Administration. Selon elle, le simple jeu de la loi de l'offre et de la demande devait engendrer une suffisante harmonie économique. La libre concurrence était le régulateur providentiel du « circulus » économique ; une incessante circulation automatique fonctionnait au mieux des besoins et des intérêts. Il semblait inutile de rompre avec le passé.

L'Etat n'avait qu'à s'abstenir de toute intervention ; aussi bien le personnel de l'Administration pénitentiaire était-il fort peu impatient de se voir assigner une rôle industriel et commercial ; ces fonctions « peu compatibles avec les intérêts du service » eussent entraîné, par surcroît, des charges et des responsabilités nouvelles...

Les théories de l'Ecole classique cadraient trop bien avec les plus chers désirs des agents de l'Administration pénitentiaire, pour qu'elle ne devinssent pas celles de la majorité des administrateurs...

L'on est tenté de rapprocher les réponses des Eco-

nomistes à la question soulevée par le travail des prisons, des allégations de l'Administration.

Elles sont le reflet des mêmes principes et des mêmes croyances. Leur ressemblance est telle que l'on est tenté de leur attribuer une commune origine.

L'*Economiste Français* du 9 janvier 1886 (1), dans le compte-rendu de la séance du samedi, reproduit en ces termes l'opinion de M. Gary sur « la concurrence désastreuse que le travail des prisons peut faire au travail libre... »

1^o M. Gary estime que la condamnation à l'emprisonnement » ne crée pas une nouvelle catégorie de producteurs » : il n'y a qu'un « déplacement » de main-d'œuvre.

2^o Le taux des salaires « est arrêté contradictoirement avec l'industrie libre » ; elle peut donc se défendre. Si les salaires attribués aux détenus sont toujours inférieurs à ceux des ouvriers libres, la raison en est simple : « les frais généraux sont beaucoup plus élevés pour le travail libre ». A cela, il faut ajouter l'inhabileté, l'inexpérience, la paresse, le mauvais vouloir des prisonniers (2) ; les frais du personnel chargé de la surveillance et de la comptabilité ; l'obligation de ne pas laisser les détenus inoccupés sous peine d'indemnité de chômage à payer au Gouvernement.

1. Voy. Année 1886, 1^{re} partie, p. 40-41.

2. Voy. *Supra*, p. 80, en note.

... « En définitive, la concurrence est une quantité négligeable ; les quatorze maisons centrales d'hommes — (M. Gary oublie les maisons centrales de femmes auxquelles on pourrait ajouter les prisons départementales, les établissements pour jeunes détenus, les vingt-six prisons militaires de France et d'Algérie ; les cinq pénitenciers ; les deux ateliers de travaux publics ; et l'établissement mixte de Tunisie) (1) — représentent 8,481 occupés, répartis en quarante-sept industries différentes, soit moins de 200 individus pour chaque industrie. » M. Gary termine ainsi : « Tout au plus se présente-t-il de temps à autre des cas particuliers pouvant donner lieu à des réclamations fondées. Ainsi, dernièrement à Poissy un rabais de 50 o/o sur les salaires ayant été accordé pour la confection des meubles en fer, les fabricants libres se sont plaints. Le rabais sera probablement réduit à 30 o/o ».

1. *Sur les établissements pénitentiaires militaires*, voy. : *Jurisprudence militaire* de Dislère, tome I ; — *La Justice militaire en Europe*, de J. Gran. — Extraits du *Bulletin officiel du ministère de la Guerre* : N° 57 (Règlement sur les établissements pénitenriaires). Décret, instruction, annexes, spécialement les articles 177-180 ; 190 ; 197-206 ; 219 ; 231-2 ; 240 ; 252, relatifs à l'installation, au fonctionnement des ateliers de travail, à la passation des marchés, à l'emploi des prisonniers sur les chantiers extérieurs, etc... Librairie H. Ch. Lavauzelle.

— La *constatation directe des faits*, avait conduit le ministre à ce rabais de 50 o/o....

79. — A la même séance, M. Limousin déclara qu'« il suffit qu'un article soit produit au rabais, même en faible quantité, pour que le marché s'en ressente et que le prix s'abaisse... » Non seulement on ne voulut pas l'entendre, mais, dans le compte rendu de la séance, M. Arthur Mangin s'exprima avec des réticences surprenantes : « M. Limousin *essaye* de prouver *mais sans beaucoup d'entrain* et, on serait tenté de le croire, *sans beaucoup de conviction*, que le travail des détenus fait vraiment, etc... »

80. — Les idées émises par les membres de la Société générale des prisons, dans les congrès internationaux (1), les séances tenues à Paris (2), le Bulletin de la Société (3), sont généralement empreintes du

1. Actes congrès Saint-Petersbourg, volume III, p. 70-74, 208-216.

2. Notamment le 22 mai 1901. *Revue pénitentiaire*, 1901, page 936-975 et 1097-1129.

3. Voy. Année 1878, p. 990.

1881, p. 699.

1883, p. 603 à 614-811.

1890, p. 360-367.

1891, p. 1123 et seq.

1892, p. 715.

Voyez aussi Vis Budget. Compte-Rendu Congrès. Industrie privée. Main-d'œuvre pénale. Prisons. Rattachement de l'Administration des prisons au ministère de la Justice. Régie. Régime. Statistique. Système. Travail, etc...

même esprit libéral ; nous voulons dire qu'à Paris, la grande majorité des membres de cette très importante société paraît fort attachée aux doctrines de l'école classique.

La séduction qu'exercent sur les meilleurs esprits les théories qui revêtent une apparence de simplicité, mathématique ; la moindre importance du problème de la concurrence pénitentiaire depuis la réduction des effectifs qu'entraînèrent les lois des :

27 mai 1885 sur la relégation ;

14 août 1885 sur la libération conditionnelle ;

26 mars 1891 autorisant le sursis pour l'exécution de la première peine ;

15 novembre 1892 relative à l'imputation de la prison préventive sur l'exécution de la peine ;

8 décembre 1897 qui devrait avoir pour effet de supprimer, ou du moins de diminuer les longueurs de la prison préventive ;

la diversité des tâches que la société des prisons s'est imposée et, jusqu'à la possibilité qu'eurent ses membres d'apprécier les motifs qui dictèrent certaines attitudes parlementaires, sont des considérations qui durent pousser la société des prisons à faire un accueil empressé aux idées orthodoxes.

M. A. Rivière, qui représenta fréquemment et avec autorité la société des prisons, professe sur la concurrence pénitentiaire la plupart des croyances chères aux économistes. Lui, a du moins entre autres méri-

tes, celui de ne se point contenter de la formule du « laisser faire » et, d'être un partisan résolu, de la première heure, du système de la régie.

81. — Il ne convient peut-être pas de s'exagérer l'importance de l'opinion de la Société générale des prisons, en matière de concurrence pénale. Par son recrutement et le but qu'elle s'est assigné, la Société générale des prisons est appelée à s'occuper de philosophie pénale et d'expériences pénitentiaires plutôt que de problèmes d'économie politique. On serait donc mal venu vis-à-vis d'elle à laisser percer quelque surprise devant son absence de préoccupations d'ordre économique.

Sachons lui gré d'avoir été le précieux laboratoire où s'analysent des expériences sociales urgentes mais difficiles.

Si la Société générale des prisons n'a pas toujours reconnu à la concurrence pénitentiaire l'importance qu'elle a eue en réalité, elle a étudié d'une façon si approfondie la question du travail pénal, que c'est à elle qu'il faut recourir de préférence lorsque l'on veut apprécier les difficultés rencontrées, les remèdes existants et les réformes proposées pour atténuer les graves conséquences de la concurrence pénitentiaire.

CHAPITRE VI

Essais de résolution du problème de la concurrence pénitentiaire.

82. — L'importance plus ou moins grande que l'on accorde aux *travaux industriels* est susceptible de modifier, dans une large mesure, le problème économique soulevé par l'emploi de la main-d'œuvre pénale.

α. On peut : imposer au détenu un travail purement pénal, mécanique, inutilisable, n'entraînant aucune concurrence possible ;

β. Occuper le condamné à un travail industriel vraiment productif, dans des ateliers pénitentiaires perfectionnés ;

γ. Astreindre le prisonnier à un travail qui, par sa nature ou son mode d'exploitation, ne créera pas une concurrence meurtrière pour l'industrie libre.

Le *hard-labour* de première classe (*tread mill, crank, shot drill*) fournit un parfait exemple de travail purement pénal. C'est le travail à vide, dérisoire, barbare, sans aucun des caractères essentiels du sain labeur ; incapable d'intéresser le détenu, de le moraliser en le consolant, d'aider à son relèvement ; inutilisable en France, puisque l'Etat n'accorde pas au détenu un régime alimentaire suffisant ; Seul un travail utile, payé, permet au prisonnier de prendre à la cantine le supplément de nourriture indispensable à la réparation de ses forces.

L'organisation de travaux industriels perfectionnés entraîne la création d'ateliers si importants, que la prison devient moins un lieu de détention, un établissement de correction, d'amendement, un dispensaire pour les coupables, qu'une usine, qu'une manufacture dont les produits mal payés avilissent les salaires, font, en un mot, à l'industrie libre une concurrence directe et redoutable.

L'idéal auquel peut légitimement tendre chaque nation, consiste à vouloir concilier l'absence de concurrence abusive avec l'assujétissement du condamné à un travail utile.

Il serait téméraire de tirer argument de ce qui se fait à l'Etranger, pour conseiller, imposer à la France les mesures prises par ses voisins dans le but de protéger leur industrie libre... On ne laisse pour-

tant pas que d'être impressionné par les exemples fournis par certaines législations (1).

83. — Une première constatation s'impose : aucun Etat n'a sérieusement songé à supprimer la concurrence pénitentiaire en n'employant la main-d'œuvre pénale qu'à des travaux improductifs. En général, les nations civilisées se sont bornées à restreindre la concurrence dont souffre l'industrie libre. Leurs efforts ont spécialement porté sur le choix des travaux réservés aux condamnés ; le mode d'organisation et d'exploitation des industries ; l'écoulement des produits pénitentiaires.

La Suisse, l'Italie, l'Angleterre, l'Autriche, la Russie, ont donné une place importante, dans leur système répressif, aux *travaux extérieurs* (agricoles et d'utilité publique).

Dans la plupart des Etats européens : *Italie ; Suisse ; Belgique et Hollande ; Grand Duché de Bade et Bavière ; Autriche et Prusse ; Croatie et Hongrie ; Suède et Norvège ; Angleterre, Ecosse, Irlande*, on s'efforce à supprimer la concurrence de prix par le système de la *régie* et la *consommation* des produits

1. Voy. R. Roux, *op. cit.* p. 178 et *seq.*

Voy. *Actes du Congrès pénitentiaire international de Rome*, page 288 et *seq.* (tome I).

Voy. *Actes du Congrès pénitentiaire international de Saint-Petersbourg*. Tome III, p. 62 et *seq.*

des prisons par *l'Etat* ou les grandes administrations publiques.

En *Hongrie* on préconise *l'exportation* des objets ouvrés par les condamnés.

Les Etats de l'Allemagne font une prudente *répartition de leurs prisons* afin d'éviter les effets de la concentration industrielle.

L'administration introduit dans les industries le plus de *variété* possible, et elle donne la préférence aux *semi-fabrics*, c'est-à-dire aux produits qui, avant d'être utilisables par le public, exigent un parachèvement réservé aux ouvriers libres.

Lorsque, dans le *Grand-duché de Bade*, on veut livrer au public les produits pénitentiaires, on a soin de les *répartir sur plusieurs marchés*, on en *cache la provenance* et on les *vend au prix courant*.

On recommande, dans les *Pays-Bas*, l'introduction d'*industries étrangères au pays*. Ce sont les pauvres qui bénéficient des objets manufacturés dans les prisons; on ne vend pas les produits pénitentiaires.

Plusieurs *Etats d'Amérique* emploient la régie et consomment les produits pénitentiaires. La loi de New-York (13 mai 1897) exige l'obtention d'une *licence spéciale* pour la mise en vente de ces produits. Dans le Massachussets la loi du 7 avril 1897 a déterminé le *nombre des détenus à employer* dans chaque industrie. Dans tout établissement pénitentiaire renfermant plus de 100 détenus on ne doit pas,

en principe, employer à une même industrie plus de 30 o/o de la population.

Une autre loi du 14 avril ordonne que les détenus soient employés à la fabrication d'objets destinés aux prisons et aux autres services publics ; toutes les fois qu'une fourniture de ces objets est nécessaire pour un service public, celui-ci transmet la demande aux directeurs des prisons. Le prix des pièces est établi par un bureau spécial composé de trois fonctionnaires désignés. Le remboursement se fait par attribution sur les sommes allouées par l'Etat aux établissements qui ont reçu les pièces (1).

84. — L'opportunité et l'efficacité des mesures prises dans la plupart des Etats civilisés, en faveur de l'ouvrier honnête, sont difficiles à apprécier.

Au cas même où chaque gouvernement fournirait sur le fonctionnement de ses industries pénitenciaires des renseignements exacts et, en quelque manière, désintéressés, il ne conviendrait point toujours de faire état, en France, des remèdes préconisés à l'Etranger. La nature et le siège des industries, le genre de propriété et de culture, le degré de richesse de la métropole, l'éloignement et l'importance de ses colonies, le développement de ses voies de commu-

1. *Annuaire de Législation étrangère*, année 1898, p. 65 et 845.

Voy. aussi la loi du 22 avril relative à l'emploi des détenus pour la fabrication des matériaux destinés aux routes (Ch. 365).

nication, la densité de sa population, l'origine des délinquants, l'esprit des lois, l'orientation des idées, peuvent obliger la France à donner au problème pénitentiaire une solution particulière. Une hâtive extension à notre pays, d'une réglementation pénitentiaire spéciale à telle nation voisine, ne serait, sans doute, pas exempte de dangers.

85. — En France, de nombreuses propositions ont été faites par le législateur et les publicistes pour garantir l'industrie libre contre la concurrence des prisons. Il n'en est jamais résulté une *réglementation pratique* satisfaisante.

L'hostilité des partis, la divergence des doctrines, ne sont pas les seuls obstacles qui se soient opposés à la solution du problème économique soulevé par le travail pénal.

Les meilleures volontés, les esprits les plus entreprenants et les plus perspicaces se heurtèrent d'abord, à une question de personnel; ensuite, à des difficultés d'ordre pénitentiaire, financier, économique.

On a souvent prétendu que les services pénitentiaires fonctionnaient mal, parce qu'ils dépendaient d'un ministère absorbé par des préoccupations d'ordre exclusivement politique.

Un écrit imprimé en 1844, dont l'auteur était — au dire de Moreau Christophe (1) — le sous-chef au cabi-

1. *Code des prisons*, tome I, page 34.

net du Garde des sceaux, avait déjà revendiqué pour la Magistrature une autorité souveraine dans toutes les prisons.

La prétention avait paru « monstrueuse » à Moreau Christophe.

De nos jours, peut-être par suite d'une certaine activité déployée au sein du département de l'Intérieur, la « prétention » a été émise à nouveau et, étayée de raisons nombreuses, elle a mis en péril la loi du 10 vendémiaire an IV (2 octobre 1795) qui, dans son article 4, dispose que : « Le ministre de l'Intérieur adans ses attributions ... les prisons, maisons d'arrêt, de justice et de réclusion, etc... » (1).

En 1899, M. Pauliat, au Sénat, défendit énergiquement la cause du *rattachement des services pénitentiaires au ministère de la Justice*. Du rattachement, il fit dépendre la délicate question du travail dans les prisons et de la concurrence qu'il fait au travail libre (2).

1. L'Assemblée Nationale avait posé le principe de la séparation des pouvoirs. C'est pourquoi le décret du 22 décembre-janvier 1790 plaça les établissements pénitentiaires dans les attributions des corps administratifs.

Pour l'historique voy. ds. *Revue pénitentiaire*. Année 1898, p. 120, la note remise au garde des sceaux le 21 juin 1897. Voy. Ann. 1878, p. 694; 1899, p. 965; 1900, p. 365 et 549.

2. *Revue pénitentiaire*. Ann. 1899, p. 830.

Sur cette question du rattachement voy. journal *Le Droit*,

L'éloquent plaidoyer de M. Pauliat eut le sort de la note rédigée le 21 juin par M. Béranger ; il ne fut suivi d'aucun effet.

Au point de vue du bénéfice qu'en retirerait, à l'heure actuelle, l'industrie libre, il est permis d'émettre des doutes sur l'efficacité du rattachement des services pénitentiaires à la Justice ; les préoccupations politiques y sont-elles moins vives et moins absorbantes qu'à l'Intérieur ?

86. — Laisser à la peine son caractère éducateur et intimidant, employer le détenu à un travail productif, appliquer le système cellulaire (loi du 5 juin 1875) et ne point faire au travail libre une concurrence abusive, telles étaient les principales difficultés d'ordre strictement pénitentiaire qu'il fallait vaincre, pour donner une solution élégante au problème de la concurrence.

87. — A ces difficultés s'ajoutaient et se mêlaient les embarras financiers résultant des frais d'entretien de

Numéro des lundi et mardi 28-29 janvier 1878, article de M. Desportes.

Voy. thèse doctorat (Toulouse, librairie Rivière, 1900) Joseph Magnol : *De l'administration pénitentiaire dans ses rapports avec l'autorité judiciaire et de son rattachement au ministère de la Justice* (125 pages).

Pascaud. « *Rattachement des services pénit. au Minist. de la Justice* » dans *Recueil de l'A. des sc. mo. et pol.*, 1900. Tome 154, p. 218.

De Harambure. *Le régime pénitentiaire.*

surveillance, etc... des détenus ; on ne pouvait espérer diminuer ces dépenses que par un travail intensif et bien organisé ; pour cela, des locaux judicieusement aménagés, un outillage perfectionné, coûteux, un personnel nombreux chez qui les seules préoccupations de bénéfices à réaliser ne l'emporteraient pas, étaient nécessaires.

Il fallait enfin trouver une organisation du travail qui empêchât le renouvellement des réclamations de l'industrie libre.

La question parut séduire par sa complexité même ; elle fut mise à l'étude dans les parlements, les congrès, les sociétés savantes ; on sollicita l'avis des magistrats et des publicistes. La question de la concurrence pénitentiaire devint en un sens une « question classique » et, par l'intérêt qu'elle souleva, l'importance qu'elle prit, elle prouva son « existence » péremptoirement, quoiqu'en ait dit l'Administration (voy. page 96 et seq).

88. — Le législateur ne se contenta point de la minutieuse réglementation du travail des prisons, édictée par les divers cahiers des charges, les ordonnances, les arrêtés et les décrets (1) ; il fit des enquêtes (2), voulut

1. Voy. *supra*, p. 78 ; 87 ; 89.

2. *Enquête parlementaire sur le régime des établissements pénitentiaires*. Rapport d'Haussonville, 6 vol. in-4^o, 1875-76.

des améliorations (1), vota des crédits (2), réalisa des réformes.

Depuis 1884, presque à chaque discussion du budget de l'Intérieur, la Chambre a été saisie de quelque projet de loi intéressant le travail des prisons.

Ces propositions parlementaires fort nombreuses, parfois empreintes de trop d'imagination, ou de préoccupations locales exagérées, ont fait l'objet de travaux assez consciencieux pour qu'il soit inutile de les analyser en détail ici (3).

Toute tentative de classification de ces propositions risque de paraître arbitraire ; elles répondent à des fins différentes : Les unes semblent vouloir remédier plus particulièrement à la concurrence de quantité ; d'autres, à la concurrence de prix ; certai-

1. En 1876 M. Guichard demande à la Chambre la mise en régie des maisons centrales.

En 1878 M. Martin Nadaud critique l'entreprise et regrette l'abrogation de la loi de 1849.

Proposition Dupuy, 1887 (régie).

Critiques Millerand et Leygues, 1888 et 1889.

2. En 1893 vote d'un crédit de 500.000 francs pour l'application du système de la régie.

3. Voy. Roger Roux. *Le travail dans les prisons et en particulier dans les maisons centrales* (Paris, Rousseau, 1901), page 133-140, 158-178 (thèse).

Léon Barthès, *op. cit.*, p. 183-190 (thèse).

Lucien Berthet (thèse). *Le travail dans les prisons* (Grenoble 1903. Imprimerie des arts graphiques. L. Reynaud), page 95-129.

nes désireraient éviter la concurrence sous ces deux formes.

Nombre de ces propositions trahissent encore les préoccupations de partis et d'écoles ; on ne s'était point mis d'accord sur l'existence de la concurrence pénitenciaire, on ne s'entend pas davantage sur le choix des remèdes qui garantiraient l'industrie libre. Là encore, on pose mal le problème. *Il ne consiste pas à trouver une solution supprimant toute concurrence.* Il suffit, au moins en l'état actuel de notre organisation sociale, avec nos mœurs et nos lois, d'éviter une concurrence illégitime, exorbitante du droit commun. — Nous n'entendons point dire par là, que l'on ne puisse, que l'on ne doive appeler de ses vœux les plus ardents et hâter, par la loi meilleure, l'avènement d'un régime économique moins imparfait, plus rapproché de l'idéal de la solidarité, de la justice.

Les projets déposés au Parlement ou discutés dans les sociétés d'études, reproduisent souvent les idées émises et les remèdes employés à l'étranger.

Comme ses voisins, la France ne songe pas à supprimer la concurrence pénitenciaire en employant ses détenus à des travaux inutiles. D'ailleurs, ses charges budgétaires lui interdiraient de recourir à ce procédé simpliste autant que barbare.

Par contre, et à raison même des difficultés grandissantes qu'elle éprouve à équilibrer son budget,

elle a une tendance à transformer en *manufactures* ses établissements pénitentiaires... Le but de la pénalité, la réforme du délinquant, risque ainsi de passer au second plan. Quant à la concurrence, elle ne pourrait que s'accroître si diverses lois (1) n'avaient entraîné une diminution considérable des effectifs des maisons centrales et des prisons.

89. — Le législateur français s'est contenté, pour des raisons financières, morales et politiques — qui ne sauraient trouver place dans une étude exclusivement consacrée aux rapports du travail pénal et du travail libre — de recourir à un *système d'organisation du travail qui, accessoirement, peut atténuer les effets de la concurrence pénitentiaire*.

Après avoir obtenu la substitution de la *régie* au système de l'entreprise, c'est-à-dire l'exploitation par l'Etat, sous sa responsabilité, avec le concours de ses seuls agents, des industries pénitentiaires, la Chambre a réclamé la *régie directe*, c'est-à-dire, la consommation par l'Etat ou les grands services publics des produits des prisons.

Dès l'instant que l'Etat fait travailler pour lui et reste en dehors du marché, s'abstenant de toute demande comme de toute offre, il semble qu'il n'y ait pas concurrence (2)...

1. Voy. *supra*, p. 114.

2. Voy. Cauwès. *Revue pénitentiaire*, 1901, p. 1098.

Sans vouloir faire éclater la formule par l'absurde en la poussant jusqu'à des dernières limites théoriques; sans aller jusqu'à imaginer avec M. Cheysson (1) que l'Etat fasse pousser tout le blé, toute l'avoine nécessaires à ses soldats, ses prisonniers, ses lycéens, ses chevaux, et fabriquer tous les vêtements, toutes les fournitures de bureau, etc..., on conçoit que le retrait du marché d'un personnage de l'importance de l'Etat puisse amener une perturbation grave dans la production et la consommation; perturbation qui se traduirait par un affaissement du marché (produits et travail). La consommation par l'Etat diminue la concurrence de prix, mais elle laisse subsister, intacte, la concurrence de quantité: l'industrie libre est frustrée de tout ce que l'Etat ne lui achète plus.

Reste à savoir si l'Etat, en faisant travailler pour son propre compte, et, en consommant les produits ainsi obtenus, n'use pas d'un droit véritable? Si l'on admet l'affirmative, on sera d'autant plus tenté de généraliser le système de la régie qu'au point de vue financier (celui qui, toujours, a primé les autres) il donnera de bons résultats.

A la Chambre, le système de la régie a trouvé des partisans toujours plus nombreux et plus résolus. Aux critiques individuelles succédèrent les proposi-

1. Voy. *Revue pénitentiaire*, 1901, p. 1119.

tions de lois (1) platoniques, mais intéressantes par les préoccupations qu'elles reflétaient. Les observations des différents rapporteurs des budgets des services pénitentiaires, Millerand, Maurice Faure, Boucher, Pierre Baudin, Goujat, triomphèrent de l'indifférence parlementaire.

En 1893, la Chambre vota un crédit de 500.000 fr. pour organiser des régies dans les maisons centrales. L'Administration organisa des *régies économiques* à mesure que les marchés généraux d'entreprise arrivèrent à expiration.

Depuis 1870 la régie économique (alimentation et entretien du personnel, des détenus et du mobilier) avait été introduite dans les maisons centrales de Melun, Gaillon, Clairvaux et Fontevault) (1873). En 1890, hormis ces quatre maisons centrales et les pénitenciers de la Corse, tous les autres établissements de longue peine étaient soumis au régime de l'entreprise générale des services (économiques et

1. Proposition de loi Chiché, Aimelafille et Jourde, 1890 : *J. off.* Chambre. Doc. parl. Annexe, n° 922 (p. 62-63).

Proposition Ladoucette : *J. off.* Chambre. Déb. parl. Session extraord., 1890, p. 2014 et seq.

Proposition Salis, Déandreis, Vernière, Mas, Ferroul, Saint-Romme, Jamais, Gaussorgues, Montaut (Seine-et-Marne), Laguel, Desmons : *J. off.* Chambre. Doc. parl. Session ord. et extraord. 3-1891 ; Annexe, n° 1820, p. 2966.

Proposition Lebaudy : *J. off.* Chambre. Doc. parl. Session extraord. 1893 ; Annexe, n° 96, p. 139.

industriels) (1). De 1890 à 1898, 10 maisons centrales — dont 3 pour femmes (Montpellier, Clermont et Rennes) — furent soumises à la régie économique.

M. Pierre Baudin avait accusé pour les régies de création récente un bénéfice de 344,371 fr; il semble que la diminution des effectifs pénitentiaires ait eu sa part d'influence sur ces brillants résultats (de 1885 à 1888 la population des maisons centrales s'étant abaissée de 3.000 unités) ; l'éminent rapporteur avait constaté que le nombre des détenus travaillant pour l'Etat (régie industrielle) était extrêmement faible, 575 sur 6.230 (non compris les infirmes, les malades et les punis) et que, « le service pénitentiaire n'avait pas trouvé dans les administrations de l'Etat, une irréprochable docilité aux ordres de la Chambre ».

En effet, dans sa séance du 19 février 1895, la Chambre, sur l'initiative de M. Leveillé, avait « invité les ministres compétents à s'entendre au plus tôt, afin que l'Etat consomme directement les produits de la main-d'œuvre pénale ». Elle n'avait point osé adopter la motion Jourde conçue dans le même esprit mais interdisant de « concéder le travail des détenus à un salaire inférieur à celui payé à la main-d'œuvre libre ».

L'injonction de la Chambre à ses ministres d'avoir

1. Rapport Pierre Baudin. *J. off.* Chambre. Session extraordinaire, 1898. Annexe, n° 591, p. 836 et seq.

à organiser la *régie directe* prouve à quel point les idées sur le rôle de l'État avaient évolué (Jourdan, Villey, Leroy-Beaulieu, s'étaient déjà séparés des individualistes intransigeants). Le système de la régie directe trouvait d'ailleurs de précieux encouragements dans les résultats obtenus à Melun, où l'on avait organisé une imprimerie administrative en 1883, un atelier de tailleurs en 1886. Les bénéfices s'étaient élevés très vite, pour les deux ateliers, à 163,106 fr. (1887). Un atelier de broserie fut organisé en 1898 à Poissy ; à Fontevrault (1898) on installa un atelier pour la confection des couvertures militaires. Depuis, on a fabriqué des costumes de prisonniers à Fontevrault ; des sabots à Clairvaux...

Aujourd'hui (1), la situation qu'indiquait M. P. Baudin s'est peu modifiée. Sans doute, le système de l'entreprise générale ne fonctionne plus dans aucune maison centrale, mais la régie directe n'a point pris le développement désiré par le législateur.

Deux autres systèmes sont encore employés dans la plupart des établissements pénitentiaires (2) : Le système dit *des confectionnaires* et le système de l'*entreprise générale du travail*. Tous deux font appel à l'*intermédiaire* que d'élémentaires raisons de probité

1. Exactement depuis 1898.

2. Dans les prisons départementales on ne connaît guère que le système de l'entreprise générale. De timides essais de régie économique ont pourtant été faits dans 10 départements (1899).

sociale auraient dû faire écarter des maisons centrales et des prisons, depuis qu'on a dénoncé ses trop habiles manœuvres de spéculateur.

Peut-être la régie directe se serait-elle développée davantage, si elle n'avait pas, elle-même, soulevé les réclamations de l'industrie libre ? La régie directe ne supprime pas la concurrence de quantité ; l'atelier pénitentiaire enlève à l'industrie libre tous les bénéfices qu'elle retirerait de la fabrication des objets à la confection desquels les détenus sont employés.

Les « ouvriers en brosses » firent entendre des plaintes (en même temps que les gros industriels ex-fournisseurs de la Guerre), lorsqu'en 1898, on entreprit la fabrication, à la maison centrale de Poissy, de toutes les brosses nécessaires à l'Armée métropolitaine.

L'imprimerie administrative de Melun, qui s'est interdit de travailler à la confection de documents susceptibles d'être réclamés par l'industrie libre, par les imprimeries ordinaires, a échappé aux protestations des particuliers ; mais elle a soulevé les colères des ouvriers de l'Imprimerie nationale qui, autrefois, avaient travaillé à la confection d'imprimés identiques à ceux que se réservait maintenant Melun.

Comment accueillerait-on dans le monde ouvrier l'accaparement par les maisons centrales des équipements militaires à la confection desquels, en 1896, 4507 personnes libres travaillaient ? M. Boudenoot

s'en était-il suffisamment préoccupé en 1899, dans le rapport cité par M. P. Baudin, quand il disait : « Nous devons noter une proposition dont le ministère de la Guerre a saisi l'administration pénitentiaire.

« Il s'agit de faire exécuter par les détenus certaines fournitures de la Guerre... l'opération paraît avantageuse. Il est désirable que les bureaux n'y opposent pas les obstacles accoutumés ».

La perspective d'une « opération avantageuse » ne saurait faire oublier la ruine que pourrait entraîner pour les industries alimentées par les commandes des départements de la Guerre et de la Marine (ou du ministère de l'Intérieur, ou des haras, etc....) l'affectation de la main-d'œuvre pénale à la fabrication d'objets consommés par les grandes administrations publiques.

Une seconde considération commande ici la circonspection : ou l'on emploiera la main-d'œuvre pénitentiaire à la confection de deux ou trois fournitures d'une fabrication facile, n'exigeant ni installation d'ateliers perfectionnés, ni longs apprentissages, ni formation d'ouvriers spécialistes, et alors, il est permis d'émettre des doutes sur l'utilité — en vue du reclassement du libéré — d'un métier ayant consisté à tordre des crochets de suspension pour cartouchières, à faire des « patiences » ; à piquer des couvrenuques ou à monter des pompons.... ; ou, l'on vou-

dra fabriquer la plupart des fournitures nécessaires à telle ou telle agglomération et, la diversité des fournitures entraînera la composition d'ateliers si nombreux et d'équipes si longues à « dresser » que, pour amortir les frais entraînés par ces industries complètes, on ne songera plus qu'à obtenir du détenu ouvrier le maximum de rendement.

90. — Ce reproche s'adresse aussi à un système qui n'est qu'une des formes de la régie directe ; il consiste à *n'affecter les détenus qu'à des travaux exclusivement utilisés dans les prisons*.

Le droit de l'Etat d'obliger les condamnés à se nourrir (culture des jardins de la prison), à se loger (travaux de construction, d'amélioration et d'entretien des bâtiments pénitentiaires) (1), paraît indiscutable. L'Etat alla-t-il jusqu'à faire exécuter aux environs des prisons, par les condamnés, certains travaux d'assainissement ou de défrichement, l'industrie libre serait mal venue à se plaindre, d'abord,

1. Sur la construction des prisons voy. *Revue pénitentiaire* Années : 1877, p. 201 ; 1880 (Angleterre) p. 32, 176-180, 604 ; 1881 p. 451, 454, 855, 858 ; 1882, p. 338 ; 1898 (*Le budget des prisons à la Chambre*, p. 267. Voy. aussi *Actes congrès Rome*. Tome I, p. 242. Application en France ; construction prison de Caen. Consultez : Discours Faberot : *J. off.* Chambre, Déb. parl. sess. extr. 1896, p. 1633. Discours P. Baudin, Vaillant, Levraud (Clovis Hugues), Doumergue : *J. off.* Chambre, Déb. parl. session ord. 1. Année 1899, p. 268-277. Rapport Goujat : *J. off.* Chambre et Sénat, Déb. parl. session extraord., 1899, p. 2064 et seq.

parce qu'elle n'a aucun droit à ce que le délinquant reste — selon la forte expression de M. Cauwès — une « non-valeur sociale » ; ensuite parce que ces travaux, par hypothèse, ne préjudicient en rien aux ouvriers honnêtes qui ignoraient ou repoussaient ces occupations dangereuses et mal rémunérées.

L'idée d'employer les condamnés à la construction des prisons attira longtemps l'attention des pœnologues. Elle finit par trouver place dans la loi du 4 février 1893 ; aux termes de l'article 9 « il peut être créé, par le ministre de l'Intérieur, des chantiers pénitentiaires pour utiliser la main-d'œuvre pénale à la construction ou transformation des prisons, sans toutefois porter atteinte à la distinction des peines et aux conditions essentielles de leur exécution.

Ne pourront être employés dans ces chantiers les détenus qui d'après la nature de leur peine et le lieu de leur condamnation devraient subir leur peine dans un établissement où fonctionne le régime de l'emprisonnement individuel ».

Ces travaux limités à la prison elle-même contribueraient à donner aux détenus une éducation professionnelle graduée et utile ; graduée, puisque tout métier complet comprend des occupations différentes comportant des difficultés en quelque sorte progressives ; utile, puisque la culture maraîchère permettrait d'employer les condamnés d'origine rurale conformément à leurs aptitudes.

Le danger de la dépopulation des campagnes serait ainsi, en partie écarté, à tout le moins diminué. Les condamnés ruraux ne seraient pas invinciblement attirés par les agglomérations urbaines, si, durant l'accomplissement de leur peine, on les avait employés à des travaux rappelant ceux des champs.

Sans doute, tout travail exécuté en plein air exige une surveillance constante et difficile... Ne pourrait-on augmenter le nombre des surveillants en diminuant celui des agents bureaucratiques des maisons centrales ?

Le budget n'y perdrait rien, la logique y gagnerait, vraisemblablement.

L'argument tiré des facilités avec lesquelles se nouent ce que l'on a appelé, avec une ironie de mauvais aloi, les « idylles champêtres » entre condamnés, ne sauraient suffire à faire rejeter les travaux en plein air ; ces mœurs lamentables peuvent être beaucoup plus efficacement combattues que les pratiques solitaires qui résultent de la sédentarité.

91. — Les avantages qu'au point de vue de la diminution de la concurrence, de l'hygiène et en un sens, de l'individualisation de la peine, l'on peut retirer de l'emploi des condamnés à des travaux de construction ou de jardinage, sont plus évidents encore avec les véritables *travaux extérieurs*, agricoles ou d'utilité publique.

A plusieurs reprises ils ont été discutés au Parle-

ment (1), ont fait l'objet de propositions (2), d'enquêtes dans les milieux politiques et dans les Sociétés d'études et d'expériences pénitenciaires.

L'article 6 (3) du décret du 25 septembre — 6 octobre 1791, parlait déjà d'*ouvrages publics*... « les condamnés à la peine des fers seront employés à des travaux forcés au profit de l'Etat, soit dans l'intérieur des maisons de force, soit dans les ports et arsenaux, soit pour l'extraction des mines, soit pour le dessèchement des marais, soit enfin pour tous autres *ouvrages publics* qui, sur la demande des départements, pourront être déterminés par le Corps législatif ».

Un autre décret, pris en date du 25 février 1852, article 4, autorisait le ministre de l'Intérieur « à titre d'essai à employer un certain nombre de condamnés à des travaux extérieurs ».

Ces travaux sont d'*utilité publique* ou plus spé-

1. Voy. Séance du 6 décembre 1888. *J. Off.*, Chambre-Déb. parl. session extraord., 1888, p. 2830 et seq. (Lyonnais, Herbette, Leygues, etc.)

2. Discours Brialou. *J. Off.*, Chambre, Déb. parl., août, décembre 1884, p. 2849. Proposition Chiché, Aimelafille, Jourde, 1890 : *J. Off.*, Chambre. Doc. parl. Annexe n° 922, (p. 62-63). Discours Doumergue : *J. Off.*, Chambre — Sénat Déb. parl. session extraord., 1899, p. 2063 et *Seq. Voy.* Rapport Goujat, 1899. *J. Off.*, Chambre-Sénat. Déb. parl. sess. extraord., 1899, p. 2064, et *seq.*

3. Cet article ne fut pas abrogé par le Code de 1810.

cialement *agricoles* (1). On peut, en effet, employer les condamnés :

- au défrichement des terres incultes ;
- à la construction des routes, ponts, aqueducs, etc ;
- au dessèchement des marais ;
- à des exploitations de forêts ou de carrières ;
- à des travaux de scieries, etc... aussi bien qu'aux grandes cultures ;
- aux cultures vivrières
- ou à l'élevage.

Les travaux extérieurs ont été expérimentés en Corse. Des pénitenciers agricoles ont été créés à Casabianca, à Chiavari et à Castelluccio. Le premier de ces pénitenciers, pour des raisons de salubrité, uniquement, a dû être abandonné. Les deux autres fonctionnent encore. Les rapports communiqués par l'Administration, indiquent que les résultats obtenus sont satisfaisants.

En Algérie, presque tous les condamnés sont employés à des travaux extérieurs, qu'il s'agisse des maisons centrales de Lambèse, de Berrouaghia, du

1. Sur les travaux extérieurs, consulter *Actes du Congrès de St-Petersbourg*, vol. III, p. 60-62, notamment rapport Ivan Foinitsky, prof. Université St-Péterbourg, p. 664-668 ; voy. surtout, *Actes Congrès pénitentiaire Rome*. Tome I, p. 287-314, 647 et seq. Pour la France, voy. discours Reynaud p. 307-311. — Cons. *Revue pénitentiaire*, 1882, p. 360, 612 ; 1898, p. 148, 594, 1156. — Cons. Tarde. *La philosophie pénale*, p. 499-506, 518-519.

Lazaret, des prisons d'arrondissement ou des prisons annexes placées auprès des justices de paix à compétence étendue.

Les produits du travail oscillent entre 300.000 et 350.000 fr. ; ce qui représente par détenu, environ 0 fr. 90 centimes à Berrouaghia ; 0,70 à 0,75 à Lambèse ; 0, 65 à 0, 70 au Lazaret.

On a employé les condamnés, tantôt à des travaux de grande culture, tantôt à la plantation de la vigne. On les a même loués à des particuliers.

A la Nouvelle-Calédonie, cette location de la main-d'œuvre pénitentiaire a soulevé certaines plaintes justifiées : le condamné était rétribué à raison de 0 fr. 20 par demi-journée de travail (3 h. 1/2 de travail effectif) de 7 heures à 10 h. 1/2, ou de 1 heure à 4 h. 1/2 du soir, et pour toute corvée de moins d'une demi-journée ; 0,30 pour une journée de travail et pour toute corvée de plus d'une demi-journée ; 0,20 pour une corvée de nuit de moins de 3 heures (1).

De plus, à la Nouvelle-Calédonie on avait loué la main-d'œuvre pénale aux compagnies minières : il ne s'agissait donc pas de travaux agricoles. Hormis les plaintes que nous venons de signaler et qui s'expliquent par le chiffre dérisoire de la rémunération, les travaux agricoles ne paraissent avoir donné que de bons résultats (2).

1. Avis du 27 novembre 1869.

2. Notamment en Italie et en Angleterre.

La généralisation de leur emploi pourrait être profitable. Il arrive, en effet, que l'Administration rencontre des difficultés presque insurmontables quand elle doit enseigner à certains condamnés d'origine rurale, une des branches des industries exploitées dans les prisons ; si elle y parvient, elle ne s'illusionne guère sur l'utilité qu'en retirera le détenu lors de sa libération ; c'est une « force perdue » ; pour l'individu comme pour l'Etat, c'est une perte économique ; on peut l'éviter avec les travaux agricoles.

Au point de vue auquel nous nous sommes placé, ils ont surtout l'avantage de diminuer la concurrence que redoute l'industrie libre. Lorsque l'Etat fait exécuter des travaux de défrichement, il agit dans l'intérêt public sans « enlever du travail » aux ouvriers libres. La mise en valeur des terrains défrichés accroît d'autant la richesse nationale ; la collectivité s'est enrichie.

L'accroissement de richesse résultant pour la collectivité de l'emploi d'une partie des condamnés à des travaux agricoles, est encore plus sensible avec les *travaux d'utilité publique*.

A l'étranger (Autriche, Italie, Suisse, Russie) on en a fait un heureux et fréquent usage. Chez nous, l'expérience tentée à Embrun, il y a une vingtaine d'années, n'a pas été très concluante ; mais, en Algérie, on n'a eu qu'à se louer d'avoir employé les con-

damnés pour la construction d'une partie des voies ferrées et des routes.

Il en eut sans doute été de même, si on les eût occupés à des travaux de colmatage, de dessèchement, de nivellement, d'endiguement, etc., soit en France, soit aux colonies.

L'emploi des condamnés aux travaux extérieurs, et spécialement à des travaux d'utilité publique, se trouve, en effet, intimement lié aux problèmes de la mise en œuvre des richesses économiques de la métropole et de la colonisation pénale.

La France possède, encore aujourd'hui, des terres incultes à mettre en valeur et des régions entières à assainir; elle aurait tout profit, semble-t-il, à utiliser les forces de ses condamnés à ces genres de travaux. La concurrence que l'industrie libre aurait de ce fait à supporter, ne serait pas très dangereuse; dès l'instant que ces travaux n'ont pas encore été commencés, ils ne constituent pas un gagne-pain certain pour les ouvriers libres. On connaît de plus, le peu d'empressement du terrassier français à s'embaucher, lorsqu'il faut exécuter un travail pénible et malsain. L'entrepreneurs'adresse généralement à la main-d'œuvre étrangère à qui l'on doit reconnaître plus d'endurance et... moins d'exigences.

Ces travaux de défrichement et d'assainissement terminés, pourquoi ne songerait-on pas à entreprendre ou à achever l'installation de certains camps

militaires ou le creusement de certains canaux ?...

On emploierait les prisonniers à l'amélioration des routes, des ports et du réseau de navigation intérieure (plan Freycinet), ou simplement à l'amélioration des canaux et des ports (projet P. Baudin).

La France, sans aller jusque-là, trouverait à utiliser ses détenus dans plusieurs de ses colonies (1). Elle hésite à faire de la loi sur la récidive une application complète, à raison des frais élevés qu'entraîne la transportation. La colonisation pénale permettrait de diminuer ces dépenses, car les condamnés aideraient au développement de la colonie et avanceraient l'époque du rendement, de l'amortissement.

Les dangers résultant, dans la métropole, du contact possible entre les condamnés et la population libre, disparaîtraient dans une large mesure ; on peut, dans tous les cas, affirmer que la population indigène n'aurait pas plus à souffrir des condamnés bien surveillés que des soldats, trop souvent portés à la considérer comme une quantité négligeable.

L'emploi des prisonniers à la colonisation pénale procurerait aux natures violentes les rudes fatigues qui leur sont nécessaires. Une remarque s'impose ici : Le souci de la santé des condamnés ne doit pas conduire à un sentimentalisme exagéré. On ne peut pas

1. Maurice Pain. *La colonisation pénale*, 1 vol.

sciemment transformer une condamnation à temps en une condamnation à mort brève ; mais si d'aventure, le condamné est exposé aux dangers que l'honnête ouvrier libre affronte pour « gagner sa vie » ; que le soldat supporte par dévouement, obéissance ou crainte, il ne convient pas de protester trop haut ; il suffira de mieux nourrir et d'estimer davantage cet ancien coupable.

La colonisation pénale contribuerait au développement de l'hygiène et de la moralité. Elle diminuerait encore la concurrence pénitentiaire en abaissant la population industrielle des maisons centrales ; elle ne compromettrait pas l'équilibre du budget ; par elle on pourrait accroître le capital social ; on punirait moins ; on amenderait peut-être davantage. Certainement on aurait fait de la justice une saine application. Dans une organisation rationnelle de la pénalité, il convient, en effet, que la peine imposée au prisonnier soit, aussi parfaitement que possible, adaptée à son individualité.

La loi française distingue entre les condamnés à une peine courte et les condamnés à une longue peine ; que les premiers accomplissent leur temps en cellule ; les seconds seront utilement employés, croyons-nous, à des travaux extérieurs, en France, puis aux colonies, après un entraînement spécial ; cet emploi des prisonniers aiderait même à écarter la main-d'œuvre étrangère, qui, sur nos chantiers, a soulevé tant de

réclamations et occasionné tant de désordres ; il remédierait, dans tous les cas, plus énergiquement à la concurrence pénitentiaire que la plupart des projets qu'il convient d'indiquer en terminant.

92. — α *Uniformisation des salaires* (1). — En payant aux détenus les mêmes salaires qu'aux ouvriers libres, on ferait disparaître la concurrence de prix, pour ne laisser subsister que la concurrence de quantité.

Ce procédé, indiqué par des députés d'opinions avancées, n'a jamais été pris en considération par la Chambre. Les « économies nécessaires » ont servi à l'écarter.

β *Système américain* (2). — On autoriserait le condamné qui aurait un métier, à l'exploiter aux conditions et pour le compte du patron qu'il avait avant l'emprisonnement.

Système d'une application difficile en France où le nombre des condamnés ayant un véritable métier est fort restreint.

γ *Travaux exigeant un long apprentissage* (3). — Lamartine avait déjà, dans son rapport à l'Académie

1. Discours Jourde, Jaurès. *J. Off.* Chambre. Déb. parl., session ordinaire, 1. 1895, p. 433 et seq.

2. Discours G. Berry. *J. Off.* Chambre. Déb. parl., session extraord., 1896, p. 1659 et seq.

3. Discours Doumergue. *J. off.* Chambre Sénat Déb. Parl. Session extrord., 1899, p. 2063 et seq.

de Mâcon, proposé d'employer les détenus à des travaux inusités ou rares. Il indiquait les minutieux travaux en mosaïque.

La longueur de l'apprentissage non-seulement entraînerait des frais considérables que le travail des détenus n'amortirait pas pour partie, mais elle créerait même une certaine concurrence puisque, pour apprendre un métier, il faut ouvrir une matière première et la convertir en produits. On voudrait sans doute utiliser ces produits ? D'où concurrence.

» *Exportation.* — M. A. Rivière, en 1890, au Congrès de Saint-Petersbourg, rappela le système préconisé en Prusse et imposé en Autriche : ne faire travailler les détenus qu'en vue de l'exportation.

Si les prisons ne produisent pas les objets d'exportation dont l'industrie fait actuellement vivre quelques centaines d'ouvriers libres, le remède est bon et, la crainte de discréditer l'industrie nationale en jetant sur un marché étranger ou colonial des objets grossiers, ne doit point suffire à le faire condamner. Dans les colonies on ne demande, le plus souvent, que le « bon marché » ; et, de plus, il n'est pas prouvé (les expositions pénitentiaires sont là pour en témoigner) que les objets manufacturés dans les prisons sont de qualité inférieure.

» *Mise en adjudication de la main-d'œuvre pénitentiaire.* — Cette proposition fut faite à la séance de la

Société d'économie politique de Paris le 5 janvier 1886, par M. Cheysson (1).

La mise en adjudication ferait-elle hausser les prix ? Il faudrait pour cela organiser une grande publicité ; et, comme nombre de détenus ne connaissent aucun métier, qui voudra les employer ? Si les adjudicataires ne se présentent pas, que fera-t-on des prisonniers ? Certains travaux en plein air paraissent seuls permettre ces mises en adjudication. Actuellement, en France, avec la disparition de l'entreprise et les bons résultats de la régie, l'adjudication paraît être un non-sens.

1. *Droit de préemption accordé à l'industriel libre.*

— Un procédé que l'on confond parfois avec celui qu'indiqua M. Cheysson, fut esquissé par M. Souchon à la Société générale des prisons le 19 juin 1901 (2) ; il consisterait à donner aux industriels qui fabriquent les mêmes objets que les prisonniers un droit de préemption, de sorte qu'ils ne pourraient pas se plaindre qu'on jette sur le marché des produits inférieurs.

Cette idée « émise dans une conversation que M. Souchon avait eue en Allemagne, avec un homme qui s'occupe de questions économiques » ne présente

1. Voy. *Journal l'Economiste français*, 9 janvier 1886, p. 41.

2. *Revue pénitentiaire*, 1901, p. 1123.

pas seulement quelques difficultés d'application que l'auteur nous laisse le soin d'écarter, mais on ne voit pas en quoi elle remédierait à la concurrence pénitentiaire. L'exercice de ce droit de préemption égaliserait-il les prix de main-d'œuvre ? Empêcherait-il l'arrivée sur le marché de produits obtenus dans les prisons à des conditions plus avantageuses que celles que connaît l'industrie libre ? Qui pourrait interdire à l'acheteur de vouloir attendre, pour s'approvisionner, les objets « bon marché » faits dans les prisons ?

A la même séance de juin (1) M. Ch. Brunot, en électique, énuméra huit précautions pour que l'industrie libre n'ait pas à redouter la concurrence pénitentiaire :

Répartition des ateliers sur tout le territoire ;
Variété et sectionnement des industries pénitentiaires ;

Maintien des prix de vente des produits au taux de l'industrie libre ;

Travaux pour le compte de l'Etat ;

Ecoulement des produits sur un vaste marché ;

Proscription de toute publicité pour la vente des produits ;

Suppression des industries exercées par les classes les plus pauvres et les moins rémunérées ;

Utiliser la main-d'œuvre pénitentiaire non pas à

1. *Revue pénitentiaire*, 1901, p. 941-942.

des produits terminés et propres à la consommation publique, mais à des « semi-fabrics », c'est-à-dire, à des produits non terminés, à des matières premières de second degré exigeant un second parachèvement par l'industrie libre avant d'être utilisables par le public... »

Il faut noter qu'il n'est fait mention ni de l'uniformisation des salaires, ni des travaux extérieurs. L'uniformisation a été réclamée par des socialistes ; l'emploi et la généralisation des travaux extérieurs remettraient en question le principe même du système pénitentiaire français ; or, à l'heure actuelle, certains principes sont considérés comme des dogmes intangibles ; le fétichisme libéral, révolutionnaire ou pénitentiaire, crée parfois de ces vains mais dangereux antagonismes, et l'on oublie le conseil de Proudhon : « faire une bonne et loyale polémique, ne pas devenir les chefs d'une nouvelle intolérance, ne pas se poser en apôtres d'une religion nouvelle, fût-elle la religion de la logique, la religion de la raison ».

L'énumération de M. Ch. Brunot indique, nous voulons le croire, les efforts que l'Administration pénitentiaire est prête à accomplir pour éviter aux ouvriers libres une concurrence dangereuse. C'est une tâche qui pourrait être grandement facilitée par le Parlement.

Parmi les projets exposés à la Chambre, il en est d'intéressants et d'efficaces.

Combinés ou pris séparément, plusieurs eussent mérité — avant que le problème de la concurrence pénitentiaire ne se soit, en quelque sorte, résolu tout seul par l'abaissement de la population délinquante — d'être employés à la protection du travailleur honnête ; les effets meurtriers de la concurrence, qu'il eut si longtemps à supporter, eussent ainsi été atténués bien avant l'intervention de ces lois qui trahissent, peut-être, plus de découragement que de véritable pitié.

Le législateur français ne s'est attaché que très tard à garantir l'ouvrier contre le travail du prisonnier ; puis, quand il eut compris le danger de la concurrence, il voulut découvrir un remède unique. La vanité de ses efforts lui est apparue, car, « aux problèmes économiques de ce jour, il n'y a pas de solution, mais des solutions » (1).

1. P. Baudin. *Forces perdues*. Avant-propos, IV.

CONCLUSIONS

Comme dans les images composites, le monde des prisons ne se détache pas à pleins contours sur l'écran du passé. Les lignes s'entrecroisent, estompées, déformées, accusant ainsi les modifications apportées depuis la Révolution, au régime répressif français.

Le milieu dans lequel a vécu le délinquant est susceptible d'avoir exercé sur lui une dangereuse influence. C'est pourquoi, l'acte délictuel commis, la Société s'emploie à réformer l'individu coupable. Artificiellement, elle s'applique à développer en lui des qualités de méthode, de discipline, de travail.

Avant la « faute », dans la vie normale, la Société ignorait, en quelque sorte, l'individu. Elle le connaît dès qu'une condamnation est intervenue. Elle va marquer au prisonnier une évidente sollicitude.

Par le travail, la société éduquera, réhabilitera cette non-valeur sociale ; elle la sauvera d'elle-même en la soumettant à une prophylaxie complète.

Aujourd'hui, l'existence du condamné est minutieusement réglée ; elle offre un contraste parfois

si saisissant avec la vie du travailleur honnête que M. Prins s'est demandé s'il ne fonctionnait pas, en faveur des prisonniers, une sorte de régime socialiste....

Effectivement, l'existence de l'ouvrier reste précaire.

Le temps n'est plus, sans doute, où les plaintes du prolétariat restaient sans écho ; « par la porte de la pitié » (1), par celle de la justice ensuite, des lois sont accourues ; l'Etat s'est reconnu des obligations nouvelles ; mais les mesures de protection ouvrière qu'il a édictées ne sont point encore suffisantes.

Avec les progrès de la démocratie, on augmente chaque jour le nombre des fonctions de l'Etat ; celui-ci peut donc intervenir dans les industries pénitentiaires ; il a le droit, le devoir, — en vertu de son pouvoir général de police et de tutelle, au nom de la justice sociale, — de réglementer pratiquement le travail des prisons afin de protéger l'industrie libre.

Les difficultés dont l'Etat aura à triompher ne paraissent pas insurmontables. Il se trouve d'une part, en présence d'hommes libres, de *citoyens*, patrons, entrepreneurs, ouvriers ; et de l'autre, d'une catégorie sociale à droits limités ou supprimés, ayant encouru une « *capitis diminutio* » tellement grave qu'elle n'a plus l'indépendance physique et qu'elle

1. E. Fournière. Leçon d'ouverture à l'Ecole Polytechnique.

a perdu presque jusqu'au droit de se plaindre... Les premiers méritent bien autant d'égards que les seconds ; l'Etat peut, à la fois, protéger l'industrie et tenter le relèvement du coupable.

Ce double but sera d'autant plus vite atteint que, l'Etat saura, pour un instant, rejeter au second plan les préoccupations financières et... les ménagement politiques. L'Etat doit s'interdire la poursuite des bénéfices quand il exerce son droit de punir ; la justice n'est pas une industrie.

Que l'Etat renonce aux mesquines économies pour se consacrer hardiment à une œuvre d'utilité sociale au premier chef : refaire une mentalité d'homme et des muscles de travailleur aux déchets sociaux que lui livrent les tribunaux.

Pas n'est besoin pour ce faire, d'organiser des ateliers perfectionnés dont les produits menaceront l'industrie libre.

Les travaux limités à la prison, les travaux extérieurs, agricoles ou d'utilité publique suffisent ; ils se recommandent d'eux-mêmes, puisqu'ils permettent une plus complète individualisation de la peine et qu'ils diminuent, dans de notables proportions, les dangers de la concurrence.

En France, les travaux d'utilité publique à effectuer, susceptibles d'accroître la puissance économique et industrielle de l'Etat, sont encore assez nom-

breux pour qu'ils servent, en un sens, à entraîner les équipes destinées aux colonies.

L'immense domaine colonial que la France a lentement acquis au prix de sacrifices sans nombre, ne donne qu'un rendement infime. Que n'emploie-t-on les prisonniers à la colonisation? Les premiers travaux (fortification, adduction d'eaux, construction de routes, établissement de voies ferrées) devraient être réservés à la main-d'œuvre pénitentiaire et non laissés aux soins de soldats décimés par le triste cortège qui suit les conquêtes lointaines.

De cette mise en œuvre de toutes les forces de la nation résulterait une activité bienfaisante capable, peut-être, d'enrayer le vagabondage et la récidive. Du jour où les colonies coûteront moins à la métropole, celle-ci consentira volontiers à reprendre l'expérience de la transportation. Il en résultera un nouvel abaissement de la population des maisons centrales et des prisons ; on ne songera plus à fabriquer pour les grandes administrations de l'Etat (hormis celle des prisons, si l'on veut) les fournitures à la confection desquelles sont occupés des milliers de travailleurs honnêtes.

S'il est désirable que le détenu puisse subvenir lui-même à tous ses besoins, il est non seulement inutile mais dangereux qu'il prenne, en quelque sorte, la place de l'ouvrier libre si imparfaitement encore protégé par les lois.

Le législateur peut, doit hâter la disparition des grands ateliers, des *prisons-manufactures* où le souci du gain remplace le but de la pénalité qui est d'amender.

Le condamné n'est pas un outil que l'on dirige, c'est une conscience à former. Le coupable est souvent un être amoral, il faut en faire un homme utile.

Jamais les besognes machinales ne réveilleront cette énergie malade que représente le délinquant, si on ne lui permet pas certain jour d'agir, c'est-à-dire, d'exercer sa volonté et son initiative. L'effort physique, le danger même de certains travaux accomplis au grand air, en pleine lumière, « sous le regard des autres », semble éminemment propre à façonner des hommes.

Peut-être n'est-ce là qu'une illusion ?

La solitude entre quatre murs apparaîtra-t-elle aux générations à venir comme l'aboutissement logique de la pénalité ? On ne sait. Les facteurs sociaux échappent, plus que tous autres, aux prédictions. Les événements économiques, plus encore que les idées, peuvent modifier l'organisation sociale dans ses bases comme dans son but et, par là, transformer l'exercice du droit de punir.

L'idée de substituer une *admonition* à toute peine physique consistant même en la simple suppression de la liberté, fera-t-elle son chemin ? Nos descendants se contenteront-ils d'exiger, pour la répara-

tion du préjudice causé, une *prestation de travail public dans un atelier libre*, ainsi que le faisait entrevoir M. l'Avocat général Laffon dans son discours de rentrée, à Paris, en 1896 ? C'est possible.

Personnellement, nous serions heureux de voir fonctionner la régie des services économiques dans toutes les maisons centrales et dans toutes les prisons de France et des colonies. Nous voudrions, pour les condamnés primaires, un régime permettant de les employer à des travaux limités à la prison.

Les condamnés à des peines n'excédant pas 3 ans par exemple, seraient occupés à des travaux agricoles ou d'utilité publique, en France, en Corse et en Algérie.

Après un enseignement professionnel spécial on « entraînerait » les condamnés au-dessus de 3 ans, en vue de la colonisation.

Est-ce là un vœu irréalisable ? Humblement, nous le soumettons à tous ceux qui songent encore à la vieille formule : *Justitia et misericordia coambulent*.



TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE

PRÉFACE

INTRODUCTION

**Première partie. — Problème économique
soulevé en France par l'introduction dans
les lois répressives de la peine d'empri-
sonnement avec obligation au travail.**

CHAPITRE I

Organisation du travail dans les prisons.
Apparition de la concurrence pénitentiaire
1791-1830.

Nos	Pages.
1. — L'œuvre de la Constituante.....	1
2. — Echelle de pénalité.....	2
3. — Obligation au travail.....	3

4. — La Convention.....	4
5. — Le Directoire.....	4
6. — Le Consultat. Arrêtés du 23 nivôse et du pluviôse an IX, organisant pratiquement le travail en entreprise.....	4
7. — Le Code civil.....	6
8. — Création des maisons centrales.....	6
9. — Absence de concurrence pénitentiaire ; raisons.	7
10. — La Restauration ; répartition plus logique des condamnés.....	8
11. — Mauvais fonctionnement des ateliers ; explication.	8
12. — Avantages concédés à l'entrepreneur.....	13
13. — Etat des prisons départementales.....	14
14. — Les commissions de surveillance.....	15
15. — La concurrence devient sensible.....	16
16. — L'opinion du ministre Decazes.....	18
17. — Raisons de la timidité des plaintes de l'industrie libre	19
18. — Pulvérisation des forces ouvrières.....	21

CHAPITRE II

Réglementation des industries pénitentiaires 1830-1848.

19. — Une séparation plus rationnelle des détenus, une
réglementation moins incohérente des indus-

tries pénitentiaires marquent la fin de la Restauration	27
20. — Le gouvernement de Juillet profite de la fin de la période des tâtonnements pour réaliser d'utiles réformes ; le régime alimentaire.....	30
21. — Le travail exigé est proportionné aux forces et à la capacité technique du détenu.....	31
22. — Diversité des industries exploitées.....	32
23. — Réglementations diverses ; industrie nouvelle ; nombre de détenus ; heures de travail ; prix de main-d'œuvre.....	32
24. — L'entrepreneur bénéficie d'une réduction égale au $\frac{1}{5}$ du salaire du détenu.....	33
25. — Chômage ; apprentissage.....	33
26. — Tâches de travail.....	34
27. — Augmentation de la productivité.....	35
28. — Prix moyen de journée.....	35
29. — Population pénitentiaire.....	36
30. — Persistance du mauvais état des prisons départementales.....	36
31. — Objet des réclamations de l'industrie libre.....	38
32. — Ordonnance du 20 avril 1844 ; tentative de centralisation ; le ministre se substitue aux préfets.....	40
33. — Le sort de l'entrepreneur s'améliore encore.....	41
34. — Absence de mesures protégeant l'ouvrier libre dont la situation est misérable.....	42
35. — Motifs d'un essai de régie à Melun.....	42
36. — Les résultats.....	44

37. — Extension du paupérisme ; symptômes de révolution 44

CHAPITRE III

Histoire d'une révolution administrative. 1848-1871.

38. — Le décret du 24 mars 1848 ; son utilité..... 48
39. — Rétablissement du travail dans les prisons..... 51
40. — La loi du 9 janvier 1849 ; les deux projets en présence..... 52
41. — Restriction apportée au principe de la consommation par l'Etat..... 53
42. — Conséquences financières du décret du 24 mars 1848 et de la loi du 9 janvier 1849..... 54
43. — Le ministre Baroche trouve un débouché à la production pénitentiaire..... 56
44. — Echec de la régie directe..... 56
45. — « L'erreur de 1848 »..... 57
46. — Une loi ouvrière avait été substituée aux palliatifs administratifs..... 58
47. — Réaction impériale ; le décret du 25 février 1852. 58
48. — Circulaire de M. de Persigny..... 59
49. — L'arrêté du 1^{er} mars 1852 ; le rabais uniforme de 20 o/o devra être considéré comme un maximum..... 61

50. — Le retour à l'entreprise s'accompagne de création de régies.....	62
51. — Généralisation du système de l'entreprise.....	64
52. — Augmentation de la productivité.....	65
53. — L'âge d'or	66

CHAPITRE IV

Interventionnisme et régie.

1871-1893.

54. — Les événements de 1870-1871 ; leur répercussion sur les industries pénitentiaires.....	69
55. — Progrès de l'interventionnisme.....	70
56. — Manifestations collectives contre le travail des prisons.....	74
57. — Installation de régies économiques ; l'imprimerie administrative de Melun.....	75
58. — Protection de l'industrie libre ; l'arrêté du 15 avril 1882.....	77
59. — Deux innovations essentielles.....	79
60. — Détermination des prix de main-d'œuvre.....	81
61. — Difficulté d'arriver à « la constatation directe des faits ».....	83
62. — Avantages résultant de l'arrêté du 15 avril 1882.	84
63. — Réglementation encore en vigueur dans les maisons centrales et les prisons départementales.	86

64. — Obstacles mis à la solution du problème de la concurrence pénitentiaire..... 90

Deuxième partie. — Analyse du problème de la concurrence pénitentiaire.

CHAPITRE V

Discussions théoriques soulevées par le travail des prisons envisagé dans ses rapports avec l'industrie libre.

65. — Y a-t-il une question du travail pénitentiaire pour l'Administration supérieure des prisons ? L'exploitation de travaux industriels par les détenus est le simple usage d'un droit appartenant à l'Etat..... 95
66. — Ce droit s'exerce normalement ; l'écart entre les salaires des ouvriers libres et détenus : 1^o est justifié ; 2^o est soigneusement déterminé..... 97
67. — Il n'y a pas davantage concurrence anormale de production ; précautions prises par l'Administration..... 98
68. — M. Louis Herbette au Congrès de Saint-Petersbourg propose d'utiliser la main-d'œuvre pénitentiaire aux besoins mêmes de la vie des détenus et au fonctionnement des prisons..... 99

69. — M. Charles Brunot affirme que la concurrence est presque toujours négligeable..... 100
70. — Comment il faut poser la question de la concurrence pénitentiaire ; il est indispensable de s'entendre sur la théorie de la valeur, spécialement sur l'établissement du prix..... 101
71. — Réfutation de la boutade de Cavour reprise par les Libéraux 102
72. — La loi de l'offre et de la demande ne régit pas seule le marché économique..... 104
73. — Influence du coût de production sous un régime de concurrence 105
74. — Influence d'un nombre élevé de détenus sur une industrie donnée ; l'exemple de la vannerie.. 107
75. — Influence de la coutume..... 109
76. — Influence des tarifs..... 109
77. — Entente possible entre patron et entrepreneur. 110
78. — Accueil fait par l'Administration aux idées libérales ; principes communs..... 110
79. — Procédé de polémique..... 113
80. — Opinion de la Société générale des prisons. M. A. Rivière. L'attachement aux principes de l'Ecole coïncide aujourd'hui avec la diminution de l'importance de la concurrence pénitentiaire (réduction des effectifs, lois des 5 mai 1885, 14 août 1885, 26 mars 1891, 15 novembre 1892, 9 décembre 1897)..... 113
81. — Services rendus ici, par la Société générale des

prisons grâce à ses études approfondis sur le travail pénal.....	115
---	-----

CHAPITRE VI

Essais de résolution du problème de la concurrence pénitentiaire.

82. — Influence de l'importance accordée aux travaux industriels	117
83. — Aperçu des législations étrangères.....	119
84. — Dangers de l'extension à la France des procédés employés à l'Etranger,	121
85. — Absence d'une réglementation pratique corrigeant la concurrence. Difficultés qui s'opposent à la solution du problème.....	122
α. Question de personnel. Rattachement des servi- ces pénitentiaires au ministère de la Justice ...	122
86. — β. Difficultés d'ordre plus spécialement pénit- entiaire.....	124
87. — γ. Embarras financiers.....	124
88. — L'œuvre du législateur français.....	125
89. — Un système d'organisation du travail remédie accessoirement aux dangers de la concurrence; régie ; régie directe.....	128

90. — Travaux limités à la prison.....	135
91. — Travaux extérieurs.....	137
92. — Énumération de remèdes proposés.....	145
CONCLUSIONS.....	151
TABLE DES MATIÈRES.....	157

